

spécial borinage

héritages, reconversion, expériences,
mouvements sociaux, culture(s), images

le zaïre au quotidien

juin 1986

144

sommaire

BORINAGE

- Introduction p. 1
 - « Gréviculteurs » ou « gréviculture », par **Jean Puissant** p. 3
 - Sur la grève, le flux et le reflux, par **Pierre Gillis** et **Jean-Maurice Rosier** p. 8
 - 1982 : comptes et mécomptes d'une organisation syndicale, par **Freddy Mathieu** p. 11
 - Les garces rouges • Fêlure au paradis par **Jean Louvet** p. 17
 - Utile, dérangeante, problématique, par **Pierre Gillis** p. 22
 - Deux poèmes de **Yvon Vandycke** encadrent douze œuvres plastiques p. 33
 - Dans la gueule du loup, par **Jean Delval** p. 41
 - Table ronde sur la reconversion du Borinage, avec **Pino Carlino**, **François Collette**, **Jacques Fostier** et **Jules Vercaigne** p. 52
 - Avortement : faire éclater les chapelles, par **Agnès Couez** et **Myriam Van Sinoy** p. 65
 - Zarzétapie en Wallifornie, par **Le Mineur** p. 67
-
- La situation sociale au Zaïre, par **Isabelle Jacquet** p. 70
-

Comité de patronage :

Jean Blume, Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, René Noël, Roger Somville.

Comité de rédaction :

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit, J.M. De Waele, Anne Drumaux, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, J.J. Heirwegh, J.-P. Keimeul, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Christian Vandermotten, Benoit Verhaegen.

Rédacteur en chef : Rosine Lewin.

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte.

borinage

un numéro insolite, à part et de parti pris.
autre chose qu'un numéro à thème : les
événements vus par le petit bout d'une
région.

les choses ne sont pas tout à fait les
mêmes vues de bruxelles ou de mons —
pas plus que de liège ou de namur...

subjectivité assumée comme un élément
de la vie; l'image du borinage que nous
présentons n'est pas désincarnée.

subjectivité aussi dans le choix des thè-
mes abordés : nous parlons de ce que
nous trouvons important. le borinage dont
nous parlons n'est pas la réserve d'indiens
de la wallonie.

sensibilité particulière d'une marge wal-
lonne dont jean puissant analyse le parti-
cularisme dans son fondement historique.
analyse partielle qui exprime l'avis de ceux
qui ont été mêlés peu ou prou aux conflits
sociaux qui se sont déroulés dans la
région de mons-borinage, mars 1982 repré-
sentant un moment-clé. voyage aussi à

l'intérieur des organisations syndicales, avec jean-maurice rosier et pierre gillis, essai d'explication où perce la colère, notamment avec freddy mathieu dont la prise de position n'épargne pas le pcb — remarquons en passant que l'opposition qu'il établit entre le parti et ses militants nous paraît arbitraire.

vision parcellaire et subjective encore dans l'effort des écrivains et des artistes (jean louvet, yvon vandycke) qui rendent compte à leur manière des événements, et par qui l'art se conjugue au social. textes littéraires donc, rares dans les cahiers, mais qui susciteront, nous l'espérons, la réflexion.

point de vue (légèrement) annexioniste même : les flashes de jean louvet sont louviérois, mais ils participent du mouvement social de 82 qui est né au Borinage, et ils en sont représentatifs.

points de vue de l'histoire, mais plus proche de nous, avec la contribution de pierre gillis sur l'udp, expérience politique dont il était impensable de faire l'économie. luttes au présent avec l'apport d'agnès couez et de myriam van sinoy sur une pratique originale de comité avortement. la reconversion économique enfin, avec jean delval, qui nous raconte l'édifiante histoire de la faille grandiose de la reconversion par multinationales interposées, reconversion avec les responsables politiques et syndicaux régionaux que nous avons réunis pour en débattre, et reconversion-mission-apostolat dans la tête de jean zarzecki, des francs-borains, invité malgré lui à donner son avis sur le « sauvetage du peuple borain ».

les c.m.

« gréviculteurs » ou « gréviculture » ?

jean puissant *

GREVE ET MOUVEMENT POLITIQUE

Lors de l'apparition de l'Association Internationale des Travailleurs, puis du POB, les militants socialistes ont souvent été traités par la presse conservatrice, par des auteurs de même opinion, de « gréviculteurs ». Ils étaient donc considérés comme des cultivateurs de la grève, semant le désordre et récoltant les fruits de l'agitation.

Or si les militants de l'Internationale puis du POB, ont toujours légitimé la grève comme moyen de lutte des ouvriers, qu'ils ont souvent justifié *a posteriori* les grèves qui éclataient en dehors de leur ressort d'activités, de leur responsabilité, on peut difficilement démontrer le rôle « gréviculteur » du socialisme dans ce pays. C'est bien le sens de l'argumentation de Marcel Liebman à propos des grèves générales en Belgique, reprise dans son ouvrage *Les socialistes belges* (Bruxelles, 1979).

En effet, seule la grève de 1913 en faveur du suffrage universel, décidée près d'un an avant son déclenchement, a donné lieu à une préparation volontariste et systématique. Et encore, dans ce cas précis, la décision avait été prise sous la pression des organisations de base, en Wallonie en particulier, frustrées par la victoire catholique aux élections de 1912 et dont les réactions spontanées, y compris la grève, avaient été fermement contrôlées, arrêtées par le POB. De plus, les dirigeants de ce parti espéraient que la menace clairement exprimée de recourir à un vaste mouvement de grève au finish ainsi que les préparatifs longuement et publiquement soulignés suffiraient à pousser le gouvernement catholique à amorcer la révision de l'article 47 de la Constitution. Or il n'en a rien été et le Conseil général, presque malgré lui, a dû respecter ses propres décisions et décréter la grève générale.

Aucun grand mouvement de grève depuis 1914 n'est venu fondamentalement remettre en cause cette analyse. Et si aujourd'hui le PS donne l'impression de vouloir peut-être descendre du balcon, c'est impressionné par la nouvelle vigueur d'un mouvement de grève dont la responsabilité n'est plus du ressort de l'organisation politique mais bien des organisations syndicales qui ont du mal à maîtriser les secousses données par les travailleurs à la base. Historiquement le rôle du POB et du PSB apparaît bien plus comme le moyen du contrôle et de l'insertion de la classe ouvrière dans la société capitaliste.

* Jean Puissant, professeur à l'université de Bruxelles, est l'auteur (notamment) de « L'évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage » (édité sous l'égide de l'Académie royale de Belgique, Bruxelles 1982).

De leur côté, les communistes ont ajouté à ces éléments, communs au fond socialiste, la grève comme moyen d'éducation politique à la lutte des classes. Ils ont donc utilisé la grève comme un moyen de lutte sociale mais aussi comme un moyen politique et idéologique. Si le PC ou les militants communistes ont souvent joué un rôle non négligeable dans le mouvement gréviste, il est difficile de parler de rôle moteur dans la mesure où la grève comme moyen de pédagogie révolutionnaire reste étrangère aux pratiques sociales. L'un des plus beaux exemples de ce qui précède reste la grève de 1932, éclatant en pleine crise économique, partie du Borinage houiller où les communistes appellent en vain à la grève depuis plus de deux ans. Non que leur influence ait été négligeable en 1932, mais il a fallu que la couche socio-professionnelle des mineurs ait pris collectivement conscience de la nécessité de réagir à la crise et à ses conséquences sociales. De manière significative, c'est au sein de la *Centrale régionale des mineurs* que s'ouvre, se développe le mouvement en faveur de la grève alors que les communistes en étaient exclus depuis plusieurs années et que le mouvement est engagé contre la direction syndicale.

LES CAUSES DE LA GREVE

Si les mineurs ont participé à de nombreux mouvements de grève politique (S.U. 1891, 1893, 1902, 1913; Question royale, 1950), cette participation n'était pas essentiellement politique. Lors de chaque étude plus précise apparaissent des motivations économiques et sociales, même si elles ne sont pas expressément définies. C'est ce qu'a fort bien montré J. Michel pour la période d'avant 1914 (1). Dans le cas des mineurs borains, c'est bien certain. Et il est possible de soutenir efficacement la thèse que c'est le mouvement politique socialiste qui s'est greffé sur le mouvement social des mineurs borains et non l'inverse et que c'est la culture gréviste (d'un point de vue anthropologique) par exemple des mineurs borains qui influence le parti socialiste dans ce pays et non l'inverse.

Qu'on m'entende bien. Loin de moi l'idée que le mouvement gréviste dans le Borinage est un trait de culture régionale; il a bien évidemment des causes économiques et sociales bien caractéristiques, identifiables et repérables dans le temps. Néanmoins l'importance et l'historicité de ce mouvement sont à l'origine d'un trait culturel persistant. En effet, lorsque les premiers militants socialistes se rendent dans le Borinage pour tenter d'organiser les mineurs en 1869, puis en 1879-80 et enfin en 1885, ils se heurtent à un mouvement social ancien, vigoureux qui s'est déjà nourri d'une expérience séculaire et qui échappe à la logique du mouvement ouvrier de la capitale (où dominant les métiers semi-artisanaux, les petites et moyennes entreprises, les syndicats sectoriels, corporatistes caractéristiques de ce milieu économique).

(1) J. Michel, Un maillon plus faible du syndicalisme minier : la Fédération nationale des mineurs belges avant 1914 dans *Revue belge de Philosophie et d'Histoire*, LV, 1977, 2, pp. 425-473.

Les grandes grèves généralisées ont vu le jour parallèlement avec le développement du capitalisme industriel et financier dans la région, au lendemain de l'indépendance belge (2). Elles regroupent alors des milliers d'ouvriers de plusieurs exploitations charbonnières, voire le bassin tout entier. Elles sont à l'origine de cette extraordinaire conscience collective parmi une population essentiellement attachée à la mine, en raison de l'absence de développement économique plus diversifié. (Significativement, les entreprises qui ont réussi à s'implanter et à se développer et à survivre à la disparition des charbonnages se trouvent aux limites du bassin minier : laminoirs de Jemappes, fermés aujourd'hui, Carbochimique de Terre, céramiques de Baudour et câbleries de Dour).

Mais la grève et ses traditions sont nettement plus anciennes. Chaque étude particulière en apporte la confirmation. Dans un article à paraître, l'historien dourois Alain Jouret montre bien que durant les périodes française et hollandaise, le mouvement gréviste n'est pas insignifiant. Il s'explique par les transformations du mode de production qui interviennent durant cette période, c'est-à-dire le remplacement de l'exploitation traditionnelle par des sociétés plus vastes dominées par des marchands, des banquiers, et un premier mouvement de concentration lié à la croissance des investissements nécessaires pour intensifier la production. L'accroissement du nombre d'ouvriers par exploitation, la multiplication des exploitations sont à l'origine de l'essor du mouvement social. Des études précises sur le XVIII^e siècle fourniraient très probablement leur moisson de grèves. En fait, les « tenage-bons » comme on les appelle, relèvent de la mise en scène, comme l'a expliqué Gonzalès Decamps, le premier historien de la mine dans la région. En effet, l'arrêt de travail est surtout le signe de la demande de concertation avec l'employeur.

La négociation plus ou moins longue, plus ou moins dure se clôture sur un nouvel accord qui entraîne la reprise du travail. Avec la formation des sociétés, la tendance se renforce de résister non seulement aux revendications mais aussi à la demande de négociation, ce qui est caractéristique au milieu du XIX^e siècle. Et comme la résistance patronale a tendance à s'affermir et à s'organiser au niveau du bassin, la pression ouvrière s'intensifie à son tour par l'allongement des grèves, l'élargissement à une importante partie ou à la totalité du bassin.

LA GREVICULTURE

Il n'est pas question ici de banaliser la grève et ses conséquences toujours graves, souvent douloureuses, parfois tragiques, ni de laisser entendre que la grève est un passe-temps, voire un loisir comme certains contemporains l'ont parfois prétendu. Le mineur borain est réputé faire grève pour planter et récolter les patates. Si la grève est l'occasion

(2) cf. J. Puissant, Le Catéchisme du Peuple d'A. Defuisseaux dans *Cahiers Marxistes*, 1979, n^{os} 43 et 33

de travailler au potager, rien ne permet d'affirmer qu'il y ait là une cause de grève. L'analyse des principaux mouvements de grève avant 1914 (une trentaine de conflits majeurs) montre qu'il n'en est rien. (Pourtant le jardin fait partie de la stratégie sociale. Pour l'ouvrier, il est le moyen de compléter, de diversifier le menu quotidien; pour le patronat, il est le moyen d'occuper l'ouvrier, de justifier le niveau des salaires dont il est le supplément).

La grève a des raisons bien précises, ses conséquences négatives bien connues ont tendance à s'aggraver au cours du siècle pour culminer lors des grèves de 1932, commencées en juin et terminées en septembre. La résistance difficile est alors justifiée par la défense de l'identité du mineur, de sa volonté d'être reconnu comme personne à part entière et non comme pion inerte dans le procès de production. Si les grèves sont souvent commencées par les *scloneurs*, chargés du transport des matières sur les chantiers, ou par les ouvriers abatteurs, à la fois les travailleurs les plus jeunes, les plus productifs, les plus spécialisés, dont l'arrêt de travail entraîne nécessairement l'arrêt de la production, elles sont poursuivies non seulement par l'ensemble des ouvriers mais aussi, comme c'est le cas dans toutes les régions minières, par toute la population, enfants, femmes en particulier. Le rôle de celles-ci est décrit depuis le début du XIX^e siècle; elles sont souvent parmi les plus ardents défenseurs de la poursuite du mouvement. On dépasse là de loin le simple conflit professionnel, il y a implication de l'ensemble de la communauté, comme elle s'implique par ailleurs dans l'ensemble de la vie sociale, rythmée par les travaux miniers, bouleversée par les catastrophes qui constituent un des ciments importants de la conscience collective en milieu minier.

La grève apparaît donc comme un mouvement revendicatif à objectif plus ou moins précis mais aussi comme un phénomène beaucoup plus complexe et plus vaste. M. Perrot l'a montré pour les grèves en France; R. Trempe dans le cas des mineurs de Carmaux (3). La grève est le moyen d'affirmer une identité collective massive, destinée à impressionner l'interlocuteur, le patronat; elle est une manifestation de force, d'existence, de responsabilité dans une vie qui peut apparaître au contraire comme complètement dominée par l'organisation du travail. Elle est aussi chez le mineur un moment privilégié où le cycle éprouvant du travail souterrain est suspendu. On connaît les vues, classiques, des hommes accroupis sur le pas de la porte, prenant l'air et la lumière.

Enfin l'importance des grèves de mineurs borains est décisive dans la « réussite » de mouvement de grèves générales comme en 1893, 1936 ou 1950. Elle donne naissance à l'affirmation de l'identité collective à l'extérieur de la région. L'annonce de l'arrivée des Borains en 1830 fait hésiter l'armée hollandaise, elle fait fermer les volets à Bruxelles en 1950. Il est bon de ne pas faillir à cette réputation. C'est ce qui conduisait certains mineurs dans l'entre-deux-guerres, G. Jacquemijns le rap-

(3) M. Perrot, *Les ouvriers en grève 1871-1890*, Paris-La Haye, 1974; R. Trempe, *Les mineurs de Carmaux 1848-1914*, Paris, 1971.

pelait, à déclarer qu'il y avait deux centres révolutionnaires dans le monde, Quaregnon et Moscou (dans l'ordre !).

Ces divers éléments, qu'il serait nécessaire de développer, expliquent que la grève, même si elle entraîne des conséquences douloureuses, est considérée comme une épreuve nécessaire et acceptable à certains moments de l'évolution : elle est intégrée dans la vie sociale. Son ancienneté, sa récurrence, son importance aussi lorsque des résultats positifs sont obtenus, font de la grève un élément essentiel de l'histoire, de la mémoire collective régionale. Les grèves font partie de la chronologie intuitive de la population, à l'instar des bonnes ou mauvaises récoltes, des incidents météorologiques dans le milieu paysan. Mais contrairement à cet exemple, les grèves sont de la responsabilité du milieu concerné, ce qui contribue à les valoriser.

D'un point de vue purement matérialiste, on pouvait se demander si ce trait de gréiculture allait disparaître avec les charbonnages qui l'ont fait naître. La fermeture date aujourd'hui d'un quart de siècle, l'espace d'une génération. Le spectacle des assemblées syndicales lors de la grève interprofessionnelle régionale de 1982, où le cri de grève générale a réuni un nombre important de travailleurs dont un bon nombre des services publics montre bien que la « culture » est un élément important de la vie sociale. Sans mésestimer les raisons objectives de l'entrée en grève des travailleurs face aux mesures décidées par le gouvernement Martens V, ont été frappé de retrouver ainsi des traits aussi caractéristiques chez les descendants à une, deux ou trois générations de mineurs en grève.

Le phénomène n'est pas inexplicable d'un point de vue économique. Incapable de peser sur les décisions économiques, le parti socialiste, au moment où disparaissait l'emploi dans les charbonnages, a contribué à ralentir le déclin par le développement des services publics qui en fin de compte se révèle la seule reconversion réalisée dans la région. Les agents des services publics s'y retrouvent, *mutatis mutandis* dans la même situation que les mineurs il y a trente ans : luttent pour essayer de ne pas disparaître ou du moins pour maintenir une activité compensatoire.

Mais la culture de la grève joue manifestement un rôle dans la manière dont on espère influencer les décisions et les Borains ont cru en 1982, comme au siècle passé, qu'ils allaient pouvoir entraîner un mouvement de solidarité plus général, auquel, au contraire, le nord du pays semble de plus en plus rétif, exception faite du Limbourg minier qui connaît à son tour une évolution comparable, même si elle est décalée dans le temps par rapport aux régions minières wallonnes.

sur la grève, le flux et le reflux

jean-maurice rosier
pierre gillis

Les lendemains de grèves qui échouent ne chantent pas. Celle de 1982 qui secoua pendant 15 jours la région Mons-Borinage n'échappe pas à la règle. Au delà des rancœurs et des désillusions, ce que nous voudrions montrer ce sont les réactions actuelles des acteurs — simples militants ou responsables — de l'organisation syndicale, parce qu'elles paraissent significatives et révélatrices de ce qu'il ne suffit pas de perdre pour avoir raison. A ne pas théoriser les enjeux d'une lutte, non seulement on finit par douter de tout et finalement laisser au capitalisme le bénéfice du doute, mais on laisse également les interrogations (fallait-il mener cette bataille perdue ?) se transformer et les questions du moment devenir prétexte à toutes les récupérations possibles.

Dans le Borinage aujourd'hui, il existe des détracteurs de la grève de 1982. Ceux-ci soutiennent que les événements de 82 ont eu pour conséquence l'isolement des métallurgistes des Laminoirs de Jemappes, en décembre 82, ou encore une mobilisation moindre des militants borains durant la grève des services publics de 83. La région, à les écouter, avait épuisé son potentiel de lutte à se lancer dans une aventure quelque peu utopiste et volontariste; elle doutait de la solidarité (inter)professionnelle pour ne pas l'avoir vu fonctionner en 82. A ces pédagogues du renoncement, qui au nom du réalisme défendent actuellement l'accord PS-FGTB, nous rappellerons qu'en 82, dans la tête de beaucoup il y a cette conviction que le gouvernement Martens s'engage dans une politique dure et musclée débridée de tous les compromis habituels et que par référence aux traditions syndicales wallonnes (les fameux vendredis interprofessionnels de la FGTB, ces quelques journées de grève qui avaient amené la chute du pouvoir en place), décidément on ne peut laisser faire. Sans fanfaronnade, on se lance donc dans le Borinage dans une grève offensive... et surprise, le pays ne suivra pas.

Il sera bien difficile d'accorder les pendules par la suite. Dans une certaine mesure, la grève des services publics de septembre 83, et bien plus nettement les deux journées de grève interprofessionnelle du printemps 84 furent vécues par les acteurs de 82 comme une répétition de plus en plus balbutiante d'événements déjà vécus, comme si l'essentiel consistait à prouver qu'on avait tout essayé. Pourtant, l'isolement croissant de la gauche syndicale et son impuissance ne laissaient malheureusement place à aucun doute, même méthodologique. En 82, la question du pouvoir était posée, celle de l'alternative politique également.

A partir de 84, l'idéologie de la rigueur et de l'austérité l'a emporté, le tissu industriel régional s'est un peu plus désagrégé avec la fermeture des Laminoirs de Jemappes. Le dynamisme interne ne fonctionne

plus. Les tenants du réalisme se saisiront de cette constatation pour avancer la thèse de l'immaturation sociale du mouvement de 82, destructeur du potentiel combatif régional, et plus proche dans son organisation et dans ses buts du mai français que de la norme/référence absolue 60-61.

Les nostalgiques de 82, au contraire, savent qu'ils ont vécu, en mars, des moments privilégiés et angoissants. Pourquoi ? Simplement parce qu'une grève voulue par la base et circonscrite géographiquement développe des liens affectifs incomparables. Il convient, en effet, de prouver à l'Appareil syndical réticent l'extraordinaire capacité de mobilisation d'une décision votée en assemblée générale. Angoissant, parce que les militants syndicaux ont pendant 15 jours réalisé que le Roi était nu, qu'il n'y avait aucune perspective politique d'alternance au pouvoir en place, aucun projet global de grève générale interprofessionnelle pour ce qui regarde les instances de la FGTB. Le résultat, c'est qu'en 1986, les meilleurs combattants des luttes de 82 se drapent dans une vertu révolutionnaire, évoquent des souvenirs et refusent toute stratégie quelque peu cohérente comme réponse à la crise et aux mesures imposées par le gouvernement. Surréalistes par moments, certaines assemblées syndicales vivent sur le mode affectif et sentimental. C'est à qui atteste le mieux de la pureté de ses intentions dans un rituel mythique où les rôles sont inégalement distribués parce que la bureaucratie syndicale finalement triomphe faute d'adversaires.

Personne, en tout cas, parmi les réalistes et les utopistes (entendons par là ceux qui pensent 82 alors que nous sommes en 86) ne s'interroge pour tenter d'expliquer le pourquoi de cette grève et la relation dialectique qu'entretiennent le mouvement social de 82 et l'état économique catastrophique de la région Mons-Borinage. Seul un certain Claude Leloup (dans *Le Carré* n° 3/4) avancera que « l'hypothèse la plus probable semble être celle d'une grande instabilité de la conscience et des actions de classe des travailleurs borains, instabilité déterminée par la composition de la classe ouvrière boraine elle-même ».

Cette hypothèse fleure bon son matérialisme. Elle offre de plus l'intérêt de gommer du paysage les organisations sociales elles-mêmes, comme si leur action n'avait aucun effet sur la structuration sociale, comme si l'histoire d'une région ne pesait pas sur son présent.

Mieux, il conviendrait de dépasser ce constat sociologique — correct au demeurant — pour prendre en compte l'histoire du mouvement ouvrier borain, afin d'expliquer la naissance du mouvement social tout autant que son échec (1), ce qui nous éloigne de l'adialectique de C. Leloup.

(1) Echec de 82 : on ne reviendra pas ici sur les raisons du non-déclenchement d'un mouvement général (divisions FGTB/CSC, problèmes communautaires, longues hésitations de la FGTB après la dévaluation,...), raisons qu'il serait absurde d'analyser d'un point de vue borain. Mais, au delà de la faiblesse du poids spécifique du Borinage en Wallonie, on peut aussi parler de

La tradition n'est pourtant pas légère à porter, au Borinage. Le mouvement ouvrier socialiste a été forgé par les combats des mineurs, et il se reconnaît dans des symboles, des modes d'action (la grève boraine est toujours dure, et parfois parsemée de nostalgies doucement insurrectionnelles) et des repères de langage bien plus que dans des revendications précises ou des programmes. Pas, ou peu de traditions d'indépendance syndicale au Borinage : ici, il faudrait adapter la formule Fabius-Gayetot, et dire, quand on parle du PS et de la FGTB, eux c'est nous et nous c'est eux.

La conscience de soi de la classe ouvrière s'est développée dans une contre-société qui, de conquête en glissement et de glissement en conquête, est petit à petit devenue la société, des Maisons du Peuple à l'IDEA (2), tout en préservant les signes unificateurs de sa révolte fondatrice.

Dans cette histoire, la place du politique est mince. En 82 aussi. Le hiatus entre les aspirations et méthodes du mouvement, et la réalité de la politique du PS est tout à fait sous-estimé, et masqué derrière la commune appartenance au monde socialiste. Bien sûr, on souligne souvent l'insuffisance du relais politique, on critique de coupables faiblesses, mais on ne voit en tout cas pas ce relais comme une construction à ériger. De ce point de vue, les choses n'ont pas changé, et quatre ans de balconnet n'ont pas entamé la position du PS, à voir la facilité avec laquelle l'accord PS-FGTB a été entériné. Il s'agit d'un problème ancien : à notre connaissance, même à sa période la plus faste, la pénétration de l'UDP dans la FGTB n'a pas été à la mesure de ses succès électoraux.

Le radicalisme des militants de la FGTB boraine ne les a jamais poussés sur le terrain politique. Cette attitude, où l'on peut repérer les survivances d'un courant anarcho-syndicaliste, concède un espace très étendu aux représentants politiques — les mandataires — pourvu qu'ils sacrifient régulièrement à un rituel d'identification, d'où l'engueulade, parfois violente, n'est pas nécessairement exclue. Comme dans les meilleures familles, et quitte à découvrir tous les dix ans qu'on s'est planté...

Alors, comme aujourd'hui, les assemblées syndicales attirent moins de monde. Réalistes et utopistes campent sur leur position dont nous avons dit qu'elles ne sont pas symétriques. Les militants ne parlent guère, on attend...

avril 1986

l'échec de 82 à propos de l'incapacité de cristalliser l'énergie des militants insatisfaits dans un projet politique, de promouvoir une stratégie qui fasse que demain ne soit pas une redite d'hier.

(2) IDEA : Intercommunale de Développement Economique et d'Aménagement du territoire. Elle joue dans la région un rôle économique important. Elle fut notamment à l'origine de la politique dite des zonings.

1982 : comptes et mécomptes d'une organisation syndicale

freddy mathieu*

Il y a quatre ans déjà, en cette fin mars 1986, que nous avons terminé « la grève » du Borinage.

Au sein du mouvement ouvrier borain, les discussions sur cette semaine de grève continuent à typer politiquement ceux qui en furent les acteurs (ou les spectateurs).

Il y a d'abord ceux qui l'ont faite (et parmi eux, ceux qui l'ont préparée, ceux qui l'ont suivie, ceux qui, la faisant, l'ont subie). Et par ailleurs ceux qui n'ont pas voulu ou pas pu la faire.

Bref, un ensemble assez hétéroclite d'individus qui pendant une semaine se cherchaient, à travers des comportements tellement différents, les allures d'une classe sociale.

C'EST LE PRINTEMPS ?

Expliquer la grève boraine de 1982 comme le dernier sursaut d'orgueil d'une classe de travailleurs, éternelle victime de « la crise » n'est certes pas inintéressant.

On pourrait en effet écrire longtemps sur le Borain, la tête près du bonnet, le cœur sur la main. Toujours prêt à ouvrir la danse. On pourrait aussi souligner par de savantes études la synchronisation qui semble exister entre l'activité des hommes (ici leur « inactivité ») et les rythmes saisonniers (21 mars : c'est le printemps...)... Tout cela n'est sans doute pas étranger à l'éclosion de mars 1982.

... OU C'EST LA CRISE ?

Et la désertification économique de notre région tente aussi ceux qui veulent expliquer que n'ayant plus rien à perdre (même pas leurs chaînes ?), les Borains se lanceraient ainsi à contretemps dans une action suicidaire...

Personnellement, ces explications là ne me séduisent pas. Pas entièrement. Que s'est-il donc passé au Borinage en mars 82 ? Et avant ? Et après ?

(*) Permanent syndical SETCa - Mons/Borinage.

AVRIL 81

Tiens c'est le printemps aussi ! Et voilà que l'on se pose des questions sur l'avenir des Laminoirs de Jemappes. A cette époque, Claes (un socialiste), prévoyait de réduire de 10 % la masse salariale des entrepreneurs qui connaissaient des difficultés.

Le conflit des Laminoirs démarre là-dessus mais c'est bien vite les conditions de viabilité de l'entreprise qui sont posées. On sait que le couperet est là au-dessus.

Bien sûr, les fermetures, dans le Borinage, on connaît. Mais depuis la fermeture des charbonnages, aucune n'avait atteint une entreprise du vieux tissu industriel. Les hommes de fer barrent la nationale 22. La ville de Mons et ses agents sont aussi en pleine ébullition.

Et à Frameries, schéma devenu plus traditionnel par chez nous, une direction américaine (Warner) se retire.

Les actions et les manifestations convergent.

Il faut pourtant déjà bien constater dès ce moment, que les directions du mouvement ouvrier sont dépourvues de messages unificateurs, et incapables de *gagner* avec les travailleurs.

81, c'est aussi la mise en place de Martens V. La droite a le pouvoir et s'en sert. Elle s'en sert pour réaliser les objectifs des secteurs forts du patronat. Si la social-démocratie reste au balcon (elle sait bien que sans le dire aussi franchement, elle aurait appliqué des politiques identiques si elle avait participé au gouvernement - cfr Claes...), la direction de la FGTB se sent menacée. Debonne (il est encore là en 1982) est tout sauf un idiot : il a compris que la droite et le patronat viennent d'inaugurer une nouvelle période de la lutte de classes.

A travers ses appels à la mobilisation de la classe ouvrière, c'est autant elle que lui-même qu'il défend. Il défend la capacité des appareils syndicaux d'être reconnus par le patronat comme tampon-négociation, un rôle qu'ils ont institutionnalisé dans de multiples accords et conventions depuis la fin de la deuxième guerre.

JANVIER - FEVRIER 82

L'appel à la mobilisation trouve un écho certain car les travailleurs ont vite compris les ravages que fera ce gouvernement.

Il y a dès ce moment des « signes » d'énervement dans le Borinage. Les assemblées sont de plus en nombreuses. Pour la concentration du Heysel, on avait prévu un car (comme d'habitude) mais il en faut deux. A l'assemblée de Cuesmes (mi-février), on attendait 150 personnes; il en vient 250. Et l'ambiance y est. Le Bureau de la FGTB prévoit des grèves

tournantes de 24 heures... Le 16 mars, les métallos montent sur Bruxelles. A Jemappes, les Laminoirs sortent. Et le soir à Hornu, on est plus de 600... Le 19 mars, une nouvelle assemblée interprofessionnelle, auto-convoquée à Pâturages, c'est du délire ! Pas moyen de se garer. Des centaines de véhicules, des drapeaux, les gens rient, gueulent. Le Bureau régional ne peut que voter oui pour une semaine de grève générale. Pour les 1.500 présents, c'est euphorique. C'est le printemps...

La grève qui s'amplifiait dès le 16 mars est effective le lundi 22 mars dans les services publics, le métal, la distribution, les banques privées, en partie dans les autres industries privées.

On ne saurait trop insister sur ces chiffres : ils sont en effet à la base de plusieurs approches différentes, plusieurs explications de mars 1982.

« LES SPONTANEISTES »

Il y a d'abord ceux qui « sentant » les assemblées gonfler, voyant « la boule de neige » grossir... se mettent à penser que le grand soir se fait... Ce courant militant (dont j'ai volontairement caricaturé l'approche) se retrouve surtout parmi les enseignants.

C'est une analyse très sentimentale de la réalité de la classe ouvrière boraine et des courants et couches qui la travaillent; c'est surtout, en ce début de grève générale, une perception porteuse de fameuses démotivations...

Malgré leur énorme dévouement, leur mobilité sur le terrain, ces camarades vont passer deux semaines (du 15 au 26...) à courir après la Classe Ouvrière (avec un grand « C » et un grand « O »), se dépensant dans des piquets volants dont on ne retient aujourd'hui que le caractère anecdotique, laissant dans l'ombre leur manque d'organisation et de rigueur.

Cette couche de militants comprend très mal le rôle du « Comité régional de grève » (qui se réunit pour la première fois le samedi 20 mars). Ils s'y comportent généralement comme dans une assemblée libre, abandonnant à la direction de la FGTB toutes les ficelles de l'organisation du mouvement.

De même, dans leur quête ouvriériste, ils sous-estiment fortement les démarches vers les autres régions de Wallonie.

« LES REALISTES »

Une autre approche est celle de la plupart des bureaucrates de la FGTB qui, après s'être réjouis des bons débuts de la sensibilisation (février) comprennent vite que la radicalisation de la couche militante

pourrait déborder (comme dans les vicinaux, à l'ISPH ou aux Laminiers) sur le restant des travailleurs. Au moment même où ils votent la grève générale, ils lient son sort à un relais des autres régions FGTB.

Mais ils savent fort bien que ce relais ne sera possible qu'en lançant vite et loin des appels à la solidarité par des contacts horizontaux. Ce à quoi ils se refusent. (Par exemple : le samedi 20 mars, j'ai proposé de « louer » un encart publicitaire pour la grève du Borinage dans les journaux des autres régions. Cette proposition n'a pas été relayée et est tombée dans l'oubli).

Le Bureau de l'Interrégionale wallonne de la FGTB est fixé au jeudi 25 mars à Groenendal. Les Borains y montent. Ils doivent attendre plusieurs heures dehors pour s'entendre dire que « rien n'est possible en ce moment » par J. Gayetot.

A Charleroi le mardi 23, une assemblée interprofessionnelle de 500 militants vote, à main levée, sur proposition d'un délégué du verre, le principe d'une action-relais à partir du lundi 29 mars. La direction s'empresse de reconvoquer pour le vendredi 26 une nouvelle assemblée générale interprofessionnelle qui est, bizarrement, composée tout autrement (le délégué métallo d'une grosse boîte comme « La Providence » par exemple ne reçoit pas de mandat pour l'assemblée générale du 26...). La délégation des Borains qui se représente pour demander la solidarité ne peut même pas entrer dans la salle. Et entretemps, les travailleurs de la sidérurgie de Charleroi qui étaient en grève depuis huit semaines, ont été renvoyés au travail dès le jeudi 25 à 6 heures. On a même négocié la possibilité de travailler une double pose, et une indemnité de repas, payée immédiatement : en cette seule journée du 25 mars, ces travailleurs toucheront pour la plupart plus que les indemnités de grève de la semaine du 15 au 22... Ceci n'enlève rien au courage des travailleurs de Charleroi mais explique *comment* la bureaucratie syndicale réagit.

Au Borinage, le point culminant de la semaine, c'est la manifestation du mercredi 24, 10.000 personnes dans les rues de Mons, on n'avait plus vu ça depuis 60-61 !

La direction de la FGTB s'approprie la réussite de la manifestation (pourtant Remy Etienne, président de la FGTB, était contre : « ça risque de nous déforcer,... on n'a pas le temps de la préparer »... Comité de grève du 20.03.82). Mais on ne profite pas de cette incroyable mobilisation pour donner des perspectives aux participants : il y a là des milliers de travailleurs qui pourraient porter partout dans le pays le « message borain »... Aucun effort non plus pour répercuter la réussite de la grève et de la manifestation dans la presse...

Par après, « les réalistes » ont inventé une nouvelle explication des chiffres. La mobilisation et la radicalisation d'une large couche militante a été réduite à un « complot gauchiste » (J.L. Loison, secrétaire-adjoint des métallus lors d'une réunion d'avril 1982; il a remis ça en

octobre 1984 au congrès FGTB). C'est faire un grand honneur aux gaudistes qui auraient été capables en l'espace d'un mois de remplir les salles que le « principal parti des travailleurs » ferme, faute de combattants.

Cette explication-là n'est qu'une falsification de la réalité qui a créé dans la régionale FGTB ce que Christian Roland (secrétaire du SETCa et vice-président de la FGTB) appelle aujourd'hui « le syndrome des plénières ». En identifiant les assemblées interprofessionnelles à celle du vendredi 26 mars à Hornu (1.200 participants) qui s'est terminée sur un climat de rancœur bien compréhensible, on évite aujourd'hui de faire fonctionner les instances les plus représentatives de l'organisation syndicale.

MARS 82 : UN DEVELOPPEMENT INEGAL DE LA CONSCIENCE DE CLASSE

La dynamique de mars 1982 ne peut s'accommoder ni des versions « spontanéistes », ni des versions « réalistes », ni des explications « complots ».

Je crois qu'il y a, avant tout, trois grands traits qui ont façonné le visage de cette explosion sociale : la différence de rythme de radicalisation, la faiblesse politique des directions réformistes, l'absence d'alternative.

1) Les différences de rythme de radicalisation entre la couche militante et le reste des travailleurs transparaît dans les chiffres. Les militants ressentent plus clairement et plus profondément la nécessité d'une lutte d'envergure contre l'arrogance de la droite. Les travailleurs borains, dans leur ensemble, restent marqués par le recul économique de la région, par les défaites dans des combats partiels. La classe des travailleurs est traversée par des « mentalités », des traditions différentes (par exemple la différence de comportement des travailleurs des zonings par rapport aux vieilles industries...).

2) La faiblesse politique des directions réformistes est éclatante. Elle est autant le résultat du vieillissement de la région, de l'usure du pouvoir (absolu dans les grosses communes depuis des dizaines d'années), du « clientélisme » avec les couches moyennes... Il y a une « crise de vocation » syndicale parmi les socialistes. Les dirigeants syndicaux de 82 ont peu « d'autorité » sur « leurs troupes ». Cette faiblesse ne leur permet pas de « canaliser » la radicalisation qui se fait jour parmi la couche militante.

3) Mais l'absence d'une alternative est tout aussi criante. Ce n'est pas en pleine grève générale qu'on se met à élaborer une voie wallonne anticapitaliste. (Voir les débats d'assemblée plénière en mars 82 et questionnements de certains militants enseignants...)

En 82, un vieux Parti communiste complètement sclérosé n'est pas plus crédible (même si certains de ses militants sont loin d'être de « vieux staliniens » — on les aime bien —). Encore moins les organisations d'extrême-gauche, dont les militants se dépensent sans compter mais qui sont dilués dans cette masse en mouvement...

Il reste donc un grand vide que certains ont eu du mal à digérer depuis 1982, se repliant dans des combats plus partiels, se laissant aller à la démolition ou, à l'antipode, au militarisme effréné, à l'activisme démesuré.

Décembre 82 (Laminoirs), septembre 83, avril 84, ont montré que les travailleurs gardent de grandes réserves de combativité. Sachons trouver *ensemble* des alternatives crédibles !

13.4.1986

JE N'AI PAS PARLE DE LA CSC !

La CSC n'a pas fait « mars 82 ». Ce fut une charnière dans les relations qui se tissaient au sein de la gauche boraine entre chrétiens et non chrétiens. Certains, et j'en suis, ont toujours défendu le Front Commun de l'Action. En 82, la CSC n'était pas dans l'action. Est-ce le résultat des différences de rythme de radicalisation ? En tous cas, en 1982, on a pu noter l'absence sur le terrain des militants de la CSC. Après la période « autogestionnaire » de 78-79, la CSC de Mons était en plein « recentrage ». Nos (quelques) amis « gauchistes » de la CSC n'ont pas cessé depuis de nous apparaître comme les alibis de la démocratie chrétienne.

Je leur laisse donc le soin d'écrire leur version de la lutte ouvrière boraine de 82 à ce jour !

f.m.



deux textes inédits de Jean Louvet

les garces rouges

— Ne croyez-vous pas, camarades qu'on nous prend pour de la volaille ? Des poulettes ? (Hilarité dans la salle de la Maison du Peuple à La Louvière) A qui les bonzes de Bruxelles jettent quelques grains de maïs... (Applaudissements)

Elle se tourne vers la salle, les joues rouges comme si elle avait couru beaucoup.

— Moi, je ne comprends pas pourquoi les responsables syndicaux ne déclenchent pas une grève intersectorielle ? Tous les services publics sont menacés.

Elle nous regarde, vraiment : — Vous comprenez ?

(Un temps)

— Oui ? non ?

Le président du bureau est tassé sur son siège; il regarde en oblique cette affiliée qui a un corps, une voix. Elle a traversé la salle comble (des centaines d'enseignants), gravi les marches qui conduisent à l'estrade. Elle sait le nombre de marches qui y conduisent. « C'est dur, tu sais, quand on n'a pas l'habitude de parler, et puis devant tous les mecs ».

Elles ont parlé, beaucoup, ces nouvelles femmes de Wallonie. Très souvent des jeunes. Parfois aussi des anciennes, qui ont connu la grève de 60-61. Mais si les femmes étaient avec les hommes dans la grève de 60, la grève restait quand même une affaire de mecs. Aujourd'hui, elles ne sont pas à la soupe populaire. Elles parlent, font taire, donnent la parole, se méfient des chefs, rédigent les tracts (ne se contentent plus de les tourner).

Il y a celles débordantes de vie, de sensualité dans leurs vêtements chamarrés. Il y a les autres, strictes, cheveux courts et jeans-tous-les-chats-sont-gris. Bref, il y a du neuf dans le ciel culturel de Wallonie. Et la chorale ? Je vous raconte : on venait de sortir d'une assemblée régionale d'enseignants, cinq cents hommes et femmes à bout de nerfs; deux tendances s'opposaient : ceux qui voulaient la grève non stop, faire tomber le gouvernement, entraîner les autres travailleurs dans l'action; puis, les autres, ceux qui disaient : « Ça ne sert rien de faire grève ! » (Jamais, dans ma vie de militant, je n'ai tant entendu : la grève, ça ne sert qu'à mettre de l'argent dans les poches de l'Etat).

Bien. Ce sont les premiers qui l'emportent : on fera grève. Les autres, battus, râlent; beaucoup d'instituteurs, notamment, qui déploient des trésors d'ingéniosité pour prouver qu'il y a d'autres moyens à trouver que la grève classique. Le ton est chaud dans la salle, très chaud. Anciaux, un permanent national (un bon, paraît-il) essaie de calmer les esprits, il n'aura pas de chance, car ses propos seront balayés dans la tourmente, même s'il dit : « Nous, à Bruxelles, on a cherché des moyens autres que la grève : on n'en a pas trouvé ».

Il y aura grève donc. Et puis, ça tourne mal. Le climat se gâte. Les enseignants sont divisés. On n'a jamais vu ça. Une altercation entre le président et un affilié; ils en viennent aux mains, s'arrachant le pied du micro pour se taper dessus. La salle hurle (contre le président). Des camarades sortent. On prend parti, Des mains s'accrochent aux vestons, aux robes. Une garce rouge se fait rappeler à l'ordre par son type. Et la garce de lever la main : « Fous-moi la paix, ou je t'envoie la main sur la g... »

Ça se calme un peu.

On sort de la salle.

Et voilà les garces rouges qui forment une chorale improvisée, qui s'avance devant le président, assis, dans le café de la Maison du Peuple. Et les garces chantent, les yeux brillants en lames de couteau :

Adieu, mon Président

Adieu, mon Président

Adieu

Il était bon, il était beau

Mon Président

Bye Bye etc...

Enorme. On ne se remet pas, côté symbolique, d'une aubade pareille. Toute le monde se marre. Et sur la banquette, le président plie, lentement. Entouré de quelques fidèles. Pendant que la sarabande des sorcières continue, bras fumants, avec des pieds de carnaval, la bouche grande ouverte d'où monte l'irrespect de la grande dérive wallonne. Un type, plus ou moins « pété » (on boit quand même...) danse parmi le chœur. Il danse, il a vingt ans (malgré ses cinquante berges). Il se joint à la chorale, jambes en avant, ses cordes vocales collées contre sa gorge, collées comme des mèches battues par la tempête.

Et puis, les garces rouges se sont retrouvées au Premier Mai. Il avait été d'abord question que les enseignants organisent leur propre cortège, en dehors du PS (ça ne s'est pas fait, pas montrer les problèmes, les divisions). Mais les garces veillaient.

Quand le cortège du PS s'est pointé au Drapeau Blanc, dirigeants en tête, les garces étaient là. L'une en deuil, voile noir devant le visage pour enterrer le plus grand massacre d'enseignants dans l'histoire de

Belgique, pour enterrer une lutte dure, difficile. La Veuve remercie, droite, ceux qui ont manifesté tant de solidarité... Et puis, cette autre garce qui attendait, elle aussi, avec un bâton au bout duquel se balançait une carotte...

j.l.

fêlure au paradis

— Victoire !

Poussé par des centaines d'élèves du secondaire qui viennent de casser une chiotte. Nous sommes dans la cour de récréation des « Filles de Marie ». Les élèves des écoles officielles de la région du Centre ont organisé une manif; pour inviter les élèves des écoles cathos, ils se sont déportés ici. Ils ont envahi la cour. Les élèves de Dieu attendent derrière les fenêtres; certaines filles pleurent d'énerverment, elles voudraient aussi faire la manif, elle n'osent pas. Ici, les profs ne font pas grève.

Dans la cour, on s'énerve. Climat tendu : il suffirait d'un rien pour que ça tourne mal.

Une vitre s'écroule. Un grand pan de verre. Pas de blessés, heureusement. Des centaines d'élèves se ruent vers les débris.

Une Sœur — qui doit être supérieure — une vraie, comme de mon temps, gros mollets et souliers plats, court derrière les élèves du Diable. Son teint de chandelle s'allume un peu. Elle essaie de rattraper les révoltés qui essaient de débaucher ses ouailles. Travelling latéral à la don Camillo dans une galerie vitrée qui risque d'exploser si les jeunes s'y mettent.

— C'est vous (à moi) qui allez payer mon cabinet détruit ?

— Moi ? (que je dis) à la Sœur. En quel honneur, *ma sœur* ? (le *ma* revient de loin).

— C'est vous qui excitez les jeunes, qui les poussez à tout cela.

Sale Socrate !

Je risque : « Heureusement qu'on est là, sinon ils la videraient, votre école... »

Un temps.

— Est-ce ainsi que vous concevez votre mission d'éducateur ? Je me retourne. C'est encore « lui ». La trentaine, le profil du calotin glacé qui essaie de me donner une leçon.

Je craque.

— Alors, toi avec ta tête de c..., tu commences à me scier. (J'en passe).

— Monsieur !

Une voix polie dans la mêlée. Emotion. Pas de chance, c'est un gars de la BSR qui veut me demander une information, une petite... A moi ! Y a de quoi se tâter.

— Fais ton sale boulot.

Celui de trente ans revient à la charge.

— Si Jésus-Christ revenait ici, dans la boîte, tu serais le premier à lui foutre des coups de pied au cul !

Il me regarde, interloqué.

— Moi, Jésus-Christ, je le respecte.

Connerie ou pas, ça marche. Mais je sature, je sors de cette cour du dix-neuvième siècle pas mort, je remonte vers la grande porte d'entrée de l'école où il y a un piquet de grève CGSP qui empêche les profs d'entrer. Beaucoup de jeunes enseignants, menacés, comme partout.

— On se bat pour votre place. Vous ne comprenez pas ?

Quelques filles-profs se concertent.

— C'est quoi, être chrétien aujourd'hui ? Qu'est-ce que ça veut dire ?

— On s'en fout que tu sois chrétienne, c'est pas le problème.

Elle nous regarde, sourit.

— Pourquoi vous ne faites pas le front commun ?

Les chefs chrétiens ne veulent pas. Evidemment. Un type avec une belle tête se démène, va de l'un à l'autre. C'est un délégué CSC.

On réattaque.

— Faut faire la Wallonie avec nous, chrétiens et socialistes !

— Ne jouez pas la minorité martyre en Wallonie !

Ça, ça fait de l'effet.

On joue des coude dans le piquet. On en coince deux trois.

— Allons, qu'est-ce que vous attendez pour donner une expression politique au monde chrétien ? Le rassemblement des progressistes, c'est vous aussi.

On se regarde. Puis, tout d'un coup, j'en ai marre. Vraiment marre. On se tire : « Vous voulez travailler ? Eh bien !, allez travailler... »

Et le piquet se dilue... Les chrétiens nous regardent avec des yeux comme ça. J'ai envie de rire. Il y en a qui ont des têtes chouettes.

Le lendemain, cette boîte-ci et une autre (Saint-Joseph) ont fait grève avec nous. Au théâtre communal, les drapeaux verts flottaient avec les nôtres. Un beau moment.



utile, dérangeante, problématique

pierre gillis

Le Borinage, c'est aussi le berceau d'expériences politiques passionnantes et pas toujours orthodoxes. Du Parti Socialiste Républicain de Defuisseaux à l'Union Démocratique et Progressiste en passant par le daugisme des années 30, les hérétiques du socialisme à la belge y ont trouvé un terreau sur lequel leurs fleurs ont — au moins — commencé à s'épanouir.

Le parallèle est peut-être artificiel, et nous ne l'approfondirons pas; seule la dernière en date de ces formations nous parle encore aujourd'hui. Sans doute nous parle-t-elle trop fort pour que les enseignements dont son histoire est porteuse soient examinés sereinement... Mais peu importe, la politique du frigo est la pire qui soit, et les cadavres qui pourrissent dans les placards finissent toujours par empuanter l'atmosphère politique.

Le rassemblement des progressistes est un des thèmes politiques majeurs de ces vingt dernières années. Il faut cependant reconnaître que les tentatives de donner corps à cette idée sont considérablement moins nombreuses que les discours dont elle a fait l'objet. Mieux, l'UDP est sans doute le seul essai de réalisation concrète de ce projet autrement que par l'élimination de concurrents, ou l'absorption de courants minoritaires.

Le contexte de la création de l'UDP offre des points communs avec la situation actuelle. Alors comme aujourd'hui, il était question de bipolarisation : en 1969, l'appel de Léo Collard au rassemblement des progressistes répondait à l'ouverture de Vanden Boeynants au PLP, avec sa proposition de « constellation des droites ». Mais alors que les années 70 voyaient une gauche à l'offensive, l'actualité des années 80 nous montre plutôt des organisations ouvrières qui éprouvent les plus grandes difficultés à maintenir leurs lignes de défense, et à se situer face à l'assaut économique, politique et idéologique de la grande bourgeoisie. Il y a 15 ans, des pans entiers de la société glissaient à gauche; la direction du PSB se donnait des mots d'ordre anti-monopoles. Aujourd'hui, sous l'influence de la vie politique française, les médias auraient tendance à taxer de ringard celui qui exprime des réserves quant au bien-fondé de la collaboration entre sociaux-démocrates ouverts et libéraux intelligents — il y a donc bipolarisation et bipolarisation.

L'heure est à un repli frileux de chacun sur son monde : les clivages confessionnels reprennent une importance que bien peu se seraient hasardés à leur promettre il y a dix ans. Défense de l'école libre par ici, revalorisation de l'action commune socialiste par là, serions-nous condamnés à rejouer sans fin la même mauvaise pièce ?

C'est le refus de cette perspective qui nous incite à une relecture critique de l'histoire de l'UDP à Mons et au Borinage. De gauche comme de droite, l'essor de l'UDP fut salué en son temps comme un événement politique de première importance. L'absence d'analyse a posteriori est tout aussi remarquable. Notre article, destiné à combler modestement et partiellement cette lacune, s'appuie sur un dossier vieux de quatorze ans (« Le Rassemblement des Progressistes », Mai n° 23, mars 1972), sur la contribution d'Urbain Coussement, malheureusement disparu depuis, à la tribune de discussion du 23^e Congrès du PCB (1979), intitulé « l'UDP », et sur deux interviews récentes de René Noël et de Robert Lefève, acteurs privilégiés de cette expérience.

LA GENESE

Tous les témoignages s'accordent sur l'importance des contacts consécutifs à la grève de 60-61. Du côté des chrétiens, on se refuse à rester à l'écart de ce grand mouvement populaire, d'autant plus profond au Borinage qu'il suivait de peu la fermeture des charbonnages. Rencontres privées d'abord, formalisées ensuite au sein de la « gauche boraine » entre cinq équipes populaires actives sur Quaregnon et animées par plusieurs prêtres, Freddy Dramaix, président des Equipes Populaires, René Noël et des militants communistes (parmi lesquels Marc Drumaux et Urbain Coussement), et des responsables de la CGSP (Frébutte, secrétaire intersectoriel, et Chanoine, secrétaire cheminots). Le Mouvement Populaire Wallon est un autre lieu de rencontre des mêmes, ainsi d'ailleurs que le mouvement de la paix, où militait Josse Gilquin, syndicaliste CSC chez les traminots.

Parallèlement à ce processus, la commune de Cuesmes (12.000 habitants) perd en 1964, et en deux fois, sa majorité absolue socialiste au profit d'une majorité articulée autour de la section locale du PCB dans une liste intitulée Union Démocrate Wallonne. La campagne électorale reposait sur un audacieux pari : pratiquement pas de programme concret, et certainement pas de promesse, mais un engagement, celui de consulter la population à toutes les occasions possibles. Engagement tenu immédiatement après les premières élections (où l'UDW, avec 4 sièges sur 13, n'était pas encore majoritaire) pour savoir quelle alliance devrait constituer le collège échevinal. 4.000 bulletins distribués, 1.200 rentrés, 800 favorables à une coalition avec les Intérêts communaux, de tendance chrétienne, 400 avec les socialistes : exit (provisoirement) le PSB de Cuesmes. Localement, les rapports avec les socialistes de Cuesmes et de Mons ne s'en remettront pas, et cela pèsera sur la suite des événements. Quelques mois plus tard, les élections annulées, on remet ça, et l'UDW obtient 7 sièges. La population sera régulièrement associée à la gestion durant toute la législature, par le biais d'assemblées boudées par les socialistes, mais fréquentées assidûment par les chrétiens du village — catholiques et protestants.

Le croisement de ces deux histoires — l'une qui se déroule sur le terrain social, dans ce Borinage déjà dévasté, l'autre plus locale, avec

ses formes démocratiques originales — donnera naissance à un rejeton inégalement désiré. La grossesse ne fut pas simple : on peut considérer l'appel de Léo Collard du 1^{er} mai 1969 comme décisif, au moins pour les chrétiens embarqués dans l'aventure. Les communistes rappellent que l'idée, ancienne pour eux, du rassemblement des progressistes avait fait l'objet, à leur congrès d'Ostende (1968), d'un appel explicite. Toujours est-il que tout est en place pour matérialiser le fameux regroupement : la gauche boraine a préparé les esprits à une collaboration plus poussée, et le mensuel *Ensemble* (distribué à Cuesmes par l'UDW) pourra changer de nom — il devient *S'Unir* — afin de prêter ses colonnes aux constructeurs de l'unité ouvrière. Trois numéros paraîtront, le premier avec un triple éditorial, par Léo Collard, président du PSB, par Marc Drumaux, président du PCB, et par le président régional du MOC, relayés dans le 2^e numéro par Richard Stievenart, René Noël et Josse Gilquin, au nom des trois composantes de l'union.

Le mensuel ne survivra pas à son 3^e numéro, le PSB faisant faux bond, et *Ensemble* reparaitra. Léo Collard a expliqué depuis (dans ses *Mémoires*) que cette décision lui a été imposée par les cadres intermédiaires de son parti, agacés par un voisinage de mauvais aloi à leurs yeux avec de futurs adversaires lors des prochaines communales (1970).

LE PASSAGE A L'ACTE

L'insertion avortée du monde socialiste mérite d'être examinée de plus près. Pour les socialistes, tout se joue sur un seul des deux terrains défrichés dans les années 60, le local. En 1969, certains des militants de la FGTB qui ont impulsé la gauche boraine sont décédés, et ils n'ont pas été remplacés; d'autres ont pris leurs distances, et aucun des témoins de l'époque n'a fait allusion à la présence de militants socialistes estampillés.

D'autre part, si les rapports avec les socialistes exclus du pouvoir à Cuesmes sont mauvais, il n'en va pas de même avec Richard Stiévenart, patron de la fédération boraine du PSB et de l'IDEA. René Noël, bourgmestre de Cuesmes, le côtoie dans les nombreuses intercommunales qui chapeautent les communes boraines, et Stiévenart apprécie la qualité de la gestion de Cuesmes. De plus, il veut éviter les vagues dans « son » monde. Le PCB soutient de l'extérieur la (presque) majorité socialiste du conseil provincial. On voit donc que le rapprochement (avec le sommet socialiste) comme le rejet (sous la pression de ceux qui voyaient déjà leur mandat de conseiller communal en danger) sont liés aux perturbations induites par le changement de majorité à Cuesmes, bien plus que par une pratique commune, ou par l'adhésion à un « grand » projet politique. On peut aussi s'étonner de la faiblesse de l'impact de Léo Collard et de son appel dans son propre parti; après tout, il en est le Président.

Les chrétiens, par contre jouent sur les deux tableaux. C'est surtout à leur égard que joue l'ouverture du pouvoir communal à Cuesmes

— par exemple, il leur est fait cadeau d'un siège à la CAP, et certaines des assemblées de quartier se tiennent dans une école catholique. Et leur politique témoigne d'un authentique souci de recherche d'une voie au socialisme. Un certain nombre d'entre eux rejoignent en 1965 le Parti Wallon des Travailleurs, scission de gauche du PSB, influencé par les militants trotskistes de la JGS, qui formeront plus tard la LRT. A Mons, le PCB entretient de bonnes relations avec cette formation.

Ce passage ne sera qu'une étape dans l'évolution de la gauche chrétienne boraine; elle prendra fin dès que les militants qui y sont impliqués réaliseront que les travailleurs chrétiens ne les suivent pas. L'appel de Collard les trouvera donc disponibles, et c'est avec enthousiasme qu'ils voient dans *S'Unir* une réponse concrète et rapide à cet appel.

L'approche des communales de 1970 pèsera aussi sur eux : alors que c'est le MOC en tant que tel qui participe à *S'Unir*, ce mouvement refusera de s'engager dans la constitution d'une union plus formalisée et présente sur le terrain électoral (1). Ce refus provoquera la formation du *Groupe Politique des Travailleurs Chrétiens* (GPTC); ce groupe a donc vu le jour dans un cadre d'union, ce qui est pour eux une manière de marquer clairement leur volonté « que le temporel soit autonome vis-à-vis de l'Eglise. Il ne s'agit pas pour eux de remplacer une chrétienté de droite par une chrétienté de gauche : le temps des chrétientés est bien fini ».

Au niveau politique, s'entend... C'est évidemment un espoir, un objectif et une stratégie que dessinent aussi Robert Lefève et Louis Boulvin (dans *Mai*).

Les jeux sont dès lors faits dès 1970 : le « grand » projet, celui de Collard, celui de *S'Unir*, a échoué, et il n'est sans doute pas excessif d'affirmer que la création de l'UDP, en 1970, entérine cet échec, même si ce n'est pas ainsi que l'ont vécu les protagonistes de l'événement. Le PSB n'est pas là, et le MOC, s'il y a « délégué » des militants, a pris ses distances. Si bien que se retrouvent en présence deux groupes qui représentent l'un et l'autre la frange la plus politisée de leur milieu : le PCB par rapport au milieu socialiste, le GPTC par rapport au milieu chrétien. Il est bien évident que les insertions de ces deux groupes dans leur milieu respectif diffèrent considérablement; l'autonomie du PCB est ancienne et conflictuelle, celle du GPTC est toute récente et se conquiert, semble-t-il, avec la bienveillance de la maison-mère. N'empêche...

La place est ainsi faite pour le malentendu, et ce malentendu alimentera bien des polémiques dans les années qui suivront, en particulier au sein du PCB.

(1) Difficile de ne pas faire le parallèle entre ce retrait (confirmé et accentué par le refus in extremis de Louis Boulvin, président régional du MOC, d'occuper la tête de liste UDP au Sénat, lors des élections législatives de 1974) et l'histoire récente de SEP : lui aussi, lancé au départ pour être l'expression politique du MOC, ne sera jamais qu'une des expressions politiques du MOC...

Notre appréciation est confirmée par l'ambiguïté qui a caractérisé la « 3^e composante » de l'UDP, à côté du PCB et du GPTC. Au départ, cette 3^e composante était le cadre proposé aux socialistes, que des jours meilleurs amèneraient sans doute à rejoindre le mouvement. En attendant, on espérait bien y amener des syndicalistes FGTB, ou des socialistes indépendants déçus par l'attitude du PSB, hors de l'union dont son président s'était pourtant fait le héraut. La réalité fut toute autre : à quelques exceptions près, la 3^e composante, qui ne se structura jamais, se définit négativement. Elle regroupe ceux qui ne se reconnaissent ni dans la composante communiste, ni dans le GPTC. C'est directement à l'UDP qu'ils adhèrent, séduits qu'ils sont par la nouveauté de la politique qu'elle propose (en particulier les tentatives de rendre la démocratie plus directe), par la rupture qu'elle instaure par rapport aux mœurs politiques traditionnelles.

Ont notamment fait partie de cette composante Marcel Save, fondateur et premier « patron » de la régie foncière de Mons, remarquable échevin de l'environnement — Mons porte les traces de son action —, ou encore Jean-Pierre Viseur, actuel secrétaire fédéral d'Ecolo. Vraiment pas des PSBistes, même en rupture de ban...

DU CAPITOLE...

Toujours est-il que, même limitée par rapport à l'objectif premier, l'UDP rencontre d'emblée un important succès électoral. Les freins que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Harmegnies, met à la réalisation d'une première fusion de communes, n'empêchent pas l'UDP de remporter 21,5 % des voix et 7 sièges sur 31 en juin 71. Et 17,5 % et 9 sièges le 21 novembre 71 : comme à Cuesmes en 64, l'invalidation des élections s'est retournée contre ses instigateurs. Le PSC et le PLP subissent une importante défaite. Le PSB, qui a perdu des plumes en juin, se maintient en novembre. Il a dix sièges. Mons compte une nette majorité de gauche : 19 sièges sur 31. Mais les socialistes craignent le tête à tête avec l'UDP, et imposent une alliance tripartite avec le PSC. L'UDP obtient trois échevinats : les finances, la culture (avec, en prime, jeunesse, sports et loisirs) et l'environnement.

Commence alors le difficile effort pour élargir au Grand Mons (le 1^{er}, environ 60.000 habitants) la pratique des assemblées de quartier. La plupart des échevins des partis traditionnels ont vite pratiqué la politique de la chaise vide, énervés par les critiques publiques dont ils étaient l'objet. Ces assemblées seront abandonnées au bout d'un an, ce qui constitue sans conteste un échec de taille.

Les raisons ? Elles sont à chercher dans la taille de la ville — de ce point de vue, *small is beautiful* est un slogan adapté : Mons, c'est plus grand que Cuesmes, et l'effort à fournir est en proportion. Elles sont aussi à chercher dans l'inhomogénéité de la majorité montoise : si les socialistes ont accepté l'expérience, c'est du bout des lèvres ; s'ils contrôlent la population, ils n'apprécient pas qu'on tente d'inverser le mou-

vement. Enfin, du côté de l'UDP, on ne pouvait pas compter sur un nombre de militants suffisant pour maintenir à long terme l'attention de citoyens dont le rapport au monde politique est souvent clientélaire. De plus, même à Cuesmes, on n'en était pas arrivé à un fonctionnement régulier et autonome des comités de quartier : ils n'ont, par exemple, jamais établi eux-mêmes l'ordre du jour de leurs réunions.

Cet échec soulève une question, qui ne fait d'ailleurs problème qu'a posteriori : c'est celle de la fusion des communes. A l'époque, l'UDP, comme ses composantes d'ailleurs, l'a appelée de ses vœux, au nom d'une notion, centrale dans toute sa démarche, le contre-pouvoir. Face au puissant pouvoir central, il apparaissait indispensable que le pouvoir local dispose de moyens suffisants pour être, le cas échéant, en mesure de lui tenir tête.

Aujourd'hui, et à la lumière d'une expérience de dix ans, il faut sans doute rectifier l'appréciation, et admettre que l'espoir de voir les communes mieux armées face à un Etat autoritaire est largement dissipé — que l'on pense aux restrictions du Fonds des communes, ou à la mise en liberté surveillée des conseils communaux de nombreuses villes — alors que la distance s'est souvent accrue entre les autorités locales et la population. Au contraire, on peut même se demander si l'opération n'a pas abouti à enrichir la panoplie des moyens d'actions du « centre » grâce au relais d'édiles locaux complices.

Le retentissement de la victoire électorale de 71 est grand, et attire l'attention du landerneau politique belge. L'UDP boraine trouve ses premiers disciples, à Mouscron, dans le Brabant wallon, à Anderlecht, et même en Flandre, en même temps que le GPTC s'étend et se structure à l'échelle wallonne.

... A LA ROCHE TARPEIENNE

Les élections législatives de 1974 marqueront la fin de l'état de grâce. Pratiquement partout en Wallonie, sauf à Liège, des listes UDP se constituent. Rappelons rapidement que le succès fut loin d'être à la mesure des espérances — ou des craintes, selon le point de vue qu'on adopte. Robert Lefève et Urbain Coussement s'accordent pour dire qu'à peu de choses près, l'UDP fait le score qu'on aurait pu attendre du PCB — ni plus, ni moins. C'est une grave déception, et l'UDP ne se relèvera pas des affrontements qui en découleront.

A Mons, les élections communales de 1976 confirmeront le déclin — mais tout est relatif : dans le nouveau Grand Mons, agrandi suite à l'adjonction de nouvelles communes (notamment Jemappes, Flénu et Havré) l'UDP obtient six sièges sur 45. Pendant la législature de 76-82, et a fortiori par la suite, seul le groupe au conseil communal maintiendra une activité suivie : il n'est plus la fraction parlementaire d'une formation politique, il est cette formation politique.

A Quaregnon, où c'est seulement en 1976 qu'une UDP sera constituée, les choses se passent à peu près de la même manière.

A Mons, la direction de l'UDP avec René Noël, et la fédération boraine du PCB attribuent l'échec électoral de 1974 et le déclin consécutif aux incohérences du PCB. Parmi celles-ci, ils retiennent surtout les ouvertures du PC vers le PSB, ainsi que l'absence de l'UDP (2). Seuls les politologues se souviennent sous doute du dialogue Van Geyt-Cools amorcé pendant la campagne électorale. Urban Coussement admet pour sa part que « pour un certain nombre de militants, les démarches politiques du PC vers le PSB aient manifestement jeté du trouble en campagne électorale, mais aussi par la suite ».

Par contre, du côté de la direction du PCB, on insiste sur une « insuffisante occupation de leur terrain propre par les chrétiens », reproche d'ailleurs fondé aux yeux de toutes les parties — les chrétiens élus sur des listes UDP sont par exemple insuffisamment présents aux réunions des représentants politiques du Mouvement ouvrier chrétien, et ils sont moins assidus à la CSC.

La divergence deviendra tellement aiguë que même la discussion cessera en deux ans. Le bureau wallon de concertation PCB/GPTC cesse de se réunir dès 1974.

L'expérience est donc pratiquement terminée trois ans après son succès montois, même si trois arrondissements hennuyers (Mons, Soignies et Tournai) voient encore des listes UDP se présenter aux suffrages lors des législatives de 1977 — ce sont les derniers soubresauts du mouvement.

Trois ans : il y a loin de la coupe aux lèvres. L'alliance se voulait pourtant durable. Et le silence depuis...

ROUVRIRE LA DISCUSSION

Dix ans plus tard, il semble au moins possible de dépasser la recherche de boucs émissaires qui a suivi 1974, et de (ré)aborder deux questions-clés de l'histoire de l'UDP.

La première fut au centre de la polémique passée : le rôle respectif des composantes et de la formation unitaire, les uns mettant l'accent sur une nécessaire affirmation des composantes, les autres sur le volontaire effacement des sensibilités spécifiques derrière l'UDP. La ligue de démarcation ainsi dessinée traversait — il y a dix ans, s'entend — le PCB et le GPTC, seule la 3^e composante se situant globalement du côté des UDPistes purs — cela va de soi.

(2) Urban Coussement signale à ce propos qu'à Liège, les composantes d'une éventuelle UDP existaient incontestablement. La fédération liégeoise du PCB a freiné longtemps, très réticente à l'égard de l'UDP, la décision finale de rupture revenant au GPTC.

C'est à Mons même que le noyau dirigeant est le plus intégré, autour des échevins de la ville (René Noël, Josse Gilquin, Marcel Saive : un pour chaque composante). L'autre tendance s'incarne — on pouvait s'en douter — dans les responsables des partis unis dans l'alliance. L'exigence d'une plus grande autonomie des composantes est exprimée dès 1972 par Marc Drumaux, président du PCB, dans un rapport présenté au Comité central. Robert Lefève, militant du GPTC borain, nous a rapporté avoir exprimé un avis analogue dans des réunions de l'UDP, afin, par exemple, de permettre au GPTC de poursuivre des contacts (sporadiques) avec le PSB, contacts qui remontent à l'appel de Léo Collard.

Mais attention, un clivage peut en cacher un autre ! Le bref historique que nous avons brossé montre au moins qu'un glissement a eu lieu, à la fin des années 60. Du rassemblement des progressistes façon Collard, socialistes/chrétiens (dans lequel les communistes, peut-être tolérés, auraient joué un rôle mineur), on est passé à un rassemblement moins grand, qui se définit comme révolutionnaire — nous y reviendrons —, unissant communistes et chrétiens de gauche.

Toute la question est de savoir si ce rassemblement partiel (c'est le jargon des années 70) est destiné à durer, et donc si l'union avec les socialistes — incontournable du point de vue de classe adopté par les « rassemblés partiels » — doit être recherchée immédiatement, la 3^e composante, ce serait eux, ou si au contraire, il faut consolider et structurer davantage l'UDP telle qu'elle est, en acceptant l'absence des socialistes comme une donnée de fait.

L'avis d'Urbain Coussement a ce sujet est très clair : « L'abandon du rassemblement des progressistes par le PSB a amené l'UDP boraine à un repli sur soi. Progressivement, cette alliance partielle a été considérée par ses militants comme une donnée de fait, puis comme une formule nouvelle : une formation "à la gauche" du PSB. C'était une déviation par rapport au point de départ, et jamais la direction du PC n'a cautionné cette formule ».

Déviation par rapport au point de départ, c'est indéniable, la vie l'a voulu ainsi, mais qu'Urbain me pardonne, je pense qu'elle fut cautionnée par le PCB, lors du Congrès de Bruxelles de 1973, dont la tonalité est particulièrement dure à l'égard du PSB, et qui appela à l'extension et à la généralisation de l'UDP « associant des partenaires autonomes sur la base d'un programme commun et ouvert à tous les progressistes disponibles ». La lecture de la résolution du Congrès tranche la question. Sur un autre plan, plus pratique, Robert Lefève explique que, circulant avec Jules Vercaigne, futur sénateur communiste, en auto-radio dans les rues de Quaregnon pendant la campagne électorale de 1974, ils lançaient effectivement à la cantonnade, et sans qu'aucune rectification ne s'impose : « Votez pour l'UDP, une formation à gauche du PSB ».

C'est que les chrétiens de gauche n'apparaissaient plus aux communistes comme de simples alliés avec lesquels il est possible de faire

un bout de chemin : il s'agissait, avec eux, « d'aller ensemble jusqu'au bout du chemin », comme on le disait à l'UDP.

Si les mots ont encore un sens, le chemin sur lequel avançait l'UDP, chemin où tous ne se risquent pas, c'est celui qui mène à l'aggiornamento du concept de révolution. A ce sujet, la collaboration étroite entre chrétiens de gauche et communistes, pour n'avoir pas été longue, a prouvé qu'elle était grosse d'avancées importantes — et simultanément, la fragilité de l'alliance, abandonnée après un revers électoral, montre qu'on n'était qu'au début du chemin.

VIVE LE CONTRE-POUVOIR

Si le GPTC, hors du noyau montois, insistait lui aussi sur la nécessité de maintenir en vie les composantes de l'union, c'est bien parce qu'il sentait que les préoccupations de la gauche chrétienne étaient au moins partiellement extrinsèques à la pratique des élus communaux et du PCB.

Et cela ne date pas d'hier : René Noël se rappelle que déjà au cours des années 60, à la gauche boraine, l'autogestion constituait un point d'achoppement.

La présentation du GPTC par Lefève et Boulvin, dans « Mai », est aussi éclairante. Ils mettent en exergue trois thèmes, caractéristiques de leur action :

1) politiser le syndicat, afin d'aider le syndicat à situer lui-même ses propres revendications dans une certaine ligne politique, en vue d'un projet de société. Cela passe par une réhabilitation des assemblées, pour viser à une éducation permanente à partir de l'action elle-même;

2) l'animation urbaine, conçue comme l'autogestion de la cité. L'objectif en cette matière, c'est d'en arriver à des affiliations collectives de comités de lutte à l'UDP, et de structurer le mouvement autour de ces collectifs;

3) des « services » plus proches des besoins : il faut que des équipements collectifs répondent à cet appel d'en bas. Exemple type : la maison de la culture, qui doit se mettre au service de tous les essais d'expression. Le modèle d'une action qui s'inscrit dans cette orientation, c'est l'occupation de la cité d'Epinlieu, le jour même du Congrès fondateur de l'UDP. La cité d'Epinlieu est un ensemble de logements destiné en principe aux militaires du Shape. Ces derniers n'en sont pas satisfaits, si bien que la cité n'est pas occupée. Scandale dans une région où l'habitat est particulièrement vétuste et où sévit une crise du logement ! L'UDP réplique en squatterisant les habitations (action à la base) et en s'assurant la neutralité bienveillante de Léo Collard, bourg-

mestre de Mons, par le truchement de ses échevins. Succès de l'opération. L'initiative est populaire, et l'occupation du pouvoir a empêché qu'elle ne soit cassée par la répression.

Cette orientation, qui mérite sans doute le qualificatif de basiste qu'on lui attribue souvent, est assez éloignée de la culture communiste. Dans la tradition et l'histoire communiste, l'action sociale est presque exclusivement syndicale — et sur ce terrain, la commission de l'UDP qui regroupe des militants CSC et des militants FGTB en vue de confronter leurs points de vue et d'accorder leurs violons, est certainement unique en son genre. Elle a favorisé la constitution du front commun syndical, et elle lui a donné une consistance qu'il n'a pas toujours eue ailleurs.

Mais en dehors de l'action syndicale, les communistes mettent l'accent sur l'action politique, au sens restreint du terme, c'est en tout cas ainsi que Robert Lefève la ressent. Cela va de la participation électorale aux pressions sur les élus pour qu'ils appuyent des mouvements sociaux, en passant par la dénonciation des responsabilités du pouvoir politique qui, autrement orienté, constituerait un levier puissant pour un changement de société.

La nécessité d'une action à ce niveau est perçue par la gauche chrétienne : elle mène, à travers les Equipes populaires, Vie féminine, et toute la nébuleuse socio-culturelle qui gravite autour du MOC, une série d'actions qui gagneraient à être appuyées par un pouvoir politique, au moins local.

La participation à l'UDP est la concrétisation de cette prise de conscience, de cette politisation : les institutions sont aussi un enjeu social. Mais les points de départ des deux composantes organisées de l'UDP sont opposés : pour les chrétiens, c'est d'abord le social, pour les communistes, c'est d'abord le politique. En ce sens, les formes de démocratie directe instaurées à Cuesmes de 64 à 70 sont atypiques; elles ont cependant grandement contribué à montrer à la gauche chrétienne la possibilité d'une articulation de l'action « à la base » à l'occupation d'un pouvoir.

La collaboration au sein d'une formation politique a évidemment rapproché les points de vue. Mais en revanche, l'investissement de l'UDP montoise dans la gestion de la ville, son incapacité à imprimer réellement ses options démocratiques dans cette gestion — ce n'est pas pour rien que le PSB tenait tellement à partager le pouvoir avec le PSC — les ont à nouveau éloignés.

Soyons précis : ce déploiement sur des terrains différents n'explique pas l'insuccès électoral de l'UDP — nous avons évoqué brièvement plus haut les éléments du débat à ce sujet et les interprétations divergentes du phénomène. Mais les différences de priorité des uns et des autres expliquent sans doute pourquoi l'échec électoral fut fatal à l'UDP; c'est en tout cas l'hypothèse qu'avance Robert Lefève.

Des deux côtés, on peut trouver des éléments à l'appui de cette thèse : du côté des chrétiens, le GPTC, qui avait pourtant une consistance réelle au Borinage, n'a pas survécu longtemps à l'UDP — il a disparu après avoir pendant une courte période cherché sa voie au RW de Gendebien. Les militants qui l'ont animé sont pour la plupart retournés à leurs activités socio-culturelles, d'éducation permanente, de contestation à la base. Ainsi, la Maison Ouvrière a mis sur pied il y a deux ans une intéressante semaine sur les entreprises alternatives.

Du côté communiste, il faut d'abord remarquer que le seul bilan de l'UDP, celui de Coussement, est un bilan électoral — et en ce sens, il est unilatéral. Il est aussi flagrant que les thèmes liés aux préoccupations « basistes », très présents dans les textes des Congrès d'Ostende (1968) et de Bruxelles (1973) ont considérablement régressé par la suite au sein du PCB.

Reste aujourd'hui l'idée de contre-pouvoir, (lancée par Marc Druaux) qui intègre dialectiquement les deux instances (le social et le politique) qui avaient trouvé une articulation tout à fait originale dans l'UDP, ainsi qu'un début de concrétisation.

Et si on tentait de construire une définition moderne du courant révolutionnaire autour de ce concept de contre-pouvoir ?

L'épargne sur mesure

Pour la CGER, chaque épargnant est un cas particulier. Qui doit pouvoir se construire une épargne intéressante quand il le veut, comme il le veut, avec un maximum de souplesse et de garanties.

Voilà pourquoi nous avons créé les Bons d'Epargne.

Un placement sûr et discret. Les Bons d'Epargne

sont des titres au porteur, que vous utilisez

comme vous le voulez. Vous les

conservez chez vous ou

nous les gardons pour

vous dans nos coffres.

De plus, ils offrent un

haut rapport.

Et pas besoin d'être

milliardaire pour se

construire une épargne,

vous pouvez acheter des Bons

d'Epargne à partir de 5000 F.

Ce placement vous intéresse ?

Il y a une agence CGER près de chez

vous. Allez-y.

Vous en trouverez l'adresse dans les

« Pages d'Or » de l'annuaire des téléphones.



BONS D'EPARGNE CGER : POUR TOUTE SECURITE

CGER
nous sommes à vos côtés

« Ramener un phénomène humain au facteur économique et social, et rien qu'à lui, n'est pas du marxisme mais du rationalisme. »

échangerai collection complète de lendemains qui chantent...

yvon vandycke

MARS 1982

Rue Lamir devant le local du syndicat, une grosse moto rouge danse toute seule presque immobile parmi les groupes qui reviennent des piquets ou qui vont repartir. Chaque fois qu'on lui offre à téter la même tartine d'ébonite noire, sa bouche en forme de fente entonne l'Internationale. La moto est là, véritable et totémique, comme une image involontaire et instantanée de la Révolution. Dans la mastication de la musique par le battement du moteur, on ne perçoit plus des paroles de la chanson que le roulis d'un langage en gestation, inarticulé, primal. La mémoire est ainsi libre d'imaginer à la rengaine une version débarrassée de l'immutabilité du passé et du déterminisme du présent. Plus rien à remettre à demain de la décontraction finale ! La Révolution est à l'essayage, Patron ! Une pierre est soulevée qui flotte en transparence dans l'air par la simple volonté d'un moment. Au volant des véhicules réquisitionnés, je trouve, dit quelqu'un, que les chauffeurs d'ISPH sont devenus, soudain, manifestement beaux. Les corps de tous, par intermittence, sont rendus au corps de chacun. Les vicinaux, pour une fois, font vraiment du transport en commun. Les trains stoppés, peut-être ne repartiront-ils plus, désormais, sans d'excellentes raisons à la convenance d'un désir profond. Seul travail qui mériterait salaire ! C'est rouge et c'est bon ! La grande horloge de la gare est éteinte et arrêtée, et devant la station brûle un feu de planches que des veilleurs persistent à alimenter jour et nuit. Symbolique, quoi ! Préhistorique, non ? Préhistorique d'une histoire qui ne serait plus écrite sans notre consentement. La fragmentation du corps, le fractionnement du temps, changer ça : le terrorisme polymorphe d'une ablation des sensations opérée, contre nos désirs, sur notre corps et notre temps ! Corps sabbatique ! temps sabbatique ! c'est bien pour ça qu'il nous la faut, la Révolution ! Ou alors, à quoi bon ?

Echangerai collection complète de lendemains qui chantent contre grève générale longue durée !



« La fragmentation du corps, le fractionnement du temps, changer ça... ». Une toile de Daniel Peletti



« Un terrain pour enraciner nos incertitudes... ». Borinage, mon pays de Charly Vienne.



« Corps sabbatique ! temps sabbatique ! c'est bien pour cela qu'il nous la faut, la révolution ». La grève de la faim de Paule Herla.



« Au meilleur d'entre nous il est arrivé de
tuer son chien ».

L'arc-en-ciel d'André Aubry.



« C'est rouge et c'est bon ».

Le couple, de Dany Josse.



« Le corps de tous, par intermittence... ».
La tendresse, de Christian Leroy.



« ... une version débarrassée de l'immuabilité du passé ».
Ostende-Vietnam, de Roger Somville.



« La Révolution est à l'essayage, Patron ! ».
La manifestation, de Gustave Camus.



« La vie qui nous plaît est romanesque ».
Un dimanche à la campagne, de Yvon
Vandycke.



*« Un vaisseau duquel ne rien jeter par dessus bord ».
Lessive au Borinage de Arsène Detry.*



*« Il ne reste que du rêve pour les dents... ».
Le passeur de Anto Carte.*



« Les vicinaux, pour une fois... ».
Bois gravé d'Agnès Arnould.



« Un brandon versé dans la paille ».
Les nasses, d'Edmond Dubrunfaut.

HISTOIRE COMME HERBICIDE (IV)

La vie qui nous plaît est romanesque. Un vaisseau duquel ne rien jeter par-dessus bord, un terroir pour enraciner nos incertitudes. Mais si nos racines nous retiennent, qu'elles périssent dans la terre ! Toute langue est maternelle. Toute respiration, aérienne. Le corps est un type passager. Au meilleur d'entre nous, il est arrivé de tuer son chien. La vie qui nous plaît est romanesque, un suicide long et gai, la césarienne d'une musique qui du passé fait table ouverte. Nous sommes des vieux bébés pas consolés de n'être pas nés tout à fait. Plus rien ne va, tout vient. Je crise, tu crises, il ou elle crise. Je vis, donc je crise. Moi, foutrement vital ! Moi, tête de muqueuse et de poil, face épluchée de sexe androgyne. Moi, os planté au milieu de la viande ! La vie qui nous plaît est romanesque, un brandon versé dans la paille, côte à côte le crâne d'un philosophe et l'étron d'un chien, le lait de la femme amoureuse bu dans une bouteille de Liebfraumilch. Le premier soleil miré dans un restant de whisky, c'est l'œuf frais du jour ! La femme est la crise de l'homme. La femme est la crise de l'homme, et de la femme. Il n'y a d'amour que d'inceste. L'être est indivisible et fragmenté. Le corps est un type voyageur. Le corps traverse le corps pour se faire une idée au sujet de l'histoire et de la géographie. Quelqu'un a écrit sur le verre du miroir : « demain nous serons morts d'aujourd'hui ». Un autre a ajouté : « savoir est désespoir ». Le cycle des lacunes manifestes est révolu. La Révolution est un lacet rouge sur un cotillon noir, un doigt distraît glissé dans un missel relié en peau de fille. Ton médaillon avec le portrait de Lénine a roulé sous le lit. De l'immortalité, que ferions-nous ? La vie qui nous plaît est romanesque, dilatation des corps et constriction du temps. Le temps et sa conscience horreur minuscule, le temps tout entier ramassé dans une anfractuosité vénérienne. L'heure avance, le temps recule. Le temps est à cinq francs. Le temps est à petite paume. Le temps est à grande paume. Accouchement du temps ! Temps de la tendresse polygonale. Il reste du rêve pour les dents dans les corps.

y.v.



« Un brandon versé dans la paille »
Les notes d'Edmond Duboutier

dans la gueule du loup

par Jean Delval

APRÈS LE CHARBON

« Le Borinage a eu un passé industriel florissant, avec le charbon. La région était active, les travailleurs nombreux avec une immigration importante. Dès 1958, ce fut la crise. Nos exploitations minières n'étaient plus rentables, il fallait fermer ! Dans ces conditions, il fallait reclasser tous les ouvriers. Les responsables régionaux et nationaux se sont mis au travail. Ils ont créé des zonings industriels et ont adressé des propositions particulièrement alléchantes aux investisseurs étrangers. Dans un premier temps, cette politique de reconversion boraine vers une industrie blanche a paru porter ses fruits. Plusieurs filiales de groupes multinationaux ont installé des unités chez nous. On pouvait alors penser que le redressement économique du Borinage était en bonne voie. (...). Cependant, il fallait bien constater que nos parcs industriels étaient loin d'être surchargés ! (...). La crise a fait apparaître qu'une bonne partie des usines établies chez nous n'était pas saine. » (1).

Commentaires d'une certaine lucidité rédigés par un quotidien libéral. Il est vrai qu'ils le furent dans la vague d'indignation unanime qui souleva le Borinage à l'heure de la fermeture de la filiale de *Siemens*.

« Une bonne partie des usines établies chez nous n'était pas saine. » Voire ! N'étaient-elles pas au contraire extraordinairement saines ? En ayant choisi de tirer tout le profit possible des lois, des règlements et des avantages matériels offerts gracieusement par les pouvoirs publics, elles montraient une belle santé.

« Peu de gens ont une idée, même approximative, de ce qu'est et de ce que représente la criminalité financière. Tandis que les procédés très complexes qu'elle utilise, et qui sont, pour elle, comme une seconde nature, déroutent le profane à juste titre, puissances d'argent, responsables politiques et médias s'emploient avec succès à en minimiser l'importance. (...) Sans aucune chance de pouvoir retirer les pièces du puzzle qu'on lui présente, l'opinion publique s'estime en définitive peu concernée par des pratiques bien éloignées de ses centres d'intérêt. Or rien n'est moins sûr. La criminalité financière constitue aujourd'hui l'une des principales menaces contre l'ordre public, la sécurité des transactions économiques et le système de valeurs qui sert de références aux démocraties occidentales. » (2).

Dans les années 70, la criminalité financière n'était pas vraiment à l'ordre du jour. La loge P 2, Spinola, Gelli, De Broglie, c'était pas connu.

(1) La Province, le 10 novembre 1976.

(2) Le Monde diplomatique, mai 1986. Christian de Brie « La criminalité en "col blanc", ou la continuation des affaires ».

Il n'empêche qu'on voit poindre des germes, en terme d'abus de biens sociaux, à la manière dont certaines entreprises usent des champs légaux.

Les politiques qui ont constitué ces opportunités légales peuvent se justifier : la concurrence internationale est exacerbée et il se fait que nos salaires sont particulièrement élevés ; il se fait en outre que l'organisation du monde du travail est forte, relativement prompte à revendiquer. En conséquence et en bon réalisme, il convient d'accorder aux investisseurs des compensations qui seront financées sur les biens de la collectivité.

Soit, il s'agit d'une possible conception de l'organisation économique. D'autres sont plausibles. Par exemple, celle qui consiste à investir les biens de la collectivité dans la recherche d'un développement économique géré par et pour cette collectivité. Cependant, cette conception de l'organisation économique étant largement minoritaire, il est démocratique de ne pas la pratiquer.

A l'opposé, ce qui est inqualifiable, autant politiquement qu'éthiquement, c'est de livrer des biens collectifs à l'appétit des intérêts privés sans se réserver un système coercitif incontournable. Et ce qui est à la frange de l'incompétence ou de la lâcheté politique, c'est de sous-utiliser les quelques recours qui existent.

Radicalisme et forfanterie, direz-vous ? Pas sûr. D'autres, réputés pour leur modération, s'engagent aussi sans hésitation : « L'Etat doit réagir, et faire respecter les contrats. Il doit contrôler l'exécution des conventions et s'il n'est pas en mesure de le faire, qu'il laisse cette tâche aux représentants des ouvriers qui disposent, eux, du capital travail. » (3).

LA MULTINATIONALE SIEMENS ET LES CONTRATS DE PROGRÈS.

Les contrats de progrès sont définis dans la loi du 30 décembre 1970 : « ce sont des conventions passées entre l'Etat et les entreprises qui désirent, conformément au plan économique et à la programmation scientifique, mettre en œuvre un programme d'innovation technologique et de développement industriel et/ou commercial s'étalant sur plusieurs années ».

En échange de leur implantation, ces sociétés bénéficient, auprès du secteur public, d'un volume de commandes défini contractuellement. De surcroît, elles peuvent revendiquer l'octroi des avantages prévus par les aides à l'expansion économique. Ces aides sont énumérées et décrites dans le chapitre 1^{er} de cette même loi du 30 décembre 1970.

Le contrat de progrès conclu avec la société *Siemens* est signé le 8 octobre 1970. Il doit sortir ses effets à partir du 31 décembre 1970. Un jour après la publication de la loi. On est pressé !

(3) La Province, le 10 novembre 1976.

Siemens implante donc une entité de production dans le zoning de Ghlin. Le terrain a été aménagé par l'IDEA. (Intercommunale de développement économique et d'aménagement du territoire.) Le site donne aux entreprises qui s'y installent un environnement industriel favorable : routes, canal et infrastructures de base. (4) Voilà pour l'apport public à caractère régional.

Siemens bénéficie aussi, dans le cadre des lois à l'expansion économique, de :

- 1° une subvention en intérêts de 7 % pendant 5 ans et 5 % pendant 3 ans sur un emprunt de 12.300.000 francs, à consentir par la SGB ;
- 2° l'exonération du précompte immobilier, pendant 3 années, sur les immeubles à construire ou à acheter et sur le matériel et l'outillage dont le coût est estimé à 18.500.000 francs ;
- 3° L'autorisation d'appliquer des amortissements accélérés pour les investissements en matériel, outillage et bâtiments industriels y assimilés.

On a pu également déterminer que *Siemens* avait bénéficié d'une intervention dans les coûts de la formation professionnelle. On a pu calculer que *Siemens* avait reçu, pour l'ensemble de ses filiales installées en Belgique, la somme de 228.691.000 francs. A ces aides, il faut ajouter les commandes du secteur public pour un montant de 6.889 millions. Voilà pour l'apport public à caractère national.

Siemens profite encore de l'exonération des taxes communales sur la force motrice, le personnel occupé, les établissements dangereux, insalubres et incommodes. Soit environ 700.000 francs par an. Voilà pour l'apport local de la ville de Mons.

On peut le dire : tout le monde a fait preuve de largesses. Les fonds récoltés par *Siemens*, ce n'est pas une aumône.

Et pour quoi ? *Siemens* s'engage à créer 500 emplois ! Elle envisage, mais sans spécifier plus particulièrement, l'achat, à proximité de l'usine de Ghlin, d'un terrain de 17 ha. Pour y bâtir ultérieurement une usine qui emploierait 3.500 travailleurs.

Au plus fort de son emploi, *Siemens* occupera 328 personnes. La rupture du contrat est indiscutable. En 1976, quand elle se désengage, il n'en reste déjà plus que 209. Certes, il n'y a pas eu de licenciement. Il faut rester discret quand on ne remplit pas ses obligations. Simple-

(4) A ce propos, et incidemment, je ne pense pas qu'on ait jamais mesuré les effets des concentrations industrielles à l'écart du reste de la vie en société. Il est réel que cela libère l'urbanisme des nuisances de la production industrielle. Mais il n'est pas moins vrai de dire que la population en a perdu toute représentation quotidienne de l'activité industrielle. J'étais fort petit, et j'habitais Morlanwelz, rue de Baume-Marpent, juste à côté de la sortie de l'usine du même nom. La sirène de l'usine faisait partie de la vie. La sortie massive, bruyante et joyeuse des ouvriers m'interrogeait journalièrement. J'étais curieux de ce qui devait se passer derrière l'immense porte de fer. Bref, la population vivait avec l'industrie.

ment, on n'a pas remplacé les départs naturels que l'on encourageait d'ailleurs.

En octobre 76, *Siemens* annonce son retrait de Ghlin. Réplique immédiate des travailleuses : on occupe. A leur suite, la région se soulève. Toute la classe politique et syndicale lance des cris d'indignation. Ainsi, Raymond Chamelot, permanent métallo de la FGTB : « S'il n'est pas possible de se passer des grosses entreprises multinationales, il faut sanctionner celles qui ne respectent pas les contrats. *Siemens* n'a pas respecté ses contrats : ou il maintient l'emploi ou il rembourse. » (5). Le ton et l'objectif sont les mêmes dans les interpellations que les parlementaires borains de toute tendance lancent au secrétaire d'Etat à l'Economie wallonne. Partout, on reconnaît que les secteurs publics ont respecté leurs obligations contractuelles en matière de commandes. Des conventions d'achat sont d'ailleurs en cours et doivent se poursuivre jusqu'en 1979. Seul *Siemens* invoque l'inverse : les commandes publiques sont insuffisantes et cette seule et mauvaise raison justifie son départ. C'est profondément fallacieux.

Pourtant, Fernand Herman, le secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne n'emboîte pas le pas. En réponse aux interpellations dont il fait l'objet, il répond : « La situation retient évidemment ma plus grande attention. J'envisage d'ailleurs d'avoir à ce sujet, dans les prochains jours, un entretien avec les différentes parties intéressées. » (6).

Cette déclaration est commentée, en ces termes, par le député socialiste Robert Urbain : « Le ministre n'a pas répondu à la question relative aux sanctions éventuelles pour non-respect des engagements par la société *Siemens*. Seul point positif : il accepte de réunir dans les prochains jours, les différentes parties intéressées, à savoir l'Etat, l'employeur et les travailleurs. Quant à moi, je tomberai d'accord avec lui sur un seul point : le conflit dépasse le siège borain de cette entreprise. En effet, les sièges flamands de *Siemens*, qu'il s'agisse de Lanklaar ou d'Oostkamp, seraient menacés dans une mesure identique. En fait, à travers le conflit de Baudour, s'inscrivent l'impuissance des pouvoirs publics devant une société multinationale et l'impuissance de l'Etat devant une entreprise vivant largement des commandes publiques. A tous moments, la multinationale *Siemens* peut jouer les travailleurs allemands contre les français, les belges contre les allemands et, à l'intérieur du pays, les travailleurs flamands ou wallons peuvent être les victimes d'un chantage de la part de la société qui jouerait le Nord contre le Sud. » (7).

Dans la région, la tension monte. La ville de Mons vote à l'unanimité une motion dure condamnant les agissements de *Siemens*. La Députation permanente de la province du Hainaut s'engage également sans retenue. Une manifestation est organisée à Mons. Elle regroupe

(5) La Province, le 16 novembre 1976.

(6) Nord-Eclair, le 25 octobre 1976.

(7) Nord-Eclair, le 25 octobre 1976.

plusieurs milliers de personnes et est conduite par les autorités. Elle se termine par un meeting musclé dans le temple du commerce montois : le Hall des Expositions. Le jour de la manifestation, les commerçants montois ont d'ailleurs baissé leurs volets.

Mais pourtant, la messe est dite. Elle est dite dans la réponse plus que molle de F. Herman. Elle est dite dans le commentaire plus que fataliste et démissionnaire de R. Urbain.

On adoptera le profil bas. On arborera la mine basse. De toute évidence, puisque *Siemens* domine le rapport de force ; et que son discours pourrait être celui-ci : Vous voulez qu'on maintienne *Siemens-Baudour*? Ça peut se faire ! Mais d'abord, par ici, le flouze supplémentaire que nous voulons. Mais si vous nous emmerdez et si vous voulez qu'on maintienne *Siemens-Baudour* sans fric supplémentaire, ou si vous nous emmerdez en nous réclamant ce que vous nous avez allongé jusqu'à présent, c'est simple, nous on se couche. Les autres usines du pays : patatras, effondrement et clé sous le paillason. Ça fait combien d'emplois, ça ? Echec et mat !

De fait, la conférence tripartite évoquée par F. Herman n'aura pas lieu. On ne saura jamais si l'argent versé en vertu des lois d'aide à l'expansion économique a été récupéré. On peut parier que non.

Encore un point qui n'est pas le moins inénarrable de l'histoire. Les contrats de progrès s'adressaient aux entreprises présentant « un programme d'innovation technologique ». En accueillant *Siemens*, l'objectif était de doter le pays d'une capacité de production électronique dans le domaine des ordinateurs. A Baudour, le travail consistait à assembler, à la chaîne, des composants venus d'on ne sait où et qui repartaient on ne sait où. Dans cet ailleurs, ils étaient incorporés dans des ensembles dont on ignorait la nature, l'utilisation et la destination. Et c'est ainsi qu'on entendait former nos travailleurs aux mutations technologiques !

Le 13 décembre 1976, la lutte contre *Siemens* s'éteindra dans la discrétion et la profession de foi des travailleuses à l'intention de leur intégration sociale : nous ne sommes pas des chômeuses volontaires.

Toute la région s'était exaltée. Il n'en sera plus de même par la suite.

FARAH ET LES INÉVITABLES LOIS D'AIDE À L'EXPANSION ÉCONOMIQUE

Farah-Obourg est une société de droit belge, filiale d'une multinationale américaine. Elle confectionnait à Obourg, dans une usine ultradélabrée et désertée par Fabelta, des pantalons de toile et de tissu qu'elle exportait à travers l'Europe. Elle s'implante à Obourg en 1972 et recourt aux lois d'aide à l'expansion économique, comme il se doit. Hor-

mis le contrat de progrès, c'est similaire au schéma de *Siemens-Baudour*, à savoir : une aide en intérêts sur le capital immobilier investi, aide versée à une banque américaine, la *JP Morgan*, une des banques américaines des plus agressives et dont on n'ignore pas le rôle déstabilisateur qu'elle a tenu au Chili, aux côtés d'*ITT*, sous le gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende. Des exonérations fiscales d'ordre divers, des aides à fonds perdu proportionnelles au volume de l'emploi créé. Et, en finale, une capacité d'amortissements « ad libitum ».

La société *Farah* exploitera l'arsenal législatif avec la même et fondante assiduité que les sociétés *Siemens-Baudour*. Aussi le dénouement de la lutte conduira au même dénouement des travailleuses. Qu'on se le dise, homme politique et syndicaliste échaudés ne craignent pas la douche froide !

Mais voyons le fil des événements.

Février 1977 : le bourgmestre de Mons Abel Dubois, les échevins Hamaide, Lafosse, Evrart et Raoul Cocu, secrétaire permanent FGTB du Textile visitent l'usine. La presse rapporte : « *Farah* est l'exemple type de l'implantation d'industries nouvelles dans le cadre de la reconversion économique de notre région. Sans faire de bruit, sans coup d'éclat, elle a fait son chemin. Partie de zéro, il y a cinq ans, elle occupe maintenant 320 personnes dont 90 % de femmes. C'est donc une progression constante, et pourtant l'usine ne parvient pas à suivre la demande et sa production de pantalons qui atteint cependant quelque 3.000 pièces par jour est en retard de deux mois. » (8).

A cette occasion, le directeur Van Haren disait : « En 5 ans, *Farah-Obourg* n'a jamais arrêté une heure... et *Farah* n'a pas dit son dernier mot, on envisage de construire de nouveaux bâtiments — à Mons !, a souhaité Abel Dubois — et d'abattre les installations actuelles qui datent du siècle passé. Comme on le voit le bulletin de santé de *Farah-Obourg* ne nécessite aucun traitement spécial. ».

Promesses, enthousiasme, optimisme : on a déjà entendu ça auparavant.

Septembre 1977 : *Farah* annonce la fermeture. Coup de théâtre ! Coup de théâtre ? Allons, son implantation date de cinq ans. Les cinq années suffisantes et nécessaires pour que les aides qui lui ont été accordées lui soient acquises de manière irréversible.

On s'attend à une mobilisation générale immédiate, du type : « On est reparti, hein, comme... à *Siemens*. » Rien du tout ! Les deux organisations syndicales, dans un des plus beaux fronts communs qu'on ait connu, refusent de reconnaître l'occupation. Elles invoquent un vote des travailleuses acceptant les propositions patronales : licenciement

(8) La Province, le 7 février 1977.

collectif avec paiement du préavis non presté, et une prime de 2 millions et demi (Par travailleuse ? Hé, t'es fou, toi ? A partager entre les quelque 250 travailleuses qui restent encore dans l'entreprise. 10.000 francs, c'est le pactole, quoi !) ainsi que le maintien de quelques emplois pour un centre de stockage et d'expédition à l'échelon européen.

C'est vrai que les travailleuses ont accepté ça. Mais c'est vrai aussi que bon nombre d'entre elles sont très jeunes et inexpérimentées. Il est vrai aussi que bon nombre d'entre elles sont immigrées et pas toujours averties des subtilités de la langue française. Quand, après réflexion, elles comprennent bien la situation, elles veulent faire marche arrière et se prononcent pour l'occupation, c'est le « niet » des organisations syndicales. L'occupation durera deux mois et jamais, malgré les sollicitations multiples, révérentes ou irrévérencieuses, les organisations syndicales ne modifieront leur conception.

Les forces politiques, elles, gardent distance et raison. C'est ainsi que le conseil communal de la ville de Mons, adoptera, sous la pression, une motion de soutien par ailleurs sensiblement édulcorée par des amendements ou des suppressions pures et simples de certains paragraphes.

Quant à l'Economie régionale wallonne, elle est passée des mains du social-chrétien Fernand Herman à celles du socialiste Robert Urbain. Le député qui, lors de l'affaire *Siemens* avait judicieusement interpellé son prédécesseur et qui avait, tout aussi justement reconnu l'impuissance des pouvoirs publics.

Certains ont pu dire, en commentant ses interventions dans le conflit : Vous voyez bien, quand il était député, il chantait un couplet ; et maintenant, qu'il est ministre, il en chante un autre. Je ne partage pas cet avis. Rien n'a changé.

Au sujet de *Farah*, l'une de ses premières interventions fut rapportée ainsi par une des ouvrières de la délégation qui l'avait rencontré : « Ça va aller, le ministre veut défendre *Farah*, il nous l'a dit. C'est normal puisque c'est lui qui s'est battu pour amener *Farah* à Obourg. Il paraît qu'au départ cette usine devait aller en Flandres. » Et une autre : « On a bien senti qu'il a la volonté d'examiner notre situation, il a parlé d'une quadripartite à laquelle nous participerions. Il a dit qu'il viendrait à l'usine. »

L'une de ses dernières interventions se trouve dans une lettre qu'il a envoyée à la députée Noëlla Dinant : « Dois-je attirer votre attention sur le fait que la société, s'étant totalement acquittée (et même au-delà) — les 2,5 millions de sur-prime de préavis (ndlr) — de ses obligations légales envers le personnel et ayant réglé ses obligations financières envers les organismes publics, est libre de décider du sort à réserver aux bâtiments d'Obourg et à l'équipement qu'ils contiennent, quels que puissent être par ailleurs les souhaits et les pressions des pouvoirs publics en vue du maintien d'une activité industrielle. »

La messe est dite et le cercle est bouclé. Il convient d'ajouter qu'au cours du trajet, le ministre s'était exprimé en réponse à une question urgente posée conjointement par les députés socialiste Yvon Biefnot et communiste Louis Van Geyt, en ces termes : « Si une offre sérieuse m'était présentée, je ne manquerais pas de l'encourager et de la soutenir. ».

Des offres de rachat et de reprise d'activités, il y en eut. Sans doute furent-elles jugées légères. En vertu de quels critères ? Mystère. On peut penser que la situation textile mondiale jouait un rôle dans cette évaluation. Ceci nous entraînerait également dans l'examen des divers plans de sauvetage du secteur textile national. Plans qui, et c'est assez remarquable, n'ont jamais pu être appliqués.

En tout état de cause, qu'advient-il des aides qui ont été octroyées ? L'Economie régionale révèle leur montant : 36.600.000 francs. Malgré cela, l'entreprise justifie son désengagement par des pertes cumulées exercée après exercice. Les bilans comptables publiés au Moniteur belge sont hélas ! trop laconiques pour juger de la véracité d'une telle assertion. Quoi qu'il en soit, il y a un fameux écart entre l'optimisme de février 77 et la décrépitude d'octobre 77.

La récupération des aides publiques a-t-elle été poursuivie ? C'est moins que probable. En tout cas, rien n'en a jamais transparu.

Au moins, l'entreprise *Farah*, n'aura-t-elle pas servi à dresser les uns contre les autres des travailleurs de diverses nationalités ? Ce n'est pas sûr, des bruits ont couru relatant les difficultés sociales de l'entreprise *Farah* vis-à-vis des travailleuses frontalières mexicaines qui assureraient sa production à El Paso, aux Etats-Unis. L'implantation européenne de *Farah* aurait eu partiellement pour effet de couper l'herbe sous le pied à ces revendications.

Je voudrais terminer ce chapitre *Farah* en disant que la lutte a été possible et a pu durer par l'apport soutenu d'un très grand nombre d'associations et de mouvements du secteur social et culturel. Là, se sont tissés des liens d'organisations et de personnes qui portent encore leur effet dix ans plus tard. A l'inverse, pour des raisons qui me paraissent obscures et impénétrables, l'UDP n'a pas pu profiter de ce rassemblement assez exceptionnel de forces et d'hommes progressistes pour asseoir une entité politique progressiste à gauche du Parti socialiste. Objectif qui était pourtant présent à l'esprit de membres de l'UDP qui se trouvaient régulièrement sur le terrain de la lutte des travailleuses de *Farah*.

LA SOCIÉTÉ DE CONFECTION INDUSTRIELLE ET LE DROIT DES SOCIÉTÉS

L'annonce, fin juillet 79, de la mise en liquidation de la *Société de Confection industrielle (SCI)*, créée en 1976, est la fin d'une société jeune, mais d'une activité industrielle vieille.

L'exploitation, à Quaregnon, a commencé en 1968, à l'initiative de Jacques Salik qui y installait d'ailleurs sa quatrième entreprise de confection dans le Borinage. C'est donc bien du capital belge qui crée en 68, 600 emplois qui passeront à 840 emplois en 72. Mais en 74, les choses se gâtent. *Salik-Quaregnon* est déclaré en faillite. L'exploitation se poursuivra pourtant sur le site de Quaregnon sous la dénomination de « *Société de Confection du Borinage* ». Cette nouvelle société, comme la *SCI* qui lui succédera deux ans plus tard est constituée d'actions dont 95 % sont la propriété de l'entreprise *Salik-Anderlecht*. Pourquoi y aura-t-il la *SCI* après la *SCB* ? Simplement parce que la *SCB* tombera à son tour en faillite en 1976.

Cette succession de faillites suivies de résurrections miraculeuses a toute l'apparence des bontés divines qui n'ont jamais cessé de se répandre sur le Borinage. Est-ce bien sérieux ? L'économie ne s'embarasse de religiosité que pour justifier son idéologie : les travailleurs traversent ce bas-monde qui est une vallée de larmes ; qu'ils patientent, ils seront exaucés au ciel. Pour le reste, elle est bien matérialiste et juge et joue de tous les avantages mortels qu'elle peut engranger.

Mécanisme d'analyse élémentaire, il suffisait d'y penser ! Description : *Salik-Anderlecht* établit un quasi-monopole sur les actions. Il est propriétaire des immeubles. Il est propriétaire des machines. Il loue à la *SCB* d'abord, à la *SCI*, ensuite. En matière première : le tissu, il est le seul fournisseur. En produits finis : les culottes, il est le seul acheteur.

Etourdissant, non ? Mais enfin, faisons confiance. Supposons que *Salik-Anderlecht* loue l'outil de production et la matière première à des prix non-prohibitifs et qu'il achète les produits finis à des prix concurrentiels.

Alors, pourquoi cette sous-traitance à l'aspect grotesque ? Pourquoi ne pas tout faire au nom de *Salik-Anderlecht* ? Mais pour le capital nominal de la société de « sous-traitance », bien sûr !

La *SCB* dispose d'un capital constitutif de 3.000.000 ! Rien d'autre, pas de patrimoine immobilier, pas de patrimoine mobilier ! Fabuleux, en cas de faillite, on perd, au maximum les 3 millions. Pour gagner de l'argent, il suffit d'accumuler des dettes pour un montant supérieur à 3 millions. Tout ce qu'on ne paiera pas aux créanciers, c'est autant qu'on aura épargné !

Ces créanciers, ils s'imposent d'eux-mêmes. Il s'agira principalement de l'ONSS et du ministère des Finances. On les fera patienter aussi longtemps que possible. Plus la dette sera importante, plus le bénéfice croîtra.

Faillite préparée, organisée, programmée ; génial ! Et de surcroît désignant d'avance les floués de l'aventure : les biens collectifs.

Ah, pas les travailleurs. On a le respect des travailleurs. On les paie scrupuleusement, même avec un capital aussi dérisoire. Au moins, on est garanti d'une tranquillité sociale dont on a le plus grand besoin.

Ainsi, quand la SCI remplacera la SCB, les organisations syndicales négocieront benoîtement la réintégration du personnel licencié. Avec abandon de l'ancienneté, mais enfin... dans une région dévastée, n'allons pas chicaner pour des broutilles.

Broutilles, en effet, en regard des incidences judiciaires qui auraient pu se déclencher. Expliquant la faillite de la SCB, le curateur analysait lucidement ce processus de mise en faillite. Il en avertissait le procureur du roi en détaillant les manœuvres frauduleuses. Il prédisait qu'une nouvelle société constituée sur les mêmes principes produirait les mêmes effets. A ranger dans les avis classés sans suite. La SCI vit le jour, avec un capital de 20 millions et répéta impunément le même schéma.

L'abus de biens sociaux était une fois de plus sacrifié sur l'autel de... de quoi, au fait ? D'une prévarication généralisée ? Inimaginable ! Plus vraisemblablement sur l'autel du maintien de quelque 250 emplois !

Pierre Salik, le P-D-G de *Salik-Anderlecht* entendait d'ailleurs remettre cela après la faillite de la SCI et recommencer avec une ligne de production réduite à quelque 90 travailleuses. Cette perspective a été réduite à néant par l'occupation de l'entreprise SCI de Quaregnon.

Occupation longue : neuf mois. Reconnue et assumée par la seule CSC. La FGTB, quant à elle, se réfugiant à nouveau derrière un premier vote qui avait accepté les propositions de la direction.

L'occupation dut ainsi affronter les traditionnels clivages et les ancestrales rivalités chrétiennes et socialistes. Comme si se battre contre l'organisation économique capitaliste ne suffisait pas en soi.

La CSC s'efforça d'orienter l'occupation vers une reprise des activités en autoproduction. Ce fut, après l'espoir, une lente descente aux enfers. Là-dessus, aussi, il y aurait tant à dire. Et à l'image des occupations précédentes, la lutte des travailleuses de SCI de Quaregnon se clôtura dans un climat de désintérêt relatif.

N'épargnant pas la société *Salik-Anderlecht*, je tiens à rapporter l'argumentation qu'elle avançait pour justifier son comportement. Elle affirmait n'avoir pas d'autre moyen pour résister aux concurrences tiers-mondiste et est-européenne. Elle témoignait de ses multiples interventions auprès du ministère de l'Economie demandant l'application d'un plan de sauvetage du textile et de la confection. Et nous voilà renvoyé à ce débat de fond.

Dans cette aventure-ci, comme dans les précédentes, ce sont les biens de la collectivité qui ont profité aux intérêts privés, à l'élaboration ou au maintien d'activités industrielles sans avenir.

SIEMENS, FARAH, LA SOCIÉTÉ DE CONFECTION INDUSTRIELLE... ET LES AUTRES

Et les autres, oui. Parce que *Captain* et *Warner*, autres entreprises à main-d'œuvre féminine et autres entreprises multinationales ont quitté, peu après, le zoning de Frameries. Sans éveiller les luttes qu'on avait connues. Normal : la bouilloire avait sifflé. Le couvercle n'avait jamais sauté. Il pesait désormais autant qu'une chape de plomb.

La région de Mons-Borinage n'est pas exemplaire. Ce qui s'est vécu dans ces trois entreprises a dû l'être dans d'autres, ici et ailleurs. Des biens de la collectivité y ont été engloutis, sans amertume, ni regret apparents. Quasi, sans réprobation publique. La réprobation publique, elle est pour les chômeurs et les chômeuses plus précisément, et pour les autres : les « ceusses » qui font de la fraude sociale.

Ce qui est confondant, c'est qu'une population qui est le témoin, peu averti, mal ou sous-informé, d'abus sociaux aussi flagrants, continue de manifester une expression politique, particulièrement électorale, d'une telle égalité de caractère. Comme si tous ces événements, pourtant essentiels, ne la concernaient pas. C'est peu rassurant.

Ce qui n'est pas moins confondant, c'est que cette même population soit encore capable de s'imposer à elle-même et à ses directions syndicales des mouvements de grèves interprofessionnelles ou sectorielles aussi vifs, aussi pugnaces, aussi imaginatifs que ceux de mars 82 et d'octobre 83. C'est quelque peu rassurant.

En matière économique, en contemplant ce capitalisme super-intelligent et astucieux à l'extrême, on peut se demander si on vit encore dans un état de droit. Mmmmmouais... comme dirait avec lassitude Gaston Lagaffe. Mais vit-on encore dans un état de droit capable de garantir à terme et d'approfondir les fondements et le développement de la démocratie ? Qu'on nous laisse la liberté (révolutionnaire ?) de répondre catégoriquement : non.

Au fait : quand sortirons-nous du dix-neuvième siècle, bordel ?

table ronde : la reconversion au borinage

Problème-clé dans une région où le chômage, qui bat tous les records belges, engendre morosité et désespoir, surtout parmi les jeunes — les plus touchés. Pour en débattre, les CM ont réuni *Pino Carlino*, permanent interprofessionnel à la CSC, *François Collette*, conseiller communal Ecolo à Mons, *Jacques Fostier*, secrétaire régional de la FGTB et *Jules Vercaigne*, ancien sénateur communiste. *Robert Urbain*, député socialiste de Mons, avait également été invité au débat. Une obligation imprévue l'a empêché d'y participer. *Jean Delval* et *Pierre Gillis*, ont animé la discussion pour les CM; *Agnesa Pillon* en a assuré la retranscription.

CM — Nous sommes réunis pour parler des problèmes de la reconversion dans le Borinage. Puisqu'on parle de reconversion, c'est que, bien entendu, il y a des choses à reconvertir. Quoi ? De quoi part-on ? Quelle est la situation économique à laquelle on veut porter remède ?

UNE PERTE DE 45 % D'EMPLOIS INDUSTRIELS

Jacques Fostier — J'ai quelques chiffres; ils sont évidents : de 1973 à 1984 — et mes sources sont celles de l'ONSS, c'est-à-dire que c'est le nombre d'emplois salariés dans le Borinage — nous avons perdu exactement 45 % de nos emplois industriels. Nous sommes passés de 29.587 emplois industriels (bâtiment, industrie, agriculture) en 1973 à 16.233 en 1984. Pendant la même période, les emplois tertiaires et publics passaient de 35.678 à 41.607. Donc, une perte de presque la moitié de nos emplois industriels. C'est dramatique. pendant tout un temps, les emplois industriels perdus étaient compensés par la création d'emplois dans le secteur tertiaire et public, mais depuis quatre ou cinq ans, cette compensation s'est arrêtée, pour les causes que nous connaissons. Notre région vit donc essentiellement, pour le moment, d'emplois tertiaires et publics, et a perdu en treize ans la moitié de son emploi industriel alors qu'on situait le Borinage comme une région qui avait perdu ses emplois industriels dans les années 50-60 par le fait du déclin et de la fermeture des charbonnages, de nos jours, le phénomène s'est amplifié. Voilà un premier bilan chiffré.

CM — Ces emplois industriels ont été perdus essentiellement dans quels secteurs ?

Pino Carlino — J. Fostier faisait référence à la disparition complète du secteur minier où, de 48 à 76, on a perdu 31.000 emplois. La chaussure-tannerie, à son apogée en 65, occupait encore 4.000 emplois dans la sous-région. Le secteur de la confection et du textile a été complètement démantelé autour des années 74-75 avec les fermetures de Farah, Salik, Captain et Warner : grosso modo, ça fait 4.000 emplois en moins. Tout le secteur de la sidérurgie et de la métallurgie subit encore aujourd'hui un nombre important de restructurations avec disparition d'emplois; on peut dire que ce secteur, avec la disparition des Laminaires, de Stewart Warner, CNR, Tubes de Jemappes, etc. a vu la destruction de 2.500 emplois, y compris dans les années 80. Un autre secteur qu'on oublie aussi bien souvent est passé à la moulinette, c'est celui de la construction : aujourd'hui, il n'existe pratiquement plus une seule entreprise de construction ayant plus de 25 travailleurs dans la sous-région Mons-Borinage.

CM — Cela veut dire que les secteurs traditionnels sont vraiment décimés par l'évolution économique des 15-20 dernières années. Est-ce qu'on peut espérer, parallèlement à cela, que de nouveaux secteurs, et, en particulier, de nouveaux secteurs productifs, se développent ?

Jules Vercaigne — Il y en a eu un : c'est celui de la chimie. Dans le Borinage, c'est le seul secteur, à ma connaissance, qui a progressé ces quinze dernières années.

Jacques Fostier — L'alimentation aussi, un tout petit peu, mais statistiquement, c'est très mince, parce qu'il y a 1.500-2.000 travailleurs dans l'alimentation; donc, quand ils augmentent de 100, ils font une progression terrible. Mais ce n'est pas propre au Borinage.

Jules Vercaigne — Dans la vie militante on constate que vous avez parfaitement raison en indiquant le glissement du travail secondaire vers le secteur tertiaire. Souvent, on dit qu'on va aller distribuer des tracts aux entreprises, et puis, c'est toujours vers les mêmes entreprises qu'on se dirige. On a une pratique tout à fait erronée : on n'a jamais pensé à investir les nouvelles entreprises que sont les banques, les assurances, etc — tout ce qui fait le centre-ville de Mons. J'ai lu ces derniers temps — et ça m'a un peu effrayé — qu'il n'y avait plus que 28 % des emplois dans le secondaire dans l'arrondissement de Mons, un arrondissement qui en comptait encore 50-55 il y a trente ans !

Jacques Fostier — Exactement, 28 %, et il y en avait encore 45 en 1973 !

Jules Vercaigne — Mais c'est aussi l'arrondissement où, entre 78 et 81, on a créé le plus d'emplois dans le secteur public. Il y a eu un phénomène de compensation : il y avait une perte tellement fracassante d'emplois que les responsables politiques se sont évertués à gonfler les effectifs (aux Chemins de fer, par exemple). En ce qui concerne le secteur de la construction, il faut quand même tenir compte de la roublardise de certains entrepreneurs, qui préfèrent utiliser un staff de concepteurs de logements et travailler avec des sous-traitants. Le phénomène des négriers n'est pas inconnu : des événements récents l'ont encore illustré. D'un autre côté, l'irruption de la bureautique est, à son tour, en train de bouleverser les cartes dans le secteur tertiaire.

Pino Carlino — Pour enchaîner sur « qu'est-ce qu'on voit émerger », j'ai été frappé, aux dernières élections sociales, de voir le nombre de travailleurs dans les entreprises de nettoyage. On pourrait dire, si on se réfère aux conclusions de l'étude Bastelle (consultant suisse demandé par l'IDEA), qu'on n'est plus une région de grosses entreprises, mais bien une région de PME.

François Collette — Il ne faut quand même pas se leurrer : il y a effectivement un phénomène qui est propre à la sous-région Mons-Borinage, mais, dans l'ensemble, on participe à un phénomène de crise globale. Il faut prendre en compte ce qui relève de la crise globale et ce qui appartient aux phénomènes propres à la région. Certaines études ont montré quels étaient les déficits de cette région par rapport au reste de la Belgique et aux régions de même nature dans la CEE. Il apparaît que 40 % de la main d'œuvre (au travail ou demandeurs d'emploi) a une formation orientée vers le travail industriel, alors que ce secteur s'est tassé; il y a donc 12 % des gens qui ne peuvent plus avoir de débouché.

CM — Ton chiffre de 12 %, c'est quoi ?

François Collette — C'est la différence entre 40 % — qui est le taux de formation des gens pour le travail dans le secondaire — et les 28 % d'emplois qui restent dans ce secteur. Il y a donc un problème particulier à la région, parce que

c'est un chiffre — 40 % — qui est bien supérieur à la moyenne nationale. Deuxième problème : on est dans la région agricole qui a le moins de liaisons, d'intégration, de synergie, avec l'entreprise para-agricole ou, en tout cas, avec tout le secteur alimentaire (mais ceci est valable pour l'ensemble du Hainaut, première province agricole). Il y a une rupture énorme entre la production et la consommation alimentaire de notre région, puisque cette production repart à l'étranger, ou en Flandre, ou dans d'autres régions du pays, pour nous revenir après transformation. La troisième transformation, c'est que le pourcentage de travailleurs indépendants — c'est-à-dire qui sont susceptibles de créer des PME, est largement plus faible dans cette région que tout le reste de la Wallonie. ensuite, quatrième phénomène (qui apparaît peut-être en dehors de ce qu'on pourrait appeler les « soucis majeurs » en matière économique), c'est l'environnement. La destruction urbanistique de cette région est beaucoup plus grave que celle des autres régions : la disparition de l'industrie a cassé en fait le tissu urbanistique et laisse un paysage de morosité. Ce sont à mon avis les quatre handicaps que cette région a par rapport aux autres régions et je crois que c'est en étudiant ces causes profondes qu'on pourra trouver les remèdes. Par ailleurs, l'inadéquation ou le manque de formation des travailleurs est un problème lié à l'enseignement et aux programmes d'enseignement ; l'enseignement doit donc être, à mon avis, l'un des thèmes à aborder, parce qu'il pose des questions fondamentales.

DOUBLE CRISE

Pino Carlino — Une chose qu'on oublie souvent, c'est que la sous-région de Mons cumule une double crise : à la fois structurelle et conjoncturelle. En fait, la reconversion dans la région Mons-Borinage, cela n'est pas neuf : en 60, l'IDEA a mené une première opération en attirant dans la sous-région, grâce à un certain nombre d'incitants (exonération fiscale, etc.), des entreprises multinationales. Celles-ci, au gré de la crise, sont parties sous d'autres cieux. Le cumul des deux types de crises et les problèmes de formation provoquent une espèce de cercle infernal pour la sous-région, qui se marque par une dégradation à la fois sociale, culturelle et économique.

François Collette — Je voudrais aussi poser le problème du rôle des pouvoirs publics : il reste à faire l'inventaire de ce que la solidarité européenne, belge et wallonne a apporté à la sous-région de Mons. Il faut se rendre compte que pas mal de fermetures sont la conséquence de marchandages politiques qui se passent en dehors de chez nous — c'est-à-dire que la destruction du tissu industriel a été acceptée au niveau belge ou européen, indépendamment des questions de rentabilité propres aux établissements en cause. Lorsqu'il a été question d'apporter des aides économiques, on les a concentrées dans certains secteurs : là, c'est un défaut structurel de l'aide à l'expansion économique en Belgique, c'est le problème des entreprises qui, après avoir reçu des aides, ont mis la clé sous le paillason. Mais il y a encore d'autres phénomènes à étudier : on a un peu laissé tomber Mons-Borinage parce que cette région n'avait pas de secteur dominant, mais plutôt des secteurs en relation en amont et en aval avec d'autres, plus puissants, dont il fallait protéger l'intégrité (par exemple, les Lami-noirs de Jemappes, Verlipack, Galeries Anspach, Bell et ATEA). Cela veut dire qu'on est terriblement vulnérable, parce qu'il n'y a pas d'autorité, de pouvoir politique au niveau de la sous-région Mons-Borinage qui fasse l'inventaire de tout ce qu'on pourrait recevoir, de ce que les autres ont reçu, pour savoir si la sous-région a bien reçu sa part. Je crois que c'est aussi un problème qu'il faudrait aborder, le problème de cette autonomie économique et politique de la sous-région, qui dépend terriblement de la solidarité mais, qui, j'ai l'impression, est bénéficiaire d'une solidarité relativement passive, parce qu'elle a le taux de chômage le plus important.

Jacques Fostier — Ce que vous dites peut effectivement se vérifier, mais je ne crois pas que ce soit l'effet du hasard : c'est déterminé par une situation économique; ce n'est pas nécessairement un problème d'hommes, d'incapacité ou de manque de volonté politique, c'est un problème beaucoup plus profond que cela, me semble-t-il. Et cela a aussi des implications syndicales et politiques : on croit que Liège et Charleroi sont des bastions du syndicalisme; en fait, ce sont des bastions du syndicalisme qui tournent autour de quelques grosses boîtes — Liège, ça tourne autour de Cockerill et la FN, qui sont vraiment des pôles hégémoniques politiques et syndicaux. Nous avons perdu ces grands pôles, et cela a beaucoup de conséquences, déjà en ce qui concerne la mobilisation syndicale, dont les grèves de 82 et 83 étaient les derniers exemples : en 82, c'était encore à la suite des Laminiers, la base était un mouvement syndical traditionnel basé sur les Laminiers de Jemappes, et c'est cela qui a induit une force et un rapport de forces au niveau wallon et au niveau belge. On parlera tantôt des défauts de formation, je crois que c'est un sujet très important, mais je ne crois pas que ce soit la cause de nos problèmes : lui aussi est déterminé par nos problèmes. Ce qui me paraît le plus important, c'est l'absence d'une classe dirigeante, même traditionnelle, même au sens capitaliste du terme. Déjà la première reconversion du Borinage était une reconversion « externe », c'est-à-dire basée uniquement sur l'appel aux capitaux étrangers, avec toutes les conséquences que cela comporte. C'était une reconversion qui ne faisait pas appel aux forces locales : la force locale était seulement la force politique, autour de l'IDEA, qui agissait comme appel d'investisseurs ou comme coordinateur d'investisseurs, mais qui n'a pas eu, en tant que telle, une volonté d'entreprendre elle-même. C'était des investissements étrangers; il n'y avait donc déjà plus, dans les années 60 à 80, de patronat borain.

UN PATRONAT DEMISSIONNAIRE

CM — En fait, c'est pratiquement une situation de type tiers monde ?

Jacques Fostier — Oui, hélas ! Et nous le vivons non seulement au niveau de la capacité d'entreprendre, de la création d'entreprises, mais aussi au niveau de la représentation : dans des instances comme le Comité subrégional de l'emploi, les patrons ne sont jamais là; s'ils viennent parfois, c'est pour défendre le dossier de leur entreprise. Il n'y a plus de mentalité d'entreprendre, au Borinage, au niveau privé. Et le public, n'a pas pu, ou n'a pas voulu, jouer ce rôle — peut-être qu'il ne le peut pas, parce que la fin de l'Etat-providence, c'est aussi la fin de l'Etat-providence en matière économique. En ce qui concerne l'agriculture, c'est peut-être un secteur d'avenir : tout ce qui concerne l'agro-alimentaire est peut-être le terrain qu'il faudra valoriser à l'avenir. Je crois qu'on est tous assez d'accord là-dessus. Mais je constate en tout cas cette carence de classe dirigeante : on ne mène pas un développement économique sans classe dirigeante.

François Collette — Je voudrais répondre à J. Fostier qu'il n'entrait pas dans mes intentions de régler des comptes. Je dis qu'il manque effectivement de classe dirigeante : il n'y a pas de pouvoir politique, donc il n'est pas possible d'avoir une prospective et une politique cohérentes. Il y a bien l'IDEA. Mais l'IDEA reste quelque chose de très technocratique. Le rôle de l'IDEA a été de faire l'inventaire de tout ce qui pouvait venir d'ailleurs (les investissements des multinationales, les investissements routiers, hydrauliques, les aides à la reconversion des entreprises) et d'appeler dans la région tous ceux qui voulaient bien y venir ou y apporter de l'argent. En dehors de cela, il n'y avait pas de cohérence; tout était bon à prendre parce qu'il n'y a pas de pouvoir politique susceptible de faire une planification à relativement long terme : ça a été le coup par coup.

Jacques Fostier — J'aime bien le mot que vous venez de prononcer : planification.

Jules Vercaigne — Ce qu'il vient de dire nous interpelle aussi à propos des fusions de communes. Fallait-il aller plus loin ? S'il y avait eu une entité plus grande, elle aurait eu un poids spécifique plus grand et on aurait pu se passer de choses périphériques comme l'IDEA. Mais on n'a pas voulu cette fusion de communes, qui aurait permis de se passer d'un pouvoir avec une élection au 5^e degré, comme on a souvent dit.

François Collette — Mais cela, c'est encore un faux problème. Prenons, en 1950, la répartition des moyens budgétaires : l'Etat national (qui regroupait l'Etat, la Région et la Communauté actuels) avait 73,5 % des moyens budgétaires publics et 24,4 % allaient aux communes, le reste aux provinces; après 35 ans, on en est à 82 % de moyens budgétaires à l'Etat, à la Région et à la Communauté, il en reste 15,5 % aux communes. Dans la logique d'une fusion des communes auxquelles on aurait donné des pouvoirs économiques, il aurait fallu supprimer les provinces, et surtout que l'Etat, la Communauté et la Région acceptent de se défaire de ces moyens budgétaires. On a donné aux communes des compétences plus grandes sans les moyens. Sous le couvert du fédéralisme, on a abouti à supprimer les moyens qui étaient dans les lieux de vie, dans les lieux où on pouvait faire de la prospective pour de la reconversion.

Jacques Fostier — Là, nous sommes entièrement d'accord : il faut, dans le fédéralisme (et je suis un fédéraliste convaincu), assurer les moyens et les compétences au pouvoir wallon, mais d'une manière décentralisée; il ne faut pas que certains régions remplacent nos Flamands antérieurs. Je plaide pour la plus grande solidarité et la plus grande cohérence entre les régions wallonnes, mais il ne faut pas que cela aboutisse à détruire les instances décentralisées qui pouvaient percevoir les besoins d'une région et agir démocratiquement à partir de ces besoins, pour être des lieux de consensus sous-régionaux qui peuvent faire de la planification. A partir des organisations syndicales FGTB et CSC, on a mené la cellule de formation-reconversion des Laminiers, et on a mené une initiative locale d'emplois. Une des conclusions que je tire de cette expérience, c'est qu'il faut marier la souplesse d'une initiative d'entreprendre avec la planification. Il ne s'agit pas de restaurer, par ces formules, la liberté totale d'entreprendre, même sous prétexte que ce sont des travailleurs qui le font. Il faut réintégrer cela dans un mode d'organisation de l'intérêt général, que j'appelle planification pour le moment.

Pino Carlino — C'est là un moment intéressant du débat, où se conjuguent les mots « planification » et « fédéralisme », avec lesquels je suis entièrement d'accord, à partir du moment où on évite d'avantager des sous-régions par rapport à d'autres : une des causes du déclin socio-culturel et économique de notre sous-région, c'est qu'un certain nombre de choses intéressantes qui pouvaient se développer ici, ont été aspirées ailleurs. Combien d'outils intéressants, qui rayonnaient d'un point de vue emplois, efficacité sociale ou culturelle — et le dernier enjeu, c'est la RTBF — ont-ils été aspirés ailleurs, tantôt à Charleroi, tantôt à Liège.

Jules Vercaigne — Je ne suis pas d'accord avec vous. J'ai entendu trois points de vue éminemment sous-régionaux. Il faut aussi qu'on cesse d'opposer les sous-régions les unes aux autres.

Jacques Fostier — Peut-être me suis-je mal exprimé, je n'ai pas voulu tenir un discours sous-régional.

Pino Carlino — Moi non plus, j'ai fait un constat.

Jacques Fostier — Je dis qu'on ne peut assurer l'unité et la cohérence wallonnes que si on respecte toutes les régions, et qu'on a pas l'impression qu'il y a, en Wallonie même, des régions dominées et des régions dominantes.

Jules Vercaigne — Prenons l'exemple du TAU (1), qui a soulevé des polémiques entre Mons et Liège. Pourquoi un outil pareil ne pourrait-il pas exister dans les deux entités ? Il faut cesser de jalouser chaque fois que les autres ont quelque chose. Essayons d'augmenter nos poids spécifiques par une série de mesures qui empêchent, par exemple, l'exode de nos populations — parce que, là, notre responsabilité est directement en cause. On a parlé tout à l'heure de la différence entre la formation et les emplois salariés réels, mais il faut tenir compte aussi des navetteurs, parce que nos bons ouvriers vont maintenant travailler ailleurs.

QUELLE PLANIFICATION ? QUEL CONTROLE ?

François Collette — Je veux dire que dans la mesure où il y a un éparpillement de la décision politique (Etat, Région, Communauté), il faudrait au moins que l'ensemble des forces de la région crée une espèce de centre de planification, où on ferait l'inventaire de toutes les ressources qui existent à Mons et dans le Borinage. Ce centre poserait au pouvoir national et au pouvoir régional des exigences quant à la forme qu'il voudrait donner aux investissements dans notre région : ne plus être tributaire d'eux. Cela ne veut pas dire faire la guerre aux autres; cela veut dire avoir notre part et décider nous-mêmes de son affectation.

CM — D'accord sur ce qui a été dit sur la reconversion du Borinage depuis la fermeture des charbonnages : l'ouverture de la confection, le développement de Salik, Farah, du travail féminin en général. Mettre des femmes au travail assez massivement, c'est déjà en soi un phénomène de reconversion. D'accord sur le rôle joué par les multinationales dans le cadre de l'infrastructure fournie par l'IDEA, gracieusement le plus souvent, sinon tout le temps, et par les lois d'expansion économique, qui ont été aussi complètement détournées pour ce capital multinational. Le capital national, lui aussi, s'est comporté de la même manière, se multinationalisant. Quand on voit des entreprises comme Belref, par exemple, qui sont majoritairement dominées par un holding qui est la SGB et que la structure financière de ces entreprises est assurée par la banque qui fait partie du holding, à ce moment-là, où est encore le pouvoir de décision ? Aux Câbleries de Dour, c'est à peu près le même problème; de même à la Carbochimique. A partir de ce moment, quelle est encore la maîtrise que des forces économiques et politiques d'une région peuvent avoir sur leur développement industriel ?

Jules Vercaigne — Elles pourraient l'avoir, à condition que les 300 milliards qui sont dispensés chaque année, sous formes multiples d'aides aux entreprises, soient orientées différemment. Jusqu'à présent, on octroie des aides à l'infini, sans contrôle, sans s'interroger sur les répercussions sur l'emploi. Et là, c'est le problème du contrôle de l'affectation des deniers publics qui est posé.

François Collette — Cela pose évidemment le problème du crédit. On a une seule institution de crédit purement locale, le Crédit commercial de Mons, mais c'est une banque subsidiaire, ce qui signifie qu'elle n'a pas les reins suffisamment solides pour investir dans les gros machins. Dans ce système, la vulnérabilité tient en fait à la dimension de entreprises : plus elles sont importantes,

(1) Transport Automatisé Urbain.

plus elles sont vulnérables; s'il y a un retrait d'un grand groupe financier, du jour au lendemain, cela fait des pans entiers qui disparaissent.

Jules Vercaigne — Je crois que c'est plutôt l'inverse : plus une entreprise est importante, moins elle est vulnérable — même s'il y a une série de secteurs traditionnels en difficulté maintenant. L'aide publique va plus volontiers vers les grandes entreprises que vers les PME.

François Collette — Oui, mais la vulnérabilité est aussi fonction des besoins auxquels répond l'entreprise de la région. C'est notamment le problème de la chimie lourde qui est installée ici : les entreprises sont des relais entre des investissements de matière première de l'étranger et des exportations de produits demi-finis vers d'autres pays. On est ainsi vraiment dans une position où on est strictement interchangeable ! Une institution de crédit qui serait sous-régionale aurait quand même intérêt à garder ses billes dans cette région-ci.

Jacques Fostier — Quand Jules dit qu'il voudrait mieux investir dans les neuf les 300 milliards que l'on claque pour sauver les secteurs traditionnels, c'est une question très difficile. Nous aussi au syndicat, nous sommes conduits à réclamer ces aides, pour défendre l'emploi des travailleurs, même si on sait très bien que ce n'est que du bois de rallonge pour quelques années, voire pour quelques mois — et nous le ferons encore : c'est aussi cela la situation sociale ! On ne règle pas un mécanisme économique de manière purement théorique. En plus, on ne crée pas une économie régionale sans pôle hégémonique. Une économie, c'est un tissu industriel, et un ensemble de PME ne vivent pas s'il n'y a pas l'un ou l'autre pôle attractif dominant. C'est le drame du Borinage actuellement. Par ailleurs, quand on parle de capitalisme international, j'ai peur que cela nous entraîne à constater que des tas de phénomènes nous échappent et qu'on ne peut rien faire. Il y a des choses qu'on peut faire, à condition qu'on accepte la notion de risque. A partir du moment où l'on veut baser la reconversion sur nos propres forces, il faut accepter l'échec, et l'idée qu'on va commencer par faire de petites choses et que les petites choses sont importantes. Je crois aussi qu'il ne faut pas négliger les investissements étrangers, même si on les sait éphémères et intéressés, à condition de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier et de faire simultanément, des efforts régionaux de reconversion interne. Je crois pouvoir dire d'ailleurs que dans le Borinage il y a des choses qui se passent depuis quelques années : l'eau chaude thermale de Saint-Ghislain, ça n'a rien de spectaculaire, mais on en fait quelque chose ! La gare autoroutière d'Houdeng, elle se construit ! On expérimente à Ghlin la fameuse chaudière économisatrice d'énergie ! L'élaboration et la production de produits maraichers en serres s'installe ! C'est lent, mais si on est honnête, il faut accepter la notion de lenteur et la notion de risque et d'échec.

CM — Il a été question de consensus. Des consensus, cela peut aller dans tous les sens; des expériences pratiques ont été faites, notamment avec les forces vives. Il y a eu un peu de ça dans notre région, mais beaucoup plus, par exemple, à Charleroi. Qu'en pensez-vous ?

« FORCES VIVES »

Pino Carlino — Pour aborder l'expérience des forces vives, je pense qu'il n'y a pas d'espoir s'il n'y a pas prise en main et développement des potentialités existantes. J'entends par forces vives les organisations syndicales, patronales, politiques, les institutions de type économique comme l'IDEA, de type universitaire comme l'INISMA. Il faut partir de ce qui existe et essayer de créer un partenariat associatif qui mette ensemble tout qui souhaite participer à une entreprise de renouveau économique. Ce type d'association de forces vives doit

immanquablement déboucher sur la création d'un centre de planification et de développement. Je crois aussi qu'il n'y a pas de développement s'il n'y a pas un pôle porteur et un des atouts de la sous-région pourrait être les matériaux composites, pour lesquels il existe un embryon de secteur industriel (Belref) et de recherche universitaire (INISMA).

Jules Vercaigne — J'ai une expérience d'un lieu de rencontre entre des gens d'opinions les plus diverses, le Front des parlementaires. Au bout de deux ans, j'ai constaté qu'on passait plus de temps à intriguer pour essayer de rafler à une autre sous-région une petite miette de retombées économiques, plutôt que de réellement essayer de faire quelque chose en mettant les forces en commun. Cette politique du consensus nous mène dans une voie sans issue. On ne peut pas sans arrêt sauter d'un cheval à l'autre. On avait une idée qui était riche d'avenir pour notre sous-région : l'initiative industrielle publique. Maintenant, on en parle un peu moins par ce que les forces de gauche sont dans l'opposition, mais déjà avant, il n'y avait pas tellement d'initiatives : c'était toujours venir en aide aux canards boîteux. Je ne suis pas pour qu'on laisse tomber les canards boîteux, mais cela ne veut pas dire qu'il faut octroyer des aides à fonds perdus, sans critères...

On a parlé des usines chimiques : le plus bel exemple, c'était la raffinerie de Feluy; il n'y avait pas d'interconnexion entre toutes ces entreprises ! L'entreprise voisine ne se servait même pas des matières premières que l'entreprise de Feluy pouvait fournir. Je crois que c'est plutôt des synergies entre entreprises chimiques qu'il faudrait rechercher au sein des sous-régions. Mais pour ça, la pratique du consensus n'a rien apporté, ni à Charleroi, où elle s'est fortement développée, ni même à Liège (l'opération TAU, c'est un fiasco). Pour réaliser une planification, il faut un projet. le patronat est démissionnaire, c'est vrai. Alors, comment peut-on espérer que ce projet sorte d'un milieu où on lui fait la part belle, et où les intérêts sont divergents. Cela élimine la possibilité d'un consensus entre représentants du monde du travail. Ce consensus-là, on peut en attendre beaucoup plus.

Il faut partir d'une politique des besoins et orienter nos recherches vers des choses simples à réaliser. Les gens ont le droit de vivre dans un logement décent, adapté aux conditions modernes : or, plus de 50 % du logement, dans notre région, date d'avant la guerre de 14, et beaucoup sont améliorables. Les hommes de la région, peu ou pas scolarisés, pourraient travailler rapidement — sans pour autant qu'on doive construire des usines. Alors, peut-être qu'en remobilisant les moyens existants (j'ai parlé des 300 milliards tout à l'heure), on pourrait mettre au travail beaucoup de gens, avec beaucoup d'effets induits. D'autre part, cela améliorerait les conditions de vie des gens, leur état sanitaire, leur joie de vivre. Bien sûr, les grosses difficultés, c'est comment mobiliser les capitaux, mais là, c'est politique : essayons de dégager une majorité dans le futur pour mobiliser ces capitaux.

François Collette — Je crois que ce qui est important, c'est qu'il y ait une structure politique, parce qu'il me semble que, dans la société actuelle — avec, d'une part, un Etat-providence essoufflé qui laisse les gens en attente d'une solution et, d'autre part, le libéralisme exacerbé où c'est le chacun pour soi — il n'y a plus de mécanisme de rencontre des préoccupations individuelles, un lieu de débat où les gens peuvent comprendre que de leurs comportements de tous les jours dépend éventuellement la santé de leur région. Dans l'état d'atomisation et de morcellement de la responsabilité individuelle des citoyens, des campagnes comme « achetez wallon » se heurtent à des difficultés psychologiques. Sans une structure politique, où le débat se fait avec la plus grande transparence, les gens ne peuvent pas prendre conscience des enjeux qui sont en cause. Mais dans l'état actuel de choses, il n'est pas possible de créer une telle structure

politique et c'est la raison pour laquelle on avait proposé, il y a un certain temps, une commission de planification sous-régionale qui doit faire un travail scientifique et économique cohérents et un travail de sensibilisation, pour que les gens se rendent compte qu'ils peuvent faire des choix dans leur manière de consommer, qui vont avoir une influence sur leur emploi régional. Dans une économie fédéraliste, on définit la planification à deux niveaux : il y a la planification impérative, qui est la planification des besoins sociaux fondamentaux, et la planification indicative, qui consiste à informer sur les pôles et les entreprises existantes, à créer des synergies en amont et en aval, elle doit répondre aux besoins sous-régionaux et, par là, s'assurer une pérennité; elle doit investir la secteur de l'énergie, avec la géothermie qui est et restera relativement marginale mais qui peut être exportée, l'énergie solaire et éolienne, qui peuvent aussi être exportées vers des pays où leur rentabilité sera supérieure. Il y a aussi le logement, le transport, mais surtout le secteur agro-alimentaire : il faut créer les maillons qui manquent dans la chaîne alimentaire, entre la production et la consommation. Mais ce n'est évidemment pas en amenant Ovobel et ses 3 millions de poudeuses et 3 milliards d'œufs par an, que l'on va résoudre la question de la chaîne alimentaire. Au contraire, cela va rétrécir la possibilité des agriculteurs de chez nous de produire et d'écouler leur production.

Pino Carlino — Je crois aussi qu'en matière agro-alimentaire il y a intérêt à avoir une production locale, si l'on veut avoir prise sur ce qui fait la plus-value dans le secteur. Or, la production locale est nulle dans la région (à part les betteraves). Cela veut dire qu'il est important — et c'est là le sens du projet « halles de Jemappes » (2) de créer un outil de distribution et de commercialisation, capable de susciter des vocations au niveau de la production, provoquer des initiatives de transformation des productions locales. Mais pour pouvoir faire cela, il faut absolument qu'il y ait relance de la production, mais aussi diversification. Je pense aussi qu'on doit être lucide et se dire qu'il n'y a pas moyen de créer des emplois de façon élastique dans les créneaux qui ont été abordés jusqu'ici. Il y a des besoins qui sont, à un moment donné, couverts et, malheureusement, il y a des soldes négatifs, des gens qui n'ont pas de travail. Nous pensons donc à la CSC que l'initiative industrielle publique devrait aussi viser des secteurs non marchands tels que l'éducation permanente et l'animation socio-culturelle, où un certain nombre d'emplois pourraient être créés. Je suis convaincu qu'il faut agir sur tous les fronts — à la fois le social, l'industriel, le culturel...

LE RÔLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Jacques Fostier — Je ne voudrais pas entamer ici un débat sur Ovobel, parce que je ne connais pas tout le dossier, mais je ne suis pas d'accord avec F. Collette quand il dit que la production d'Ovobel risque de concurrencer la production des petits fermiers de la région. Je crois plutôt que cela fait partie de la volonté de recréer un pôle dans le secteur agro-alimentaire et de diversifier ce secteur. Le problème c'est qu'il faut que tout s'intègre dans une espèce de planification sous-régionale. Mais il ne faut pas croire non plus que cela viendra d'un seul côté : il faut accepter qu'il y ait une diversité, une complémentarité des reconversions — à la fois des petites, des moyennes et, pourquoi pas, des grandes entreprises, à la fois des investissements étrangers et locaux. Quant au secteur non marchand, j'ai des doutes à ce sujet. Mais je crois qu'il y a une dynamique que l'on a très peu utilisée dans la région et qui se base sur le secteur industriel traditionnel : il faut faire jouer aux représentants syndicaux, aux travailleurs dans les entreprises, un rôle économique dynamique. On a l'image des Comités d'entreprise qui n'interviennent que dans le cas d'une réunion que le patron a

(2) Projet consistant à installer dans les bâtiments laissés vides par la fermeture des Laminoirs de Jemappes des halles commerciales.

convoquée d'urgence et de manière extraordinaire, pour annoncer la faillite — mais il y a tout un travail à faire avant ! Les travailleurs, à travers leurs délégations syndicales, ont un rôle à jouer : pousser les patrons à faire des recherches, à innover, à établir des liaisons d'entreprise à entreprise, à partir d'une espèce de commission de planification sous-régionale (dont F. Collette a parlé), qui pourrait être — revue et corrigée — l'IDEA. Attention, je ne crois pas que l'on va créer ainsi, subitement, 10.000 emplois en deux ans; mais, au moins, on ferait prendre conscience à la région de ses potentialités. Il faut montrer que des choses sont possibles, même des petites choses : montrer ce qui se fait à partir de l'eau chaude à Saint-Ghislain par exemple (on alimente maintenant tout un réseau de chauffage à Saint-Ghislain, les serres sont construites, elles vont bientôt commencer à produire); cela ne pas pas créer 2.000 emplois, mais c'est important dans le moral d'une région, pour montrer qu'on doit se serrer les coudes autour de choses comme celles-là. Je ne suis pas un apôtre du consensus, qui est pour moi un processus conflictuel : on va continuer à se bagarrer, parce que les intérêts sont divergents, mais on a des intérêts communs. Je prête au mot « consensus » l'idée de démocratisation : chacun a son mot à dire dans les décisions économiques et les travailleurs ont un rôle fondamental à jouer à partir des cas qu'ils connaissent, de leurs qualifications et savoir-faire.

CM — C'est ça la formation d'une classe dirigeante ?

Jacques Fostier — Mais l'autogestion, c'est peut-être cela !

Jules Vercaigne — C'est vrai qu'on a appris pendant trop longtemps aux délégués syndicaux à n'être que revendicatifs, et là les organisations syndicales sont directement en cause : elles devraient donner une formation économique plus poussée à leurs délégués, pour qu'ils puissent comprendre dans quelle structure ils fonctionnent et, ainsi, intervenir plus valablement dans les Conseils d'entreprise et autres instances paritaires, revalorisées par la loi ces derniers temps. Je me souviens de la faillite d'*Henricot*, c'était dramatique : les délégués syndicaux étaient complètement désemparés, ils ne savaient pas qui détenait quoi, qui était même leur actionnaire principal. Il faut éviter que de telles choses se reproduisent; les organisations syndicales doivent organiser des cours de formation autrement orientés. Les travailleurs devraient ainsi mieux connaître leur entreprise, le secteur dans lequel ils travaillent, de manière à pouvoir éventuellement agiter des clignotants en cas de problèmes, dont les experts syndicaux, à un niveau plus élevé, pourraient alors s'emparer.

Pino Carlino — Je ne veux pas couper des espoirs par rapport à ce qui vient d'être dit mais dans les entreprises de la sous-région où ce travail serait possible, la capacité d'influence et d'action est relativement réduite. Dans une entreprise comme *Aleurop*, par exemple, les lieux de décision concernant la politique économique et d'investissements de l'entreprise sont éloignés : le PDG de la boîte reçoit des télex et sa marge de manœuvre est extrêmement réduite. Cela n'empêche que les entreprises sont effectivement les lieux où on peut trouver des initiatives de synergie. On peut citer le cas d'*Usiflex*, qui vient de se créer, et dont les produits ont comme débouché unique *Caterpillar* qui au lieu de se fournir en Angleterre pour ses carcasses de bull, va les acheter chez *Usiflex*. Il faut donc essayer d'identifier les petits créneaux sur lesquels il est possible de bâtir quelques emplois, le travail des délégués syndicaux dans les entreprises pourrait être aussi celui-là.

Jacques Fostier — C'est vrai que le syndicat n'est représenté que dans les grosses entreprises (il y a un CE pour 100 travailleurs) et les grosses entreprises sont le plus souvent des filiales de multinationales. Donc, Pino a raison, mais j'ai dit qu'il fallait relier le travail syndical à des lieux de planification régionale (IDEA, Région wallonne, SRIW), pour créer les synergies possibles. Il faut organi-

ser des informations simultanées, réciproques, à partir des entreprises. Deuxièmement, pour parvenir à une mobilisation de l'ensemble des forces vives, il faut faire intervenir les syndicats y compris et surtout dans les PME, c'est-à-dire, là où il est possible d'intervenir, parce que ce sont ces entreprises qui constituent le tissu régional : c'est là qu'il faut déceler les potentialités et forcer à la recherche, la diversification, l'innovation.

François Collette — Effectivement, la reconversion passe par les indépendants et les PME où, généralement, le syndicat est persona non grata, dans la mesure où le syndicat n'a pas encore fait la démarche d'être lui-même un promoteur (mais j'entends que la démarche est en gestation). Je suis le seul non syndicaliste et non syndiqué autour de la table et je crois que cette reconversion syndicale est une nécessité absolue dans l'état actuel des choses. Je pense que la Cellule de reconversion est, dans ce sens, une excellente initiative, parce qu'elle permet aux gens de réaliser qu'il n'est peut-être pas si difficile de créer son entreprise, pour autant que l'on maîtrise bien une technique et que l'on ait un minimum de connaissances en ce qui concerne les rouages économiques, la comptabilité, la finance — toutes connaissances qui devraient faire partie de nos programmes scolaires. Mais c'est pas pour rien qu'ils sont dépourvus de toute référence à la gestion des choses, c'est-à-dire à l'autogestion, puisque c'est de cela qu'il s'agit. L'autogestion, elle commence par l'autogestion de soi.

Jules Vercaigne — Cela postule quand même un changement radical de la mentalité des banques qui, la plupart du temps, asphyxient les indépendants qui ont une idée.

Pino Carlino — Pour dépasser ce problème, il faudrait créer un holding, par exemple un « Borinage invest », qui permettrait précisément ce type de création d'emplois. Je pense que, lorsqu'un projet est bien ficelé, qu'il présente des garanties du point de vue de la gestion, ce n'est pas impossible de trouver de l'argent mais cela demande des énergies folles. Il faudrait donc créer un instrument qui accompagne les idées de création d'emplois sur le champ de la faisabilité humaine, économique, technique et financière de ces projets — et les deux organisations syndicales sont relativement préoccupées par la création d'un tel instrument.

CM — Beaucoup de choses ont été dites jusqu'à présent, mais je suis frappé par l'insistance mise à répéter l'intérêt qu'on trouve à de petits projets, porteurs de quelques emplois, alors que les pertes d'emplois, notamment sous l'effet de l'introduction des nouvelles technologies, se chiffrent par milliers. Est-il vraiment utopique d'imaginer de grands projets, aussi en nombre d'emplois ?

François Collette — Cette modernisation est nécessaire. Ce sont des moyens et des techniques qui permettent à des entreprises de survivre là où elles n'arrivaient plus parce que la rentabilité du travail répétitif manuel était absolument insuffisante. Mais cela entraîne évidemment en même temps des conséquences sur le plan emplois. Je ne suis pas un défenseur du travail de 40 heures pour tout le monde : je crois que le problème qui se pose est de mettre en concordance la création globale des richesses et la distribution globale des richesses, d'une part et, d'autre part, l'utilité sociale de ceux qui travaillent et l'utilité sociale de ceux qui sont sans travail. On entame là un débat culturel. Pour en revenir aux technologies nouvelles, je pense que notre société n'est pas armée pour prendre en charge la grande production. Notre pays a les cerveaux nécessaires pour travailler les logiciels mais la situation est telle que nous ne pouvons prendre en charge la production de matériel informatique : un Zénith, fabriqué à Hong Kong, coûtera quatre fois moins cher. C'est vrai qu'on est un peu misérabiliste dans nos discours, mais je ne vois pas la possibilité de créer, dans notre région, une filière de production dans les technologies nouvelles.

Jules Vercaigne — Ce n'est pas totalement infaisable, à condition toutefois de mettre en branle un certain nombre de mécanismes. Je pense, par exemple, à la RTT, qui passe toutes ses commandes à Bell, ATEA, etc. Or, il est possible, avec le laboratoire de la RTT, de fabriquer des choses et de les exporter. Cela existe aux Chemins de fer où l'atelier de Bascoup fabrique des cœurs de croisement vendus partout dans le monde. Au lieu de remettre toujours des commandes à des entreprises privées dont la recherche se fait aux USA, pourquoi ne pas valoriser les embryons de recherche qui existent dans nos entreprises publiques ? Il y a des besoins énormes : 50 % des logements du Borinage ne sont pas raccordés au téléphone. Est-ce utopique d'imaginer que 80 % d'entre eux pourraient d'ici l'an 2000, être raccordés ?

François Collette — Mais on est déjà en retard d'une guerre ! On devrait déjà être au Minitel !

VALORISER LA RECHERCHE PUBLIQUE

Pino Carlino — Je suis d'accord avec F. Collette quand il dit que cette position avait tout son sens il y a 15 ans, mais plus aujourd'hui : un Français a inventé un appareil avec signal infra-rouge, avec lequel chacun peut, à l'aide d'une carte magnétique, avoir accès à un téléphone à tous les coins de rue. Cela demanderait des investissements moins importants que ceux demandés par l'implantation d'un téléphone dans toutes les maisons. D'un autre côté, quand nous prenons conscience d'une possibilité de réorientation économique, la décision politique — qui consisterait à permettre au secteur public d'être sur des marchés concurrentiels — ne suit pas et les créneaux qui peuvent être intéressants sont, au contraire, privatisés. On est donc obligés de nous cantonner actuellement dans ce qui est possible et de faire pour l'instant notre deuil des grands rêves — « les grandes entreprises qui viendraient créer un nombre important d'emplois ». Le but de la démarche que nous poursuivons en ce moment est plutôt de focaliser, autour du front commun syndical, les forces qui veulent être associées à l'exploitation des multiples petites filières, en valorisant les réussites, si petites soient-elles. Il y a aussi une reconversion en cours, dans le chef des organisations syndicales, qui veulent être les moteurs d'actions qui visent à entreprendre à tous les niveaux, en sachant que c'est par petits apports multiples que le renouveau passe. Mais souvent, on est amenés à devoir choisir entre la peste et le choléra : si on refuse *Ovobel*, c'est 300 emplois en moins, si on refuse les développements de la *Cimenterie d'Obourg*, c'est des perspectives de développement en moins; on se trouve toujours coincé entre les choix d'environnement, de qualité de vie et d'investissements.

Jules Vercaigne — Il faut aussi avoir une vision wallonne des problèmes, car les intérêts sont fort interpénétrés : dans le secteur de la cimenterie, on désinvestit dans le Tournaisis, on choisit la voie sèche, on ferme Thieu...

Jacques Fostier — Par rapport à ce qu'a dit Pino, je ne crois pas qu'on doive faire le deuil de ces grandes entreprises, de l'appel à un développement plus grandiose, mais quand on aborde cela, on se cantonne dans l'affirmation de grands principes : on veut une autre politique industrielle, on veut une initiative industrielle publique on veut récupérer une partie de la fraude fiscale pour investir, on veut qu'on renonce aux aides aveugles. Bref, on désire avoir un développement plus maîtrisé par la collectivité. Mais cela reste des grands principes et on en vient à lancer des appels à la volonté politique, à la cohésion politique. On en revient au départ de notre débat : c'est un problème de volonté politique, qui doit imposer au patronat, aux banques, au capital, une autre logique.

François Collette — Au sujet de l'initiative industrielle publique, j'estime qu'elle doit, dans l'avenir, changer de cap. Dans le cas de la planification impé-

rative (besoins primordiaux), je suis d'accord qu'un holding public vienne apporter de l'argent; mais pour la planification indicative (qui concerne des entreprises qui ne répondent pas à des nécessités régionales vitales), nous sommes partisans à Ecolo d'un système contractuel : il s'agirait d'un financement, dans un cadre contractuel, à bon marché, établi sur base de garanties. Il ne faut plus que les pouvoirs publics supportent les canards boiteux, il faut montrer un minimum de bon sens et de respect pour les gens qui financent de telles opérations, c'est-à-dire tous ceux qui paient leurs impôts.

CM — On a essentiellement développé des idées au départ des besoins de la région, en matière d'habitat, d'agriculture, etc. Mais très peu de choses ont été dites à propos de l'exportation. N'y a-t-il aucune perspective dans le sens des rapports Nord/Sud ? Il y a un nombre considérable de besoins dans le tiers monde : est-ce qu'il n'est pas possible de travailler en liaison directe avec les pays en voie de développement ?

François Collette — J'ai dit tout à l'heure que les technologies que l'on pouvait mettre au point pour satisfaire nos besoins, si elles sont vraiment inventives, seraient exportables. Mais cela, à condition d'avoir des crédits, qui pour l'instant sont insignifiants. Je pense, par exemple, à la production combinée chaleur-électricité à partir du solaire, où l'on manque de crédits pour la recherche, pour en augmenter le rendement. Donc ce n'est pas contradictoire : tout ce que nous ferons de bien pour nous sera bon pour les autres.

Jacques Fostier — Au niveau de l'exportation, une filière est ouverte avec la création de Socopex (épuration des eaux, géothermie, etc.). Une mission au Sénégal vient d'ailleurs de décrocher un contrat pour la construction d'une cité d'habitations sociales où ils vont mettre à profit leur expérience en matière d'épuration, de géothermie, etc.

le borinage bibliographie sommaire

- | | |
|---------------------------------|--|
| Jean Puissant | L'évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage (édité sous l'égide de l'Académie royale de Belgique, Bruxelles, 1982). |
| Jean Puissant | Le Catéchisme du Peuple de Defuisseaux, <i>Cahiers marxistes</i> 1979 - n° 43 et n° 44. |
| Louise Henneaux-Depooter | Misères et luttes sociales dans le Hainaut (1860-1869) Bruxelles 1959 |
| Achille Delattre | Histoire de nos corons 1939-1953 |
| Claude Renard | La conquête du suffrage universel - Editions de la FJJ - Bruxelles 1966 |
| Guillaume Jacquemyns | La vie sociale dans le Borinage houiller - Bruxelles 1939 |
| Constant Malva | Ma nuit au jour le jour - Journal d'une année de travail - Bruxelles 1953 - Réédité par Maspero, Paris 1978 |
| Constant Malva | lire dans les <i>CM</i> de février-mars 1983 le commentaire de Paul Aron sur La correspondance de C. Malva |

avortement : faire éclater les chapelles

agnès couez
myriam van sinoy

Octobre 82, des condamnations de médecins pour fait d'avortement sont imminentes. La commission du travail des femmes FGTB de Mons-Borinage lance un appel à la reconstitution, dans la région, d'un comité pour la dépénalisation de l'avortement. Une association de ce type a déjà existé quelques années auparavant. Dès la première réunion, il apparaît que seuls sont présents les groupes, les partis traditionnellement favorables à la dépénalisation et que remettre sur pied un tel comité n'ouvrira pas la discussion dans les milieux habituellement décrits comme hostiles à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Aussi, cette remise sur pied est abandonnée au profit de la constitution d'un groupe pluraliste de réflexion. On parvient ainsi à réunir autour d'une table tant des individus confrontés au problème dans leurs activités professionnelles que des militant(e)s FGTB, des Femmes Prévoyantes Socialistes, de Vie Féminine, d'Ecolo, du PCB, des Jeunes PSC, d'Infor-Jeunes, des plannings familiaux (de tendance laïque comme de tendance chrétienne), du Théâtre des Rues.

Dès janvier 83, le groupe présente ses positions dans une brochure qu'il diffuse lors d'une conférence de presse. Un double consensus apparaît : d'une part, il est inacceptable que, dans un seul arrondissement du royaume, la Justice choisisse, à titre d'exemple, quelques cas et que par ailleurs, elle laisse pratiquer des avortements en grand nombre dans des structures hospitalières et extra-hospitalières; d'autre part, il est injuste que des lois concernant la contraception, l'éducation sexuelle et les filiations soient bloquées parce que ces sujets sont globalement liés à l'avortement. Par contre, concernant la dépénalisation, il n'y a pas de position unanime. La brochure du groupe, présentée à la conférence de presse, commence d'ailleurs par ces quelques lignes : « Nous ne sommes pas "pour l'avortement" mais alors que certains d'entre nous réclament sa dépénalisation totale, d'autres ne la souhaitent pas ou s'interrogent... ». L'objectif du groupe est de susciter le débat sur la parenté responsable partout où c'est possible. Les rencontres se multiplient : avec la Ligue des Familles, avec un groupe de base de Vie Féminine, avec des étudiants de l'école sociale, avec un groupe des Jeunes Socialistes...

Et après un an et demi de travail, on fait le point en octobre 84. Avec une satisfaction légitime que la modestie ne masque pas. Que de chemin parcouru en deux ans ! Le groupe revendique aujourd'hui le libre choix de la femme confrontée à une grossesse non désirée. La réflexion du groupe a été collective, et son pluralisme a permis un cheminement dans le respect de l'échelle des valeurs de chacun vers une meilleure connaissance de l'autre.

A l'heure où paraissent ces lignes, un procès est ouvert au Tribunal de Mons contre deux médecins ayant pratiqué des IVG au Centre hospitalier du Tivoli (La Louvière). Le groupe IVG soutient les inculpés et popularise le projet de loi Lallemand-Herman-Michielsen, jugé à même de faire sortir de l'impasse actuelle — même s'il ne dépénalise pas l'avortement.

La formation d'un groupe pluraliste n'est sans doute pas unique en Belgique. Sa spécificité est liée aux rapports politiques régionaux, et plonge ses racines dans les efforts déjà anciens pour liquider les drames de l'avortement clandestin.

Déjà en janvier 73, l'opinion publique montoise/boraine avait réagi très vivement à l'incarcération du Dr. Peers, émue par la révélation d'un décalage entre la législation sur l'avortement et la réalité sociale. Un comité de soutien s'était rapidement mis sur pied, sur base d'un regroupement d'individus, d'associations et de partis de tendance laïque, parmi lesquels il faut citer le planning familial de Mons, l'un des plus anciens de Belgique. Ce centre a développé un important travail d'éducation sexuelle dans les écoles de la région, par le biais du cours de morale. D'autre part, et dès avril 73, on pratiqua des interruptions de grossesse à la clinique Louis Caty de Baudour, et quelques mois plus tard à l'hôpital Saint-Georges de Mons. Ces deux hôpitaux rencontrent rapidement la demande, ce qui explique probablement l'absence de structure extra-hospitalière au Borinage.

1976 est l'année qui voit la commission des problèmes éthiques déposer les fameux rapports des douze et des treize, et c'est aussi la fin d'une trêve judiciaire de 3 ans : des médecins sont à nouveau inculpés, et un comité pour la dépénalisation de l'avortement se constitue, comme un peu partout dans le pays. Recommence alors un long travail de sensibilisation et de mobilisation à partir du film « Histoire d'A », dans la perspective d'une manifestation nationale qui sera un succès de foule. Au fil des ans, des propositions de lois sur l'avortement sont déposées tandis que des manifestations de rue se succèdent. Pourtant rien ne change au niveau législatif. Par contre, les poursuites s'intensifient pour aboutir en 82 aux premières condamnations.

Le Borinage ne prétend évidemment pas au monopole des comités Peers, des plannings familiaux, des comités pour la dépénalisation de l'avortement; si un élément de cette lutte des femmes pour la maîtrise de leur maternité est original, il s'agit sans doute du comité de réflexion pluraliste évoqué en début d'article. Nous pensons que sa formation n'est pas fortuite. Les gens qui l'ont créé ne se sont pas rencontrés pour la première fois sur le terrain de l'avortement. Autour et alentour de l'UDP, ils avaient pris l'habitude de confronter leurs pratiques et l'élaborer des projets en commun : il est plus facile de discuter « éthique » avec des chrétiens quand on a déjà lutté ensemble contre des fermetures d'usine, quand on a exprimé ensemble sa solidarité internationale, quand on a connu les problèmes de l'élargissement de la démocratie communale... Le clivage privé/politique tend alors à l'estomper, et il est possible d'aborder aussi la transformation de la vie privée.

zarzetapie en wallifornie

par le mineur

Les lecteurs des CM ne sont peut-être pas tous des passionnés de foot. Tant pis pour eux, mais qu'à cela ne tienne... Il n'est jamais trop tard.

Car quand l'odyssée d'une petite équipe de troisième division crée l'événement en parvenant en demi-finale de la coupe de Belgique, méconnaître le fait relève de l'inculture. Et qui plus est, quand l'équipe est boraine...

Les Francs-Borains, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, ont réussi cette année à susciter un engouement populaire peu banal. Unanimité autour d'un projet ambitieux, magie de l'appellation.

Et si l'aventure de cette équipe préfigurait mythiquement la relève du Borinage ? Certains y croient. Jean Zarzecki, le président du Club est de ceux-là. Cet industriel capitaliste, n'hésitant pas à commercer avec sa Pologne d'origine, tenait récemment une conférence de presse sur l'avenir de son club... et de sa région d'adoption.

Petites maisons de brique, usines abandonnées. Toux, crachements, jambes arquées, dos voûtés. Les palissades portent des inscriptions « Forza Italia », « Viva la Juve ». Nous sommes en Italoborinage. Culture régionale passéiste. Les enfants des écoles visitent en groupes les charbonnages. Stades sportifs au pied des terrils où paissent moutons et chèvres. Nous entrons dans le local des Francs-Borains, café oblong, enfumé. Conférence de presse du président, Jean Zarzecki. L'homme d'abord : costume noir, cravate, comme on n'en fait plus, sauf dans le nord de la France, tout droit sorti d'un roman de Plisnier, « Mariages » plus exactement. La parole facile, Monsieur le Président, aimable, paternaliste, l'accent indéfinissable, un mot gentil pour chacun, le tutoiement rapide, pas fier pour un sou. Il tance et sermonne, main de fer dans un gant de velours et des ambitions : une école de jeunes, la construction de nouveaux terrains, la montée de l'équipe en division II, et pourquoi pas parmi l'élite.

Gestion dynamique, néolibérale, des idées et une stratégie : gestion club anglais, modèle Liverpool. Monsieur le Président voit grand, a des soucis pédagogiques et éducatifs. Visionnaire même : un stade de 12.000 places. Un sens moral aussi, comme un regret de n'avoir pas connu ce qu'il va offrir offrir aux jeunes de la région : la rage de vaincre et la possibilité de devenir un monsieur par le foot. On n'est pas fils d'immigré polonais pour rien, n'est-ce pas, Monsieur le Président. Mais le discours peut s'élever et quitter l'anecdote. « Ce qui se réalise avec le Club ? Aucun parti politique, aucune force syndicale n'a aujourd'hui ce pouvoir de sensibilisation et de mobilisation ». Le Borinage est une région pauvre et donc propice à un projet sportif et éducatif. Les gens



Les zèbres, de Michel Jamsin.

d'ici doivent prendre confiance en eux-mêmes et le renom du Club attirera les investissements.

Ma parole, Monsieur le Président, vous vous prenez pour Henri De Gorge (*) ! Les Francs-Borains, c'est le Grand Hornu reconstruit. Bernard Tapié et l'Olympic de Marseille, on connaît dans le coin. Le mécénat patronal aux vertus idéologiques n'est pas chose neuve dans les corons. En août, Robert Urbain inaugurera la saison : un match avec Anderlecht. Mazette ! quel coup de grisou dans la région. L'initiative privée, caritative et sociale avec la bénédiction de la Maison du Peuple, voilà ce qui relancera l'économie... Au secours, camarades, le 19^e siècle revient.

Rues pavées, jardins verts au pieds des terrils.

Toux, crachotements, dos voûtés, jambes arquées.

Le Noir. Silence, Defuisseaux !

La Rue des Usines s'appelle Rue du Stade.

(*) Fondateur du Grand-Hornu, cité ouvrière d'initiative patronale du XIX^e siècle.

Le POB face à la guerre 14-18 de Marcel LIEBMAN

Le second tome des « Socialistes belges » ne paraîtra pas.

Ravagé par le cancer, Marcel Liebman n'aura pu en rédiger qu'un seul chapitre. Il a légué ce chapitre — « Le POB face à la guerre 14-18 » — aux deux jeunes chercheurs qu'il avait chargé de l'aider dans ses recherches.

Soucieux de donner la résonance la plus large à ce texte, le dernier de Marcel Liebman, Jean-Michel De Waele et Pascal Delwit ont demandé à la Fondation Joseph Jacquemotte, aux Editions Vie Ouvrière et à la Revue nouvelle d'en assumer l'édition en commun.

La plaquette (illustrée) de 80 pages paraîtra dans le courant du mois de juin.

Prix de souscription : 150 F

Prix ordinaire : 195 F

Je soussigné(e)
adresse

déclare souscrire pour exemplaires
..... fois 150 F

de la plaquette « Les Socialistes belges - Le POB face à la guerre 14-18 » de Marcel Liebman — CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte, 1000 Bruxelles avec la mention « Liebman ».

Ce talon est à renvoyer à la FJJ, 40, rue des Foulons, 1000 Bruxelles.

la situation sociale au zaïre

isabelle jacquet *

INTRODUCTION

Les péripéties du DC 8 de la compagnie Air Zaïre, la brouille entre Léo Tindemans et les autorités zaïroises ont remis à la une de nos quotidiens le nom du Zaïre.

Dans les éditoriaux, les articles, il a été à nouveau question des « relations privilégiées » qui lient la Belgique à son ancienne colonie, et de l'état du thermomètre marquant la chaleur des relations belgo-zaïroises.

Cet « événement médiatique » n'a, pas plus que ceux qui l'ont précédé, réussi à faire sauter le verrou du silence sur la vie quotidienne du « Zaïrois moyen ».

En marge des analyses politiques et économiques, cet article a pour objectif de décrire **la vie quotidienne au Zaïre**.

Avant d'aborder le sujet, un point de méthodologie : la faiblesse numérique des documents, l'imprécision chronologique pourront étonner et même décevoir des lecteurs habitués à plus de rigueur. Je crois utile de préciser que cette « imprécision » est le résultat d'un choix.

Vouloir à toute force s'en tenir aux règles établies de l'étude scientifique pour rendre compte de la situation sociale d'un pays où la désorganisation et la gabegie sont un système de gouvernement, c'est se condamner au silence. En ce qui me concerne, je travaille avec les documents disponibles et pour le reste, je m'en reporte aux renseignements, aux analyses et aux documents produits par des individus courageux qui, au péril de leur sécurité, dénoncent la situation.

Les données, basées sur des témoignages et des documents, ont été rassemblées dans des rubriques différentes selon leur sujet, et dans

* Responsable du Centre Information et Développement à ITECO.

la mesure du possible, je me suis efforcée d'apporter des témoignages qui recouvrent l'ensemble des situations. Le Zaïre est un pays très vaste (2.345.409 km²), la population est estimée à \pm 30 millions d'habitants (dont \pm 600.000 non Zaïrois) (1).

Aussi, quel que soit le sujet de la vie quotidienne abordé, faudrait-il toujours préciser de quelle région, de quelle situation, il s'agit - grandes villes : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani; villes moyennes ou petits centres; périphéries; faubourgs éloignés; villages.

Il faut admettre que cette précision est rarement atteinte. Je mentionne ce fait car cette diversité et cette immensité sont des données du contexte zaïrois dont Mobutu et ses défenseurs jouent habilement.

Attaqués sur un point précis de politique ou de gestion, ils jouent très souvent la carte des « autres », de tout ce dont leurs détracteurs ne parlent pas.

Ainsi en est-il, par exemple, des opposants politiques qui sont ravalés au rang d'égarés dans la masse des Zaïrois qui, eux n'ont qu'à se féliciter des bienfaits du régime.

« Qu'est-ce qu'on vous dit?... Bah, ça va très mal. (...) C'est la misère, les gens sont faméliques. On gonfle et on exagère inutilement une situation donnée. Nos difficultés, je suis le premier à reconnaître que ce n'est pas facile, que c'est difficile et le peuple lui-même se rend compte que son Président qu'il a élu, je dis bien « qu'il a élu » ne dort pas, se dépense sans compter pour son bonheur, ça le peuple zaïrois le sait et ce peuple qu'on décrit de mille manières, de mille façons, il va se révolter contre ? Il n'en est pas question, ce n'est pas vrai. » (2)

« Aujourd'hui, les Zaïrois peuvent aller où ils veulent, ils sont partout chez eux. Eh bien, les gens savent que leur chef est le pacificateur, l'unificateur ! Alors, mon cher ami, je n'ai vraiment pas besoin de propagande. Au contraire, les gens chantent l'unificateur, ils applaudissent le pacificateur. Un point c'est tout ! » (3)

« Le Président Fondateur, comme vous tous, n'a qu'une tête, deux bras, deux yeux, deux jambes. Il ne peut pas tout faire, tout voir, tout entendre, en même temps et tout seul. » (4)

En ce qui concerne les interviews « d'auto-défense » accordées par Mobutu, il faut en noter la date : '79, '80, '81 sont des années où la

(1) Résultats préliminaires du recensement démographique (juillet 1984). Si on le compare aux prévisions faites en 1970 (31 millions en 1980), ce chiffre représente un déclin démographique très net qui est certainement en grande partie imputable « aux carences alimentaires conjuguées au déclin accentué de l'infrastructure médicale et curative ». « Du Congo au Zaïre », J. Vanderlinden -1980.

(2) « Face à la presse », 08.04.1979.

(3) Jeune Afrique n° 1129 et n° 1130, août 1979.

(4) Mobutu. Discours d'investiture, 05.12.1984.

somme des actions, menées tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Zaïre, avait mis Mobutu en mauvaise posture (mauvaise posture fort relative, puisqu'aussi bien il n'a jamais été « lâché » par ses commanditaires).

Il n'empêche que, de ses propres mots : « Depuis 1965, le septennat qui s'achève aura été pour moi le plus difficile de ma carrière politique (...). Jamais auparavant, notre pays n'a été soumis à une aussi virulente campagne d'intoxication et de désinformation que celle de ces sept dernières années. » (5)

Aujourd'hui, il faut reconnaître que le président Mobutu a très habilement réussi à restaurer son image de marque et qu'il y a longtemps qu'il ne s'est plus mis en position de devoir se justifier. Les cérémonies qui ont marqué le 25^e anniversaire de l'indépendance du pays en sont la preuve. Elles n'ont été troublées par aucune note discordante.

Passons maintenant à la présentation de la réalité.

SITUATION ALIMENTAIRE

Selon un rapport de la FAO, la dénutrition — définie comme un apport calorique de moitié inférieur au maintien du métabolisme basal — affecte 44 % de la population zaïroise (6).

Ce rapport révélait, entre autres, que l'écart entre le Zaïre et d'autres pays africains à statut économique équivalent tendait à croître et que le Zaïre serait ainsi le pays où l'apport protéique par personne serait le plus faible du monde.

En 1986, qu'en est-il ?

Les images de famine totale viennent évidemment relativiser ces propos. Elles ne proviennent pas du Zaïre.

Comment, dès lors, rendre compte de la pauvreté et de la misère nutritionnelle qui accablent la population zaïroise, principalement dans les centres urbains et leurs périphéries ?

Très concrètement cela signifie qu'en dehors des bébés au sein, toute la famille commence sa journée le ventre vide. Certains jours, on fait chauffer un peu d'eau que l'on « assaisonne » de pili-pili ou de thé, mais, dans les centres, le coût du bois de chauffage est devenu trop élevé pour se permettre « le luxe » de faire du feu deux fois par jour.

(5) Mobutu. « Bilan et perspectives ». Discours d'investiture prononcé au Palais du Peuple le 5 décembre 1984.

(6) Quatrième enquête mondiale sur l'alimentation - FAO Rome, 1977, cité par Haubert Maxime : « Politiques alimentaires et structures sociales en Afrique Noire ». IEDES. Collection Tiers Monde. PUF 1985.

Pour les sans-emplois et les enfants non scolarisés, la journée est consacrée à « se débrouiller » — recherche de petits travaux, commerce de mini-détail (1 cigarette, 2 allumettes, 3 cuillères d'huile...), chapardage, recours à la solidarité clanique — de façon à pouvoir manger en fin de journée.

Ceux qui ont une activité professionnelle sont aussi contraints de participer au marché de « l'article 15 », marché de la débrouillardise où les notions d'honnêteté, de conscience professionnelle, d'éthique commerciale n'ont pas cours.

« En 1975, mis à part les cadres, où les salaires couvraient presque 93 % des dépenses, on constate déjà que les salaires effectifs ne permettent aux différentes catégories sociales que de couvrir plus ou moins 50 % de leurs dépenses. Le salaire est une importante source de revenus en ville mais il n'est pas la seule. » (7)

Cette situation n'a évidemment fait qu'empirer avec la détérioration des termes de l'échange dans les marchés du pays.

« Pour la période allant de décembre 1960 à décembre 1973, et celle de décembre 1973 à décembre 1983, les prix de détail des biens de consommation courante aux marchés de Kinshasa ont augmenté en moyenne respectivement de 24 % et 60 % par an. Inversement, pour les mêmes périodes, l'index IRES du salaire réel minimum a diminué en moyenne de 7 % et 30 % par an, ce qui représente une diminution de 100 à 1 de décembre 1960 à nos jours. » (8)

Pour clarifier, voici quelques chiffres cités par Pierre D. en octobre 1984 :

« Le SMIG est fixé à 10 zaïres (9) par jour, soit 260 zaïres par mois. Le SMAG (salaire minimum agricole) est fixé à 6 z., soit 156 z. par mois (...). Actuellement, le sac de fufu coûte 800 zaïres. Comparons avec le SMIG. Donc, l'ouvrier zaïrois ne peut pas s'acheter un sac de fufu avec son salaire ». (*Nouvelles Congolaises* - octobre '84, n° 2).

Et le témoignage cité par « *Demain le Monde* » en janvier '85 : « A Goma, on me disait que le salaire moyen était de 200 zaïres par mois, alors qu'une ration familiale tout à fait modeste revient à 100 zaïres par jour et que les seuls charbons de bois nécessaires pour cuisiner coûtent à une famille de Goma 100 zaïres par semaine. »

Je pourrais multiplier les chiffres et les témoignages de ce type. Tous décrivent une situation « à la limite » où le problème quotidien est

(7) J. Hoyoux. « Kinshasa. Budgets ménagers et dépenses de logements ». Beau, juillet 1982.

(8) E. Potter d'Indoye. « La problématique de l'habitat urbain ». Zaïre Afrique n° 192, février 1985.

(9) En 1984 à Bruxelles, 100 zaïres s'échangeaient pour 62 francs belges (1 Z - 0,62 FB). D'autres estimations donnaient 1 Z - 1,5 FB.

la survie. Cette situation alimentaire est aggravée et ses effets multipliés par les conditions de l'habitat et de l'hygiène.

L'habitat et la vie quotidienne

Il y a au Zaïre, six à huit millions de citoyens répartis dans les centres de Kinshasa : 25 %, Lubumbashi (Shaba) : 20 %, Kananga (Kasaï Occidental) : 10 % et Kisangani (Haut Zaïre) : 10 % et 35 % dans les centres moins importants.

Les conditions de l'habitat sont très inégales. Des beaux quartiers avec des propriétés luxueuses, des cités « moyennes », les bidonvilles du centre et ceux de la périphérie. « Il est généralement admis, que pour les pays sous-développés, l'espace minimum vital soit entre 7 et 10 m² par personne » (10).

Les statistiques de 1984 pour quatre quartiers de la périphérie de Kinshasa sont les suivantes : Ngiri-Ngiri traditionnelle : 4,12 m²/personne, Ngiri-Ngiri moderne : 1,02 m²/personne, Funa : 4,27 m²/personne, et Ndjili : 4,41 m²/personne (11).

Ces données se passent de commentaires.

Il faut y ajouter les conditions déplorables en approvisionnement en eau et en électricité.

La société parastatale REGIDESO (Régie des eaux) dessert 55 agglomérations. Dans celles-ci, les 2/3 des habitants doivent s'approvisionner à des nappes souterraines, des sources ou des ruisseaux. **En 1974, on estimait que le quart de la population des villes avait accès à un robinet et que seuls 3 % de privilégiés disposaient de l'eau courante** (12).

A ce propos, il faut signaler que les taxes ne servent en aucune façon à l'entretien des points d'eau. Il s'agit en réalité de prélèvements arbitraires purs et simples. L'entretien est tout à fait négligé, les conduites d'eau ne sont ni inspectées, ni a fortiori réparées. Certains points d'eau sont totalement pollués suite à des infiltrations, ou encore suite à l'absence d'épout et au ruissellement des pluies.

Il faut enfin signaler que le logement en ville coûte très cher.

« Les ressources des ménages consacrées au logement au titre de loyer demeurent considérables. Certains d'entre eux donnent jusqu'à

(10) Spitz et Altimir cités par N. Kalonji dans « Pauvreté dans les quartiers périphériques de Kinshasa ». Analyses Sociales. Vol. 1, n° 3, mai-juin 1984. (Je relève l'information car elle est récente et significative. Je m'interroge toutefois sur l'existence d'un espace vital « pour les pays sous-développés »).

(11) N. Kalonji. op.cit.

(12) G. Ghan. « The political economy of underdevelopment ». Praeger Publishers, New York, 1979.

28,5 % de leur revenu pour se loger et ceci en prélevant éventuellement une part sur leur minimum alimentaire. » (13)

Dans les petits centres, le terrain est cher et l'objet de spéculations et malversations diverses.

La taille plus *humaine* des petites agglomérations facilite les contrôles, les tracasseries administratives et le vol légal systématique. Exemple : la zone de Kadutu à Bukavu ne disposait ni d'une ambulance ni d'un corbillard. En 1979, les autorités de la zone organisèrent **une collecte obligatoire** pour l'achat d'un véhicule. Quelques mois plus tard, aucun véhicule n'ayant été mis en circulation, les autorités elles-mêmes déclarèrent que l'argent avait été gaspillé.

Autres exemples :

Le commissaire de zone apprend que la pêche du jour a été fructueuse. Il utilise le véhicule de fonction et va à la rencontre des pêcheurs pour se servir.

Si le citoyen X a touché une somme importante, il peut s'attendre à la visite d'un responsable qui viendra lui réclamer des papiers... qui ne seront pas en ordre. Une autre méthode consiste à arrêter un membre de la famille sous un prétexte quelconque et à attendre que la personne visée se présente d'elle-même et paie la rançon.

Ces pratiques se rencontrent en ville aussi, mais la masse permet parfois d'y échapper. Dans les villages et les petits centres où-tout-se-rait et où la délation est instituée comme devoir civique, il n'y a pas moyen d'échapper aux prédatations des agents de l'Etat.

La délation est systématiquement encouragée partout sur le territoire et à tous les niveaux. Elle est évidemment un excellent moyen de briser les soulèvements collectifs et la solidarité.

Il en est un autre, plus personnel, plus efficace : la prise d'otage dans la famille des soi-disant délinquants en fuite oblige ceux-ci à se livrer en personne à la justice. Cette pratique a été justifiée par le professeur Bayonde Ba Meya, commissaire d'Etat à la justice, le 26.11.84.

« (...) sous l'angle de la tradition, les membres de la famille ainsi pris en otage ne se sentent pas l'objet d'une mesure d'arrestation arbitraire en considération de la conception traditionnelle de la responsabilité collective des membres d'une même famille ou d'un même clan ». (Uhuru, n° 15 - décembre 1984).

Ainsi donc, la prise d'otage serait justifiée par la tradition !

(13) F. Potter d'Indoye. op. cit.

L'ENSEIGNEMENT

Généralités

Le système scolaire a connu diverses réformes et restructurations. Pour le primaire et le secondaire, la dernière réforme en date est de 1981 : elle consacre le principe de la « finalisation-professionnalisation » (14).

A ce jour, elle n'a rien apporté et laisse les observateurs découragés et sceptiques :

« Comment concevoir des contenus et des méthodes cohérentes dans le cadre d'une structure incohérente ? (...) Que fait la Commission Nationale pour connaître les besoins réels du pays ? (...)

« Dans l'ordre de la vie économique et culturelle, des questions analogues se posent aussi. Que sait-on du marché de l'emploi et de son évolution à moyen et long termes ? Nous avons connu à Kinshasa l'existence de Centres de spécialisation professionnelle. Ceux-ci ont formé des plombiers, des carreleurs, des peintres, ... mais les jeunes qui ont reçu cette formation n'ont pas trouvé de travail. La même situation ne risque-t-elle pas de se reproduire ? » (...)

« Le décideur de la réforme se contente encore de discours et se décharge sur les techniciens qui confectionnent comme ils peuvent les programmes scolaires qui accompagnent leurs décisions. Toutes les opérations préalables et parallèles qui conditionnent la réussite de la réforme sont laissées de côté ou traitées légèrement et superficiellement » (15)

La tentative de restructuration la plus importante remonte à décembre 1974. Les réseaux officiels, catholiques, protestants et kibanquistes devaient s'effacer devant une organisation unique dirigée par l'Education Nationale.

La mesure visait essentiellement le Bureau de l'Enseignement Catholique (BEC) qui dirigeait au moins 80 % du total des écoles. L'intention était claire car la mesure était assortie de règlements anticléricaux : suppression des cours de religion, retrait des crucifix et des images pieuses, abolition des fêtes religieuses, création d'une nouvelle religion d'Etat. « *Le MPR doit être considéré comme une Eglise et son fondateur comme un Messie* ». (AZAP 05.12.1974).

Les évêques du Zaïre, en réaction, demandèrent à tous les religieux en charge d'une direction d'un établissement scolaire de ne plus assumer cette charge. L'Education Nationale fut forcée de nommer « à tour

(14) Décision d'Etat, 8 juin 1981, sur la réforme de l'enseignement primaire et secondaire. Journal officiel de la République du Zaïre, n° 12.

(15) Gasibirege Rugena Simon. « Quelles perspectives pour l'école zaïroise ? » dans *Analyses Sociales*, Vol. I, n° 3 - 1984.

de bras » des directeurs et directrices non religieux. Après deux années scolaires, le gouvernement est revenu sur toutes ses décisions et a aboli la réforme de 1974.

Mais les élèves ont eu à souffrir et souffrent encore des suites de cet échec. Ils ont été blessés dans leur fierté nationale, et au point de vue scolaire, la plupart ont perdu une année ou deux. Certains ont même vu la désaffectation et la fermeture de leur établissement scolaire.

Pour le niveau supérieur et universitaire, la création de l'Université nationale du Zaïre (Unaza) date de 1971. L'Unaza a regroupé les trois campus (Kinshasa, Lumbubashi, Kisangani) et dans la suite, elle a englobé les établissements d'enseignement supérieur. Mais en 1981, dix ans plus tard, on redécentralisait et aujourd'hui devant la ruine de l'enseignement supérieur, on privatise !

Les étudiants

Les étudiants zaïrois, confrontés à des conditions matérielles difficiles, aggravées par la corruption et la gabegie, se sont souvent élevés contre ce régime qui ne leur accorde pas la possibilité de faire des études dans des conditions normales. Leurs révoltes ont toujours été matées très durement.

Pour rappel - 1969 : massacre des étudiants du campus de Kinshasa; 1971 : fermeture des universités, les étudiants sont arrêtés et enrôlés dans l'armée; 1979, 1980, 1981 : vagues de répression, fermetures, sévices; 1984 : suppression des avantages matériels; plus de cantine, plus de logement, plus de transport. Quant aux bourses, elles sont supprimées ou comprimées, tant au pays qu'à l'étranger.

Les faits sont clairs : le pouvoir n'a pas de politique de l'enseignement et laisse, en tout cynisme, les choses aller à la dérive, privant ainsi d'avenir ce pays où la moitié de la population a moins de 20 ans.

Le système d'enseignement ne donne plus satisfaction à personne. Une ultime preuve est que tous les Zaïrois fortunés tiennent à envoyer leurs enfants dans des écoles privées, consulaires ou mieux encore, en dehors du Zaïre. Pour tous ces gens, il est nécessaire de sortir du pays pour faire des études déclarées valables.

Les enseignants

Les enseignants (et l'ensemble des petits fonctionnaires) sont les grands sacrifiés du régime zaïrois. Ils perçoivent des salaires de misère, leurs classes sont surpeuplées (plus de 50 élèves), le matériel pédagogique est inexistant ou en ruine. Les enseignants sont devenus des *citoyens-misère*. Aux niveaux primaire et secondaire, leur salaire (lorsqu'ils l'obtiennent !) s'élève à maximum 580 z. Certains, au hasard des fantaisies informatiques et administratives, gagnent 300 z.

Au niveau supérieur, les salaires sont plus élevés mais ne permettent pas de faire subsister une famille décemment. Il faudrait les multiplier par trois pour qu'un professeur puisse se consacrer pleinement à son enseignement.

Bref, à tous les niveaux, il faut trouver des suppléments, et cette recherche harassante se fait, bien sûr, au détriment de la qualité de l'enseignement et il faut bien le dire, de toute éthique ou morale professionnelle.

Les salaires sont insuffisants mais aussi très irréguliers. L'administration a, en effet, « en réserve » différentes façons de priver les enseignants de leurs salaires.

Une fiche de salaire *zéro-zéro* signifie que le salaire du mois a « sauté ». Décision totalement arbitraire contre laquelle il n'y a aucun recours. Les démarches et demandes d'explication s'égarant, s'oublient...

Lors d'une opération d'ajustement des salaires, on n'a plus tenu compte des échelons d'ancienneté. En conséquence, au lieu d'augmenter, les salaires ont baissé. De source sûre, on sait que plus de 300.000 z. par mois, rien que pour la région de Kinshasa et pour le réseau secondaire, étaient détournés et versés par le Président de la Commission sur le compte bancaire privé du ministre de l'Education de l'époque. Le numéro de ce compte changeait chaque mois. C'est seulement six mois plus tard que le ministre fut démis de ses fonctions (16).

Face à cette situation, les enseignants se sont mobilisés. Dès 1977, des grèves (interdites au Zaïre, c'est important à signaler) ont éclaté partout sur le territoire, organisées dans des réseaux clandestins par des hommes et des femmes qui risquent ainsi la torture, l'élimination physique. Un témoignage parmi d'autres est repris dans le dossier : « *Enseignants en grève* » publié par le Comité Zaïre. Il s'agit du récit des tortures subies par un enseignant de Kisangani en décembre 1973 (17). Cet homme a été torturé pour avoir participé à un mouvement de grève dont les revendications principales étaient : *l'exigence de conditions de travail et d'existence compatibles avec la dignité humaine*, le paiement mensuel au plus tard le 26 de chaque mois. Ce mouvement des enseignants a le soutien de la population.

Les manifestations d'élèves les mieux connues ont eu lieu les 24, 25 et 26 janvier 1984 à Lubumbashi. Elles ont été matées avec dureté (18).

(16) Fiche technique d'information du CRI, n° 7/1984. Centre de Recherche et d'Information, Bruxelles.

(17) « Mon calvaire au CNRI » in Info Zaïre, n° 41 - 1984.

(18) Les premières manifestations d'élèves, dont on a eu connaissance, se sont déroulées à Bukavu le 30.04.1981. Des élèves manifestants ont été battus, certains ont dû être hospitalisés.

Les réponses et les réactions du gouvernement zaïrois

Le mot qui définit le mieux l'attitude du gouvernement à l'égard de l'enseignement est sans doute le mot mépris. Comment qualifier autrement les vagues de licenciement qui se sont abattues sur le secteur.

Mai 1984 : 46.000 postes ont été supprimés; août 1984 : le premier ministre Kengo Wa Dondo annonce que 20.000 emplois seront supprimés au cours de l'année scolaire à venir; septembre 1984 : 7.000 travailleurs de l'enseignement supérieur ont été licenciés.

Si on compare ces chiffres à ceux de l'année 1981, on constate une chute de 285.900 à 180.000 emplois. 180.000 enseignants dans l'enseignement primaire et secondaire pour 8 millions d'élèves, soit une moyenne de 44,4 élèves par enseignant. La contradiction entre l'accroissement de la demande scolaire et la baisse des effectifs enseignants est évidente.

Par exemple, voici un document réalisé à la Coordination régionale des écoles conventionnées catholiques. (La région dont il est question est celle du Haut Zaïre).

Le Département du Plan a édité : « *Perspectives démographiques régionales 1975-1985* ». Nous prenons les chiffres des enfants (garçons et filles) entre 6 et 12 ans, donc en âge d'école primaire :

1980 :	669.940
1981 :	686.656 + 2,48 %
1982 :	703.602 + 2,48 %
1983 :	721.064 + 2,48 %
1984 :	738.960 + 2,48 %

Cela fait une augmentation, entre 1960 et 1984, de 10,30 %, soit 69.020 enfants.

Or : — le montant destiné à la paie des enseignants est resté inchangé depuis décembre 1980. Il n'y a donc pas de possibilité d'ouvrir une seule classe pour ces enfants.

- il n'y a pas d'ajustement des salaires des enseignants.
- on ne peut engager un enseignant avec un titre pédagogique supérieur à celui qui est en service, pas d'argent pour le payer.
- pour ces 69.020 enfants, il faudrait ouvrir 1.380 classes, à raison de 50 élèves par classe (19).

Ces chiffres contredisent l'optimisme du Président :

« Nos perspectives futures de développement, que j'ai longuement prônées, augurent de l'avenir prometteur de notre grand pays. Car le Zaïre de demain vient de repartir aujourd'hui d'un nouveau pied. » (20)

(19) Coordination Régionale des Ecoles Conventionnées Catholiques. « Problèmes de grèves », document ronéo, 12.01.1984.

(20) Mobutu. Discours d'investiture, 05.12.1984.

LA SANTE

la situation, déjà décrite, des conditions alimentaires et de l'hygiène favorise hautement la transmission de toutes les maladies infectieuses et parasitaires. Affaiblis par une alimentation insuffisante, les organismes sont sans défense et la morbidité est très élevée (50 % chez les enfants de moins de 5 ans).

Les épidémies (choléra, maladie du sommeil, méningite...) font d'autant plus de ravages que les autorités les négligent ou les cachent. « *Les autorités zairoises ne souhaitent pas reconnaître l'existence de cette épidémie* » a déclaré Mme Mayence, secrétaire d'Etat à la coopération et au Développement - (Annales parlementaires - 21.01.1982). Les épidémies sont cachées pour ménager le prestige national et parce qu'il n'y a, au niveau gouvernemental, aucune intention d'y remédier.

Exemple : la première vague de choléra a été signalée en février 1978. Depuis lors, des informations sporadiques font état de la persistance de la maladie. Ces informations, on les glane au hasard de la presse ou d'un témoignage mais, au niveau étatique rien n'est systématiquement entrepris pour juguler le mal.

Dans ce secteur, comme dans celui de l'enseignement, il n'y a pas de politique, mais un faux semblant de politique.

Exemple : « Le plan d'action sanitaire défini par le gouvernement zairois pour la période de 1982 à 1986 : ce plan est axé sur les soins de santé primaires et sur l'organisation de zones de santé. Il s'agit d'organiser des centres de santé périphériques autour de ce qui est convenu d'appeler un hôpital de référence. L'originalité de ces centres de santé est de faire directement appel à la population : c'est elle, par définition, qui se fait soigner, mais c'est elle aussi qui gère le centre. » (21)

Un plan qui existe essentiellement sur papier et qui implique (suprême astuce !) que la collectivité entretienne le personnel infirmier. En fait, sur le terrain, les soignants tentent d'œuvrer au plus urgent mais ils sont sans moyens : le DCMP. (Dépôt Central Médico-Pharmaceutique) est un service qui n'échappe pas à la logique du système. Le matériel et les médicaments, en quantité insuffisante dès le départ, sont systématiquement pillés, d'abord au DCMP, ensuite au cours du trajet vers les hôpitaux et les dispensaires. Les demandes de ceux-ci ne sont jamais complètement satisfaites.

Ce sont essentiellement des médicaments et le matériel *intéressants* (que l'on peut commercialiser) qui disparaissent. Ceci explique qu'un hôpital de brousse, où le sparadrap, l'aspirine et l'alcool de désinfection manquent puisse se voir livrer un appareil de radioscopie hautement sophistiqué, alors qu'il ne se trouve sur place aucun technicien

(21) La Cité, 24.02.1985.

capable de le monter et que le groupe électrogène ne peut fournir un voltage suffisant pour son fonctionnement (22).

En ce qui concerne les salaires, le personnel soignant est dans la même situation que les enseignants : retards, suppression, compression arbitraires. Ceci a évidemment comme conséquence la perte ou tout le moins l'évasion des valeurs éthiques et morales. Il y a, au Zaïre, 2.000 médecins, mais vu les moyens qui leur sont alloués, c'est encore de trop.

« Deux mille médecins zaïrois, c'est beaucoup trop eu en regard d'une population de 30 millions d'habitants, ais c'est parfois trop en regard de l'infrastructure de type classique telle qu'elle existe actuellement. » (23)

Les hôpitaux sont en très mauvais état et insuffisants en nombre. Depuis 1960, aucune politique d'accroissement du potentiel hospitalier n'a été suivie. Tous les centres hospitaliers zaïrois tiennent plus du mourir que du centre de soins et le climat qui y règne est fait de découragement et de révolte larvée.

« Les hôpitaux sont envahis de patients dont le principal problème est la faim et l'épuisement. Cela a-t-il encore un sens de plâtrer la fracture d'un malade au bord de l'inanition, d'entreprendre un traitement contre le kwashiorkor ou l'avitaminose si, une fois remis sur pied, le malade retourne dans un milieu où les conditions d'alimentation n'ont pas changé ? Peut-on mesurer le découragement de ce médecin d'un hôpital de 200 lits à Kinshasa qui assiste chaque jour à la mort de 8 à 15 de ses patients venus à l'hôpital pour y mourir de faim ? » (Info-Zaïre, 02.12.1977).

La colère s'exprime sporadiquement.

En juin 1982, excédés par des tracasseries administratives, les médecins de l'hôpital Mama Yemo de Kinshasa (2.000 lits, 300 malades ambulatoires, 100 naissances par jour) entrent en grève. On déplore des centaines de décès quotidiens (Libre Belgique, 17.06.1982). Fin avril 1985, dans ce même hôpital, les médecins zaïrois déposent un mémorandum. Une fois encore, ils tirent la sonnette d'alarme et dénoncent l'inefficacité de la coopération.

« Au fil des années, on est arrivé à une situation telle que la dotation actuelle de l'hôpital ne permet plus d'assurer un fonctionnement normal de l'hôpital et que cette insuffisance se trouve à la base des lacunes constatées ». Les contestataires déclarent notamment que « dans un hôpital où le nombre de médecins est prétendument jugé pléthorique et les moyens insuffisants, la coopération ne pourra avoir son

(22) Jacquet Isabelle. « Les tâches techniques de l'Etat ». Document ronéo à l'attention du Tribunal Permanent des Peuples sur le Zaïre, septembre 1982.

(23) Dct Ruppel, Chef de la Coopération médicale belge au Zaïre. La Cité, 24.04.1985.

sens que si elle apporte, soit les moyens matériels nécessaires, soit des spécialistes dans les domaines où il n'y a pas encore de nationaux... » (Le Soir, 03.05.1985).

CONCLUSION

Pour nous, Belges, ce dernier extrait du mémorandum des médecins zaïrois est très important. Il révèle un fait primordial : **la coopération dans un pays où la désorganisation, la corruption et le vol sont des institutions étatiques, se condamne à l'inefficacité.**

C'est cette remarque que je choisis pour terminer la présentation de la situation sociale au Zaïre. Cela me semble important dans la mesure où *le social* est un domaine de la coopération où beaucoup d'*aidants* croient que l'on peut *faire l'économie* de l'analyse politique, et que concernant le Zaïre en particulier et le tiers monde en général, l'on assiste à un retour en force d'un discours de plus en plus caritatif et de moins en moins politique.

Exemples :

— De Standaard du 09.04.1985 consacre toute une page à l'Aide au développement pure où l'on vante le travail des missionnaires dont l'œuvre s'apparente à celle des abbayes du Moyen-Age.

— La publicité de la Loterie Nationale parue, entre autres, le 25.03.1985 dans Le Soir. Son titre « A la Loterie Nationale, j'ai gagné 15 enfants ». On y décrit les bienfaits dispensés par un médecin belge dans un centre nutritionnel de Bwamanda, œuvre du Secrétariat d'Etat à la Coopération et au Développement et de l'AGCD.

Ce primat de l'action immédiate sur le discours politique est au centre de la polémique sur le tiers monde et le tiers mondisme qui a débuté fin '85 lors de la fondation de « Liberté sans Frontières ». (Libertés sans Frontières est l'émanation d'une partie du staff de Médecins sans Frontières-France. LSF prône une coopération « a-politique » et « libérale ». La fondation de LSF a été à l'origine de la rupture entre MSF-France et MSF-Belgique. MSF-Hollande a également désavoué cette nouvelle orientation).

A en croire d'aucuns, la réflexion et l'analyse politiques sont des pièges. Il faut y renoncer et se consacrer à l'aide pure et simple. Cette « mode » des actions immédiates et caritatives fait partie de la vague libérale qui déferle sur l'Europe du Nord. Les nouveaux maîtres-mots : rendement, efficacité, performance, influencent le secteur de la coopération.

A la recherche de résultats rapides, tangibles et inattaquables, certains ont décidé de ne soutenir que des projets « dégagés d'implications politiques », « d'urgence », « d'aide immédiate ».

Cette voie, outre le fait qu'elle ne contient aucune vision d'avenir, représente un recul par rapport aux perspectives des années '70 où on tentait de tenir compte de l'avis des « assistés », ce qui entraînait la prise en considération de problèmes politiques et sociaux.

Il faut se garder des généralisations. Certains « aidants » ou « coopérants » ont persisté dans cette voie. Néanmoins, il faut reconnaître que très souvent, la facilité prévaut. On ignore (ou feint d'ignorer) le contexte politique et social. On se persuade que l'on agit pour un mieux.

Solution de facilité, remède à très court terme, le développement n'a rien à gagner dans ce type d'action.

Dans le cas du Zaïre, « l'apolitisme délibéré » de la coopération et de l'aide crée des conditions favorables au statu quo. Le fonctionnement du système n'est pas remis en question : la corruption continue d'opérer ses ravages; les termes de l'échange économique restent inchangés; le pouvoir en place et ses alliés ne sont aucunement inquiétés.

En conclusion, j'avancerai ce paradoxe. Plus l'aide restera sociale et caritative, moins elle a de chance d'atteindre son but : l'amélioration des conditions sociales de la population zaïroise. Le combat efficace doit être mené sur un tout autre terrain.

D. Duprez : Editorial

P. Grell et A. Wery : Au delà du chômage, vivre sans salaire

M.A. Denigier et J.F. René : La jeunesse québécoise entre la

désillusion et la rage.

Table ronde : La jeunesse dans la crise. Les jeunes

s'interrogent

P. Demunter et M.C. Vermiers : La dualisation sociale, une

arme aux mains des travailleurs

C. Maroy : La mutation du paysage éducatif en Belgique

françophone

P. Paveil : L'Office national de l'emploi devrait-il être

rattaché au ministère de l'éducation nationale ?

M. Dupé et C. Lamarche : Graine d'éducateur... le jeune

leader : une nouvelle idéologie du travail social ?

les **cm** ne paraissent pas en
juillet-août
ils vous donnent rendez-vous en
septembre

dans nos prochaines livraisons :

- andré leysen - un patron, une politique
- regards sur l'expérience de la gauche française
- intellectuels belges et stalinisme

CONTRADICTIONS

Sommaire du n° 47 — JEUNES À INTÉGRER —

D. Duprez : Editorial

P. Grell et A. Wery : Au delà du chômage, vivre sans salaire

M.A. Deniger et J.F. René : La jeunesse québécoise entre la
désillusion et la rage.

Table ronde : La jeunesse dans la crise. Les jeunes
s'interrogent

P. Demunter et M.C. Verniers : La qualification sociale, une
arme aux mains des travailleurs

C. Maroy : La mutation du paysage éducatif en Belgique
francophone

P. Palvel : L'Office national de l'emploi devrait-il être
rattaché au ministère de l'Éducation nationale ?

M. Dupé et C. Lamarche : Graine d'éducateur... le jeune
leader : une nouvelle idéologie du travail social ?

128 pages — 200 francs.

Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER

rue du Midi 162
1000 Bruxelles

CERCLE D'ÉDUCATION

POPULAIRE
rue des Deux Eglises 128
1040 Bruxelles

F.N.A.C.

City II, rue Neuve
1000 Bruxelles

PRESSES UNIVERSITAIRES

DE BRUXELLES
av. Paul Héger 42
1050 Bruxelles

LE LIVRE ROUGE

bd Lemonnier 171
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE CORMAN

rue Ravenstein 28-30
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LEFÈBVRE

rue des Colonies 7-9
1000 Bruxelles

TROPISMES

Galerie des Princes 5-11
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44

Passage 44 (bd. Botanique)
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO

rue de la Régence 53
4000 Liège

LIBRAIRIE ANDRÉ LETO

rue d'Havré 9
7000 Mons

KRITAK

Vesaliusstraat 1
3000 Leuven

LIBRAIRIE DÉRIVE

rue des Augustins 17
5200 Huy

CLUB ACHILLE CHAVÉE

rue Hâmoir 25
7100 La Louvière

L'ÎLE LETTRÉE

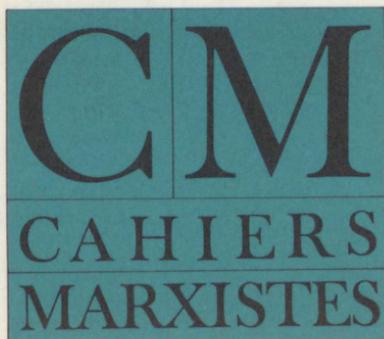
faubourg d'Aréval, 2
6720 Virton

Outil d'analyse marxiste de la société actuelle,
les **CM** entendent

- contribuer à un nouvel élan de la gauche et de ses valeurs;
- participer à l'élaboration d'alternatives mobilisatrices à la politique néo-libérale;
- développer la réflexion et les échanges de réflexion à propos des voies d'accès à une société socialiste en Belgique.

L'abonnement annuel aux CM : 700 F

à verser sans tarder au CCP 000-0188745-80
de la Fondation Joseph Jacquemotte
1000 — Bruxelles



Avec l'appui de la Commission française de la Culture
de l'agglomération bruxelloise

Adresse : 20, av. de Stalingrad — 1000 Bruxelles
CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte

Prix : 100 F